**RAPPORT D'ÉVALUATION FINAL PROJET KATYE NOU PI BEL, CARREFOUR, HAÏTI**

## 1. Table des matières, liste des acronymes remerciements

**Liste des acronymes**

|  |  |
| --- | --- |
| ATL : | Agent Technique Local |
| AAP : | Apprentissage et Action Participatives |
| ASEC : | Assemblée de la Section Communale |
| AVEC : | Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit |
| CASEC: | Conseil d’Administration de la Section Communale |
| CASEC : | Conseil d'Administration de la Section Communale |
| CCPC : | Comité Communal de Protection Civile |
| CDSC : | Conseil de Développement de la Section Communale |
| CLPC : | Comité Local de Protection Civile |
| CMDRR : | Community Managed Disaster and Risk Reduction |
| CNGRD : | Comité National de Gestion des Risques et des Désastres |
| COU : | Centre des Opérations d’Urgence |
| CRH : | Croix Rouge Haïtienne |
| DPC : | Direction de la Protection Civile |
| EIC : | Équipe d’Intervention Communautaire |
| EOS : | Équipe d’Opération et de Secours |
| EPRD : | Evaluation Participative des Risques et des Désastres |
| EPRD : | Evaluation Participative des Risques et Désastres |
| FAU : | Fondation Architectes de l’Urgence |
| GCRRD : | Gestion Communautaire de la Réduction des Risques et Désastres |
| GRD : | Gestion des Risques et Désastres |
| KNPB : | Katye nou pi bèl / Notre quartier est plus beau |
| LRRD : | Linking Relief, Rehabilitation and Development / Lier l’aide d’urgence, la réhabilitation et le développement |
| MICT : | Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Locales |
| MSPP : | Ministère de la Santé Publique et des Populations |
| MTPTC : | Ministère des Travaux Publics des Transports et de la Communication |
| OCB : | Organisation Communautaire de Base |
| ONG : | Organisation Non Gouvernementale |
| OPDES : | Organisation Pré Désastre et de Secours |
| PARAQ : | Programme d’Appui à la Reconstruction et à l’Aménagement de Quartiers |
| PNGRD : | Plan National de Gestion des risques et des Désastres |
| PSH : | Personnes en Situation de Handicap |
| QE : | Questions Evaluatives |

## 2. INTRODUCTION

**Présentation du projet**

Le séisme du 12 Janvier 2010 a eu des conséquences dramatiques sur le secteur du logement en Haïti. Les estimations à l’échelle du pays font état de 105.000 maisons détruites et 208.000 maisons endommagées. 1,5 million de personnes se sont retrouvées sans abri, contraintes de se regrouper dans des camps de fortune.

Les destructions et les dommages ont accentué de façon dramatique la crise du logement qui prévalait avant le séisme. Les faibles capacités de l’État central à encadrer le processus d’urbanisation et à coordonner les nombreux acteurs, y compris publics, conjuguées au faible niveau de décentralisation effective rendant pratiquement inopérantes les administrations municipales dans le domaine de l’urbanisme et de l’aménagement urbain, ont laissé la place à une urbanisation anarchique portée par des initiatives individuelles dictées par des stratégies soit de survie, soit d’enrichissement rapide.

Le retour dans les maisons et les quartiers d'origine a été défini comme prioritaire par le gouvernement pour résoudre le problème des camps et de l'occupation des espaces publics et privés.

Pour l’union Européenne, « une stratégie d’appui au retour dans des quartiers sûrs nécessite de placer les communautés les plus dynamiques au centre de la démarche et de la prise de décision. Elle doit aussi assurer la cohérence avec la "Politique nationale du logement, de l’habitat et du développement urbain" et rendre leur place aux autorités publiques ».

Le projet Katye nou pi bèl, financé par l’Union européenne à travers le 11ème FED cible 3 quartiers[[1]](#footnote-1) de la 11ème section communale (rivière Froide) de la Commune de Carrefour dans la zone métropolitaine de Port au Prince.

Le projet est construit sur une logique d’intervention dons les objectifs et les résultats sont les suivants :

**Objectif général :** Contribuer efficacement au relogement des populations déplacées suite au séisme du 12 janvier 2010 grâce au réaménagement et à la reconstruction durable et sûre des quartiers de Carrefour.

**Objectif spécifique :** L'aménagement urbain des quartiers défavorisés de Carrefour est planifié, exécuté et géré localement de manière durable et permet le relogement en sécurité et le développement économique des populations les plus affectées par le séisme.

Le projet est axé sur 4 résultats :

**Résultat 1 :** La capacité des acteurs locaux dans la maîtrise du développement urbain est renforcée.

**Résultat 2 :** Les quartiers sont renforcés en matière de gestion de risque et désastres et sont plus résilients aux catastrophes.

**Résultat 3 :** Les résidents des quartiers bénéficient de logements surs, d’espaces publics récupérés et d’un meilleur accès à l’eau et l’assainissement.

**Résultat 4 :** Le secteur économique des quartiers est renforcé par le développement d’initiatives locales.

**Présentation de l’évaluation**

L’évaluation finale du projet Katyè nou pi bèl a été réalisée au cours du mois d’avril 2016 avec une phase terrain de deux semaines du 5 au 15 avril. Deux consultants du Group’, praticiens dans le secteur de l’aide internationale aux compétences complémentaires, ont été mobilisés pour cette étude cadrée par des Termes de Références comportant les critères à évaluer et une série de Questions Evaluatives (QE).

Une première phase d’étude documentaire sur la base des éléments du projet transmis par la coordination et du corpus du secteur disponible sur le web a été réalisée. Elle a permis de finaliser la méthodologie de collecte de données.

Une phase terrain de 15 jours a permis de rencontrer les parties prenantes et de réaliser des visites dans les quartiers. Ainsi, six jours ont été mobilisés pour visiter et rencontrer les acteurs et bénéficiaires dans les quatre quartiers. Six focus groupe ont été organisés dans le cadre de l’évaluation, ayant permis de rencontrer plus de 60 personnes. Les évaluateurs ont par ailleurs assisté aux deux journées de restitution de la capitalisation du projet comprenant des ateliers, des présentations, des débats et des focus groupes. Ils ont pu conduire une vingtaine d’entretiens en présentiel ou à distance. Un point de tendance a été réalisé en milieu de mission avec l’équipe de coordination afin de présenter les premières orientations tirées des éléments d’analyses disponibles. Une restitution à chaud a été également réalisée en fin de mission terrain à destination de l’équipe de coordination du projet.

La phase d’analyse et de rédaction s’est appuyée sur un corpus documentaire d’environs 600 rapports, études, notes, guidelines, articles, ouvrages, évaluations, produits par l’équipe projet, les partenaires du consortium et les parties prenantes ainsi que par d’autres organisations menant ou ayant mené des projets similaires.

La mission s’est déroulée comme convenue, sans limitation d’accès tant au terrain qu’aux documents du projet. Les consultants du Group’ n’avaient jamais travaillé pour les organisations du consortium, que ce soit comme salariés que comme prestataires. L’analyse et les recommandations qui suivent peuvent être garanties indépendantes de tout intérêt, reflétant le jugement de valeur des deux consultants à l’égard du projet.

**Méthodologie,**

La méthodologie proposée vise à la consolidation des expériences des acteurs du projet. L’approche utilisée se veut la plus pédagogique et participative possible avec les équipes en intégrant des temps d’échanges, d’analyses et de synthèses.[[2]](#footnote-2)

Plus spécifiquement, l’évaluation s’est attachée à apprécier les aspects suivants :

* La conception du projet, en étudiant les documents de projet, la cohérence et la pertinence des objectifs, des résultats, des activités et de la stratégie de mise en œuvre proposés ;
* Le niveau de réalisation des objectifs et des résultats escomptés. L’évaluation analyse les activités mises en œuvre et celles qui n’ont pas pu être mises en œuvre, les raisons des succès et/ou des échecs et leur contribution à l’atteinte des résultats. Elle analyse également le système de suivi évaluation mis en place par le projet (collecte des données, indicateurs de performance définis et reporting) ;
* Les forces et les faiblesses dans la mise en œuvre du projet et réaliser en particulier une analyse fine du contexte, des modalités de mise en œuvre des activités et des contraintes ;
* La gouvernance du projet, ainsi que les points forts et faibles du montage institutionnel ;
* L’approche genre mise en œuvre sur le projet, les points forts et les points faibles ;
* Les changements espérés et les impacts du projet et évaluer le niveau d’atteinte des impacts prévus ;
* La pérennisation / durabilité des résultats atteints ;
* La stratégie de communication envers la communauté et le niveau de participation communautaire – via la Plateforme communautaire et les réseaux d’organisations – dans les décisions stratégiques ;
* Si les recommandations faites lors de l’évaluation à mi-parcours ont été prises en compte et/ou mises en œuvre ;

Pour se faire, un certain nombre de questions complémentaires ont été proposé à celles mentionnées dans les Termes de Référence et et ont été validée au cours de la réunion de cadrage. [[3]](#footnote-3)

**Aspects transversaux :**

Pour les questions de genre, l’évaluation fait une analyse croisée des marqueurs de genre DAC/OCDE, du IASC ainsi que de la politique d’intégration du genre de CARE Haïti.

L’évaluation de l’analyse et de prise en compte des vulnérabilités, de coordination et de Suivi & Evaluation seront analysés dans les aspects transversaux.

**Limites et opportunités de l’évaluation**

Cette évaluation finale comporte plusieurs aspects limitatifs mais également des éléments ayant créé des opportunités qui doivent être pris en compte dans l’éclairage de l’analyse portée par les évaluateurs.

Le projet Katye nou pi bel n'était pas terminé au moment de l’évaluation finale. Une extension du délai sans augmentation de budget avait été accordée par l’Union Européenne afin de finaliser les activités du résultat 2 (Les quartiers sont renforcés en matière de gestion de risques et catastrophes et sont plus résilients aux catastrophes.). Le projet devant se terminer en octobre 2016 soit six mois après la mission d’évaluation. Ce résultat n’a donc pas pu être évaluer dans son ensemble.

Par ailleurs, les activités des résultats 1 (renforcement de la capacité des acteurs), 3 (Les résidents des quartiers bénéficient de logements sûrs, d'espaces publics récupérés et d'un meilleur accès à l'eau et l'assainissement.), et 4 (renforcement du secteur économique par le développement d'initiatives locales) étaient terminées, depuis plusieurs semaines pour certaines, au moment de la mission d’évaluation. Le regard sur ces résultats peut s’apparenter à une analyse ex post.

Au niveau des partenaires opérationnels du projet (FAU et CORDAID), eu du fait de l’absence du personnel ayant conduit les activités à l’époque, une unique interview a pu être menée avec un membre de l’équipe de FAU ayant participée au projet. Aucune autre rencontre n’a pu avoir lieu. Par contre, au niveau de CARE et des acteurs locaux, les principaux responsables de ces résultats et activités ainsi que de nombreuses parties prenantes ont pu être rencontrées pendant et en marge de la conférence de capitalisation du projet à laquelle les évaluateurs ont participé. Cette participation a grandement facilité la compréhension du projet, dans ses dimensions opérationnelles, sociales, économiques et politiques. L’équipe en charge de cette capitalisation a collaboré pleinement à la démarche évaluative.

Pour finir, l’équipe d’évaluation a pu rencontrer tous les acteurs et parties prenantes qu’elle souhaitait. Les évaluateurs souhaitent souligner que le personnel de CARE à développé un réel effort pour se mettre à leur disposition et faciliter leur travail (rendez-vous, visites, interviews).

## Contexte du projet et déroulement

* 1. **Contexte général du projet au cours de la mise en œuvre**

Le projet Katye Nou Pi Bèl est le prolongement d’engagement de CARE et de certains partenaires (CORDAID, FAU) sur la zone de Carrefour et sur la 11ième section communale depuis la phase d’urgence faisant suite au séisme du 12 janvier 2010. Il se situe donc dans une période charnière en Haïti où :

* La couverture des besoins primaires[[4]](#footnote-4) de la phase d’urgence pend fin,
* Les programmes de reconstruction sont en cours,
* Des programmes de développement sont relancés.

Le projet, débutant le 8 avril 2013, inscrit entre la reconstruction, le relèvement, et comportant des activités de développement, engagé sur une durée de 3 ans, évolue donc dans un environnement changeant.

De fait, les besoins et capacités des populations, les priorités des autorités, les stratégies des acteurs et les mécanismes de financements, évoluent rapidement afin de tenter de suivre un continuum entre les actions d’urgence, de reconstruction, de relèvement et de développement (URD) cohérent.

De plus, après la période d'incertitude électorale post séisme et une élection présidentielle en 2011, les maires sont remplacés fin 2012 par des fonctionnaires choisis par le pouvoir exécutif. Des élections municipales sont finalement organisées en octobre 2015.

Dans ce contexte, l’équipe municipale de Carrefour, partenaire du projet, a été très changeante. Le Maire sortant démissionne avant la fin de son mandat (en juin 2014) afin de pouvoir se représenter. Il place un adjoint comme premier magistrat. La campagne électorale voie le nouveau Maire sortant affronter l’ancien Maire (démissionnaire) et les enjeux politiques de la reconstruction se trouvent quelque peu exacerbés.

Par ailleurs, un an après le début du projet, en avril 2014, alors que les premiers appels d’offre d’infrastructures du projet sont lancés, une chute constante et marquée de l’Euro face au Dollar Américain durera près d’une année. Entre le 7 avril 2014 et le 9 mars 2015 l’euro se déprécie de 23,5 % au plus bas et de 19.2 % en taux interbancaire.

Le budget disponible au 30 avril 2014 (de 6 919 000 € après un an de projet) s’est donc vu amputé de 700 000 à 1 300 000 €. L’évaluation exacte des impacts financiers n’ai pas aisé par il faut séparer les dépenses opérées en Euro et celles en Dollar pour recalculer les pertes sur chaque opération de change pour apprécier plus finement ce montant. Les principaux contrats de travaux, pesant lourdement sur le budget sont lancés au cours et après cette baisse. Cette perte de change est à prendre en considération à la date ou le taux de change est passé en dessous du taux effectif au moment de l’élaboration du budget du projet. Elle ne sera jamais compensée par une hausse significative de l’Euro face au Dollar à la date de l’évaluation finale.

Le premier avenant au contrat de l’UE signé le 28/12/2014 mai rédigé en juillet 2014 et déposé octobre 2014 n’anticipe encore pas complètement la baisse des taux de changes, ceux-ci n’étant pas encore stabilisés.

Le 17 mars 2015, une réunion entre la CARE, la Mairie de Carrefour et le CASEC permet de valider certaines réorientations nécessaires du projet pour faire face à cette perte.

Le 9 septembre 2015, un second avenant au contrat de l’UE acte les modifications du projet en termes d’activités et de délais, prolongeant ce dernier de 6 mois.

* 1. **Déroulement du projet et ligne de vie**

La ligne de vie du projet est présentée par résultats en annexes 3 à 7. Une ligne de vie globale est fournie en format numérique séparé.

**5. Performances du projet**

En raison du grand nombre d’activités et des modifications significatives apportées en cours de route au projet, la présentation des performances du projet s’organise par résultats et activités afin d’apporter une meilleure lecture et compréhension. L’analyse des critères évaluatifs est conduite pour chaque résultat et/ou activité et les réponses aux questions évaluatives (QE) y sont apportées.

**Résultat 1 : La capacité des acteurs locaux dans la maitrise du développement de leurs quartiers est renforcée**

L’approche de renfoncement des capacités des acteurs locaux comprend les activités suivantes :

|  |
| --- |
| Activité 1 : Collecter et analyser les données sociodémographiques et économiques pour les plans d’aménagement, établir les lignes de base du projet, assurer le suivi des indicateurs et identifier les bénéficiaires potentiels. |
| Activité 2 : Gérer durablement le développement urbain en renforçant administrativement les ASEC, CASEC, CDSC et la plateforme communautaire |
| Activité 3 : Préparation et approbation du schéma d'aménagement de manière participative avec les ASEC, CASEC, CDSC, la plateforme communautaire et l'ATL |
| Activité 4 : Préparer la plateforme communautaire à être maître des d'ouvrage |
| Activité 5 : Renforcer les capacités techniques de la mairie pour élaborer un schéma d'aménagement, formuler des projets et promouvoir l'implementation de mesures foncières. |

**Contexte :**

Avant le démarrage du projet, la structuration administrative et des instances de gestion des territoires concernés par le projet étaient constituée par plusieurs structures légales et légitimes, conformes aux dispositions légales Haïtiennes. En premier lieux, la Mairie de Carrefour, en charge de la définition et de la mise en œuvre des initiatives de développement municipal, est dirigée par un premier magistrat (le maire) assisté d’adjoint et de conseillers municipaux. Elle perçoit une fiscalité locale notamment sur le foncier et les activités économiques sur son territoire. En second lieux, les communes sont sous-divisées en sections communales, la plus petite division administrative en Haïti.

Ainsi, la 11ème section communale (Rivière Froide) de Carrefour, dont dépend les quatre quartiers du projet, est dirigée par un organe exécutif, le CASEC (Conseil d'Administration de la Section Communale) et un organe délibérant, l'ASEC (Assemblée de la Section Communale). En théorie, ces deux institutions sont secondées par le CDSC (le Conseil de Développement de la Section Communale). La section communale est dotée de l’autonomie administrative et financière.

Budget annuel mairie de Carrefour était d’environ 700 000 euros (50 M de Gourdes)[[5]](#footnote-5) en 2010 pour plus de 465 000 personnes dont environ 180 000[[6]](#footnote-6) pour la 11ième section communale. Il semble que ce budget soit passé à environ 2 millions d’Euros (140 millions de Gourdes)[[7]](#footnote-7) en 2015 pour plus de 511 000 personnes dont environ 208 000[[8]](#footnote-8) pour la 11ème section communale.

Après la période d'incertitude électorale post séisme et une élection présidentielle en 2011, les Maires ont été remplacé fin 2012 par des fonctionnaires choisis par le pouvoir exécutif. Des élections municipales ont finalement organisées en octobre 2015. Dans ce contexte, L’environnement politique local est instable.

En revanche, la 11ème section communale jouit d’une importante stabilité et légitimité du représentant du CASEC en la personne de Mr Juste SERGOT, à ce poste et régulièrement réélu depuis 11 années[[9]](#footnote-9). Le CASEC a été essentiel à la bonne réalisation du projet. Par contre, le CDSC et l’ASEC n’étaient pas dynamiques et non représentés dans les quatre quartiers concernés par le projet.

Par ailleurs, il est à noter que le poids démographique des quartiers concernés par le projet correspond à environ 6 % de la population de la commune et 15 % de la section communale. De même, il est important de prendre en considération que le budget du projet (7.5 M€ sur 3.5 années) est au même niveau que le budget annuel de l’ensemble de la Mairie de Carrefour.

Le projet s’inscrit dans le cadre du programme PARAQ[[10]](#footnote-10) qui comprenait un volet « appuis institutionnels » basé sur une approche participative des communautés, le renforcement des acteurs publics et des structures communautaires, l’incitation à la création ce centre de ressources, la transparence des informations du projet aux acteurs et la capitalisation des actions.

Il est à noter que les comptes rendus mensuels n’abordaient que partiellement les activités liées au résultat 1. L’évaluation de ce résultat n’a donc pu se faire que sur la base des entretiens et de revue documentaire d’études et de rapports mais pas sur le corpus des comptes rendus mensuels.

**Analyse des activités développées**

La période de réalisation du projet se situe aux frontières de la reconstruction, du relèvement et du développement. Les enjeux de la maitrise du développement local et donc de la gouvernance sont centraux. En ciblant le renforcement de la capacité des acteurs locaux dans la maitrise du développement de leurs quartiers, le projet est en phase avec les lignes directrices du programme PARAQ.

Constatant les carences de représentativité et de capacité participative à la gouvernance locale au sein de la 11ème section communale des quatre quartiers, la stratégie de mise en œuvre du projet s’appuie sur la création de relais communautaires locaux. Une plateforme communautaire permettant, tant au CASEC qu’à l’équipe projet, de travailler avec la population et les organisations communautaires de bases (OCB) des quartiers (environ 30 000 personnes) est créée dès janvier 2014 avec l’appui de la Fondation Architectes de l’Urgence. La FAU est spécifiquement engagée pour le renforcement des compétences des acteurs des quartiers appelés à participer à la gouvernance locale du territoire. La représentativité et sa gouvernance interne de la plateforme est construite sur une base démocratique et tente d’intégrer toutes les forces vives des quartiers, notamment les organisations communautaires de base et les notables. En 2013, une centaine de personnes sont identifiées par la FAU comme potentielles membres de la plateforme. Ces derniers sont élus pour moitié par les OCB et pour l’autre, nommés à partir de la liste de la FAU de 2013. La notion de gouvernance inclusive est utilisée en interne. Les mandats de la plateforme évoluent au cours du projet mais sont centrés sur la communication entre les structures administratives (CASEC, Mairie, ...), l’équipe projet (consortium) et la population cible. Un rôle de Maître d’ouvrage lui est confié pour l’exécution de certains travaux d’aménagement au cœur des quartiers (sub-grants).

Le projet a bien anticipé ce résultat (R1), initiant des actions de renforcement de compétences et d’accompagnement seulement 4 mois après le début du projet à destination des membres de la plateforme communautaire et du CASEC. Ces actions ont été adaptés au public cible et ont eu un rythme régulier permettant semble-t-il une bonne assimilation.

En revanche, au niveau budgétaire, le projet Katye nou pi bèl avait faiblement intégré ce volet dans la proposition initiale, le dotant le renforcement des capacités des acteurs locaux d’un budget de 43 000 €, soit 1 % du montant de toutes des activités. Cette part augmentera légèrement en mars 2015 suite aux arbitrages liés aux impacts des taux de change pour atteindre 54 000 € (1.3% des activités)[[11]](#footnote-11). Ce faible budget a sans doute limité certains types de soutien et d’actions, notamment dans le domaine de la communication et du soutien aux frais de fonctionnements locaux. Cela a potentiellement compté dans l’évaluation du coût d’opportunité des personnes s’engageants dans la dynamique de gouvernance des quartiers, notamment pour devenir les membres de la plateforme.

Malgré la faiblesse budgétaire, la stratégie du projet et ses activités sont cohérentes avec le résultat (R1) recherché. Les activités sont efficientes et ont permis de renforcer la conscience de l’intérêt général de la population, la capacité de gestion territoriale de ces acteurs et donc la maitrise du développement des quartiers concernés. Les liens entre le premier niveau administratif (la section communale), et la communauté ont été renforcées.

Certains points sont également à relever dans la gestion du volet gouvernance. La stratégie de lien et de communication avec la communauté à fait l’objet d’adaptations régulières afin de palier à certaines carences, notamment en terme de proximité, de compréhension, de rappel des messages, d’écoute et de remonté d’information ainsi que de cohérence territoriale entre les quatre quartiers. Cependant, les relevés par écrit des doléances étaient réalisés par un personnel du projet, pouvant créer une situation de conflit d’intérêt, pouvant limiter la remontée des avis de la population. De fait, il y a apparemment très peu de doléances écrites.

Il est à remarquer, et de manière forte, que les mécanismes participatifs, de concertations, de décision et de suivi de la mise en œuvre du projet avec les communautés, les autorités locales et les services de l’état concernant le percement de la route ont été exemplaires. La consultance reconnait là un processus pouvant servir d’exemple et devant être documenté et mieux analysé afin d’alimenter une capitalisation plus approfondie.

Pour finir, la stratégie de sortie du volet gouvernance par CARE ne convainc pas la consultance[[12]](#footnote-12). Si le transfert des activités du volet gouvernance du consortium vers la plateforme communautaire est identifié, aucunes actions de préparation, d’accompagnement, de mise en lien, ou d’allègement est prévus au regard de l’importante charge de travail supplémentaire que cela engendrera. Une évaluation des capacités de la plateforme en fin de projet et un transfert de plus de responsabilité vers le CASEC aurait été dans doute préférable.

**R1.A1 Collecter et analyser les données sociodémographiques et économiques pour les plans d’aménagement, établir les lignes de base du projet, assurer le suivi des indicateurs et identifier les bénéficiaires potentiels.**

Le diagnostic participatif des quartiers de Sapotille, Aztèk et La Grenade, finalisé sept mois après le début du projet est complet en termes d’urbanisme. Cependant, il aurait pu approfondir les volets sociaux, économiques, anthropologiques et politiques afin d’avoir un état les lieux plus complet des quartiers. Il est dommage qu’il n’ait pas proposé une batterie d’indicateurs référencés, objectivement vérifiable mesurant l’état du développement de la zone. Ces derniers auraient pu être couplés avec les indicateurs de la baseline afin de mieux mesurer les impacts du projet.

Indicateur projet de référence :

• Les ATL appuient l'équipe de CARE et de la FAU pour l'élaboration du schéma d'aménagement.

**R1.A2 Gérer durablement le développement urbain en renforçant administrativement les ASEC, CASEC, CDSC et la plateforme communautaire**

Le renforcement institutionnel a principalement concerné le CASEC et la plateforme communautaire. Le CDSC, peu actif, et l’ASEC représenté par le CASEC n’ont pas, à notre connaissance, bénéficié des renforcements. Si la pérennité des apports est certaine pour le CASEC, renforçant sa compétence et sa légitimité pour d’autres projets dans la 11ième section communale, des fragilités existent pour la plateforme communautaire (Cf. Questions Evaluatives relatives à la pertinente et à la viabilité).

L’accompagnement du volet gouvernance a pris fin en mars 2016. Le nouveau maire est relativement critique vis-à-vis de la plateforme communautaire. C’est pour lui un sujet de « préoccupation »[[13]](#footnote-13) et il considère que c’est une structure créée pour le projet et qu’elle n’a pas d’avenir. Par ailleurs, le mécanisme d’élection sur un an de ses membres et le non renouvellement des formations à ses nouveaux membres risque d’affaiblir la plateforme. D’autre part, la tendance de cette dernière à parfois sortir de son mandat comporte un risque pour que la Mairie trouve une justification pour sa dissolution. Malgré les bonnes relations des membres de la plateforme avec le CASEC, sa représentativité, sa légitimité et sa pérennité ne sont pas assurée.

Des moyens de communication supplémentaires, utilisant plus de média (radio, théâtre, écoles, ...) auraient pu permettre de faciliter le travail de la plateforme, du CASEC et de la Mairie.

Indicateur projet de référence :

• A la fin du projet, la plateforme communautaire facilite la planification, la coordination et l’information sur la reconstruction, le retour et le développement local.

**R1.A3 Préparation et approbation du schéma d'aménagement de manière participative avec les ASEC, CASEC, CDSC, la plateforme communautaire et l'ATL**

Les diagnostics participatifs ont été réalisés de manière différée (Ti-sous en 2012 lors du projet NIP et dans le cadre de ce projet pour les autres quartiers). Leur niveau de construction et de finalisation sont inégaux. Le diagnostic de Ti-sous souligne bien les apports de la population alors que le second diagnostic ressemble plus à une série d’interprétations dont on ne comprend pas toujours la justification. Cette différence de finalisation se ressent dans la formulation du schéma d’aménagement où une plus grande cohérence se dégage concernant le quartier de Ti-sous.

Le schéma d’aménagement, bien que complexe et sans doute comportant des parties trop techniques pour les acteurs locaux, a été construit de manière participative. Il a été approuvé par le CIAT et par les autorités locales. A ce titre, la version provisoire de l’analyse des études de capitalisation du PARAQ est tout à fait adaptée au projet Katye nou pi bèl :

« La relation triangulaire – communautés, puissance publique, opérateurs – a démontré sa pertinence dans la mise en œuvre d’un projet d’aménagement et de reconstruction en contexte post-catastrophe. Elle aura permis un progrès dans l’appropriation du quartier, dans la visualisation de son développement et, à travers plusieurs scénarios et des arbitrages sectoriels, à une prise de responsabilité conjointe plus importante. Les démarches de préparation des schémas d’aménagement ont été un élément déclencheur pour engager des améliorations du cadre de vie, ils offrent un cadre d’action à court et moyen terme dans lequel les services publics jouent un rôle essentiel. »[[14]](#footnote-14)

Cependant, du fait de leur faible existence, l’ASEC et le CDSC n’ont pas pris part à ces activités.

En revanche, nous n’avons pas d’éléments permettant de dire que le schéma a été publié par la mairie, mais il a été imprimé par l’équipe projet.

Indicateur projet de référence :

• 12 mois après le début du projet, le schéma d'aménagement des 4 quartiers est approuvé par le Comité Technique et publié par la Mairie.

**R1.A4 Préparer la plateforme communautaire à être maître d'ouvrage**

La plateforme a bien été préparée avec pertinence à être maître d’ouvrage dans le cadre des travaux qui lui a été confiés. Elle a rempli cette fonction avec efficacité au cours du projet. Cependant, du fait qu’elle n’est pas encore reconnue officiellement par les autorités municipales, et donc qu’elle pas encore d’existence légale il est délicat de la rendre propriétaires d’ouvrages publics en la désignant comme maître d’ouvrage[[15]](#footnote-15). Par ailleurs, du mode de gouvernance de cette dernière, avec un renouvellement de la moitié des membres tous les ans, le bénéfice de ces acquis sera potentiellement perdu à la fin du projet.

**R1.A5 Renforcer les capacités techniques de la mairie pour élaborer un schéma d'aménagement, formuler des projets et promouvoir l'implementation de mesures foncières.**

Les relations avec la mairie étaient engagées sur de bonnes bases au début du projet, avec un contrat de partenariat signé en septembre 2013 et définissant les rôles et engagements des deux parties. Une confiance mutuelle s’était construite, notamment au cours du précèdent projet[[16]](#footnote-16). Le diagnostic des capacités de la Mairie, censé permettre d’établir un plan de renforcement, n’a pas abouti à la mise en place de soutien de la part du consortium, l’OIM (Organisation Internationale des Migrations) portant déjà un plan de soutien de ce type. Les activités R1A5 n’ont donc pas été misent en œuvre.

Le volet fiscalité locale, intégré au départ du projet avec un indicateur ambitieux (avant la fin du projet, la Mairie a augmenté d'au moins 5% sa recette fiscale) a été revue dans l’avenant n°2 (avant la fin du projet, le nombre de ménages qui paient leurs taxes a augmenté de 10%). Nous n’avons pas d’éléments probants pour valider l’atteinte de cet indicateur de résultat et nous n’avons pas, par ailleurs, identifié d’activité ni de stratégie spécifique concernant l’activité A5 du résultat 1.

Ces activités du projet ont été impacté par la difficulté de mise en œuvre du contrat de partenariat avec la Mairie du fait de l’instabilité de l’équipe municipale mais également d’incompréhensions entre le Maire actuel et l’équipe de CARE. Les enjeux de visibilité et de transparence tant pour l’ONG que pour l’autorité locale ont joué un rôle important dans ces incompréhensions. Les efforts faits par la Mairie n’ont pas toujours mis en avant (notamment pour l’appui aux négociations de libération de l’emprise de la route). Il a été judicieux d’introduire « le climat politique permet une stabilité au sein des autorités locales » comme hypothèse du cadre logique.

Indicateur projet de référence :

• Avant la fin du projet, le nombre de ménages qui paient leurs taxes a augmenté de 10%

**Questions Evaluatives (Résultat 1)**

* 1. **Pertinence**

Dans quelles mesures la mise en œuvre du schéma d’aménagement a pris en compte les aspirations de la communauté et des autorités locales ?

En terme de gouvernance, le travail préalable mené par les équipes projet et notamment la FAU a permis de prendre en compte les spécificités de cette communauté tant sur le plan social, économique que géographique. Les adaptations au contexte, opérées par les équipes au cours du projet ont permis de renforcer la pertinence de ce volet.

Quelle est la valeur ajoutée de la dimension participative (mise en place de la plateforme communautaire) et partenariale (relation avec les acteurs publics) du projet ?

Comme le note justement J. E. REMY dans son rapport sur les études de capitalisation du PARAQ[[17]](#footnote-17), la relation triangulaire participative – communautés, autorités locale, opérateurs – est fondamentale dans la construction de la pertinence d’une réponse à des problématiques d’aménagement urbain. Le projet Katye nous pi bèl s’est efforcé de construire et de maintenir cette relation partenariale tout au long du projet bien qu’il fut confronté à des aléas liés aux diverses conjonctures, notamment aux agendas politiques locaux.

L’engagement le CASEC et la communauté, acteurs de premier plan garants de la pertinence au regard des bénéficiaires dans le processus, est fort ; permettant ainsi de légitimer les nécessaires arbitrages sectoriels qui ont été décidés, renforçant leurs responsabilités.

Cependant, le niveau supérieur des acteurs public a trouvé moins d’échos aux démarches des équipes projet, avec parfois un manque de constance dans les engagements promis. C’est notamment vrai pour les relations avec la Mairie et la DPC/CCPC, érodant la pertinence du mode de gouvernance.

Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué au renforcement des capacités des institutions locales ?

Il est certain que le CASEC a bénéficié pleinement du renforcement de ces capacités. Concernant la Plateforme Communautaire, le modèle de gouvernance interne, avec les élections annuelles, risques d’impacter sur la pérennité de ce renforcement, les formations n’étant pas reconduites pour les nouveaux membres.

La Mairie n’a pas bénéficié de mesure de renforcement spécifiques de ses capacités par le projet.

Les bénéficiaires (directs et indirects) ont-ils le sentiment que le projet a répondu de manière adéquate à leurs problématiques et préoccupations ?

En termes de gouvernance, les préoccupations ante projet étaient notamment liées à la prise en compte des quartiers par les autorités. En ce sens, le sentiment d’abandon voire d’exclusion a semble-t-il fortement reculé.

Dans quelle mesure l'articulation des différentes instances a permis de maximiser cette valeur ajoutée ?

La complexité du projet, les diversités de ses activités, une certaine verticalisation réduisant les liens entre les acteurs des différents résultats et activités n’a pas permis de maximiser autant que cela aurait été possible la pertinence du volet gouvernance. La Plateforme Communautaire était trop faible pour embrasser l’ensemble de ses responsabilités et des nécessaires liens avec toutes les parties prenantes du projet. De même, là encore, son modèle (élection annuelles) et certaines incompréhensions / imprécisions sur son mandat (entre gouvernance du projet et gouvernance du territoire à long terme), notamment par la deuxième équipe, ont freiné l’apparition de fortes valeurs ajoutées des appuis dans le domaine de la gouvernance.

Dans quelle mesure le ciblage des niveaux décisionnels est-il pertinent pour garantir la complémentarité des différents niveaux consultatifs et décisionnels ?

Les statuts et les termes de référence de la plateforme sont définis et déposés en Mairie mais ils ne sont pas encore approuvés. Des tensions certaines existent entre le Maire et la Plateforme. Cependant, il semble que le CASEC soit le garant du cadre décisionnel, faisant le lien avec la Mairie et rappelant parfois à l’ordre les membres de la plateforme lors de débordement de ce cadre.

**Efficacité :**

Est-ce que les activités et services prévus ont été livrés et reçus par tous les bénéficiaires ?

Mis à part les activités auprès de la Mairie, de l’ASEC (compensées par le CASEC) et de du CDSC (non existant dans la zone du projet), toutes les autres activités ont été réalisées avec efficacité.

Est-ce que les résultats attendus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du projet et en quoi ?

Il semble évident que le volet gouvernance a contribué à l’ensemble des autres résultats du projet et a donc fortement contribué à la réalisation de l’objectif spécifique.

Les activités principales du projet concernant les travaux d’aménagement se sont appuyés sur le dispositif de gouvernance participative pour leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les relais de communication assurant les flux descendants et ascendants.

**Efficience**

Dans quelle mesure le projet contribue-t-il au renforcement des capacités des acteurs locaux, institutionnels et communautaires ?

Les activités menées dans le cadre du résultat 1 ont permis un renforcement certain de la capacité de gestion de la section communale (particulièrement du CASEC) et plus spécifiquement des quartiers concernés au cours du projet à un coût très raisonnable.

**Impacts**

Quels seront les effets multiplicateurs des différentes méthodologies élaborées et mises en œuvre ?

Les actions d’appui à la gouvernance territoriale ont permis de faire prendre conscience aux acteurs des quartiers la complexité de l’exercice de gestion de l’aménagement urbain communautaire et des équilibres nécessaires à sa bonne mise en œuvre. Les formations dispensées vont sans doute permettre des transmissions de savoirs et compétences au sein de la communauté mais il n’y a pas eu, à notre connaissance, de stratégie spécifique recherchant des effets multiplicateurs appliquée à la gouvernance au cours du projet.

Le renforcement du CASEC devrait bénéficier à l’ensemble de la section communale. Cependant, du fait du fort engagement de ce dernier dans le projet KNPB, les autres quartiers de la 11ème section ressentent un certain désintérêt[[18]](#footnote-18), n’étant pas bénéficiaire d’investissements dans des actions d’aménagement urbain.

**Viabilité & durabilité**

Si le volet gouvernance du projet a renforcé de manière substantielle et pérenne la capacité et la légitimité du CASEC, la plateforme communautaire reste fragile. En l’absence de CDSC, le choix initial de créer une instance de gouvernance locale indépendante était le plus pertinent dans le cadre du projet, mais il est probable que sa pérennité ne soit pas assurée du fait de son mode de gouvernance et des tensions avec la mairie. Il est probable que la plateforme se transforme en CDSC dans un avenir proche ce qui pourrait mieux garantir la pérennité d’une instance de gestion du développement des quatre quartiers.

En revanche, les réseaux des organisations communautaires de base (OCB) se sont structurés et représentent aujourd’hui un vecteur de communication représentatif et pérenne avec les populations des quartiers. Leur implantation dans chaque quartier est également une garantie de proximité.

Dans quelle mesure le schéma d'aménagement et la réalisation des infrastructures s'intègrent dans l'environnement physique et prennent en compte les risques amont et aval ?

Du fait des fragilités existantes et de la complexité du schéma d’aménagement, il n’est pas aujourd’hui garanti que la plateforme communautaire et le CASEC puissent exploiter et utiliser l’ensemble du schéma d’aménagement dans les années à venir.

Dans quelle mesure les communautés et autorités locales sont responsables de la pérennité des résultats du projet et se sentent engagées ?

La Mairie et le CASEC sont aujourd’hui les plus responsables de la pérennité de la plateforme communautaire. Il est probable que la plateforme se mue en CDSC, entité liée au CASEC et statutairement plus sous contrôle de la Maire qu’une structure de la société civile.

Comment ont été évaluées les capacités institutionnelles en début du projet ?

Des diagnostics des capacités des OCB, de la Mairie et du CASEC ont semble-t-il été réalisés mais nous n’avons trouvé que la trace des hypothèses et des questionnaires de ces études.

**Recommandations spécifiques au résultat 1 : La capacité des acteurs locaux dans la maîtrise du développement urbain est renforcée.**

1. Mieux définir le rôle et les responsabilités des instances communautaires crées (plateforme, réseaux) et penser à leur intégration à moyen terme dans le système de gouvernance Haïtien ainsi qu’à la continuité des responsabilités lorsque ces dernières se voient confiées des charges de maître d’ouvrage. Rendre le dispositif de renouvellement compatible avec les fonctions et les compétences attendues des instances crées.
2. Mieux adapter les outils de gestion du territoire à la capacité de compréhension des populations cible, c’est à dire simplifier les outils laissés à disposition et vulgariser les analyses.
3. Ne pas minimiser l’importance de l’appui à la mise en place de fiscalité foncière. C’est levier un important levier de bonne collaboration avec les autorités locales et des dispositions favorisant la pérennité des moyens des acteurs territoriaux. De plus, ce travail renvoi une image de cohésion autorité / ONG vis-à-vis de la responsabilité fiscale des bénéficiaires.
4. Mieux structurer la collecte et garantir la remontée et l’analyse des doléances.
5. Structurer dès le début la stratégie de sortie en accord avec les autorités locales.
6. Diversifier les médias de communication vers la population cible comme la radio, la télévision, via les écoles, ….

**Résultat 2 : Les quartiers sont rénforcés en matière de gestion des risques et catastrophes et sont plus résilients aux catastophes**

Les activités de Gestion des Risques et des Désastres (GRD) et de renforcement de la résilience communautaire correspondent principalement à 3 activités du Résultat 2 du projet (qui compte 5 activités) :

|  |  |
| --- | --- |
| Résultat 2 : les quartiers sont renforcés en matière de gestion de risques et désastres et sont plus résilients aux catastrophes | |
| R2. A1 | Evaluation participative des risques et désastres des quartiers et formulation des indicateurs de risques. |
| R2. A3 | Réalisation d’ouvrages de mitigation |
| R2. A4 | Préparer les quartiers contre les risques et catastrophes par une approche communautaire en coordination avec la mairie |

Les autres activités correspondent i) au retrait et à la réutilisation des débris issues du séisme pour la construction d’espaces publics et d’infrastructures, ii) à la sensibilisation aux constructions sûres et aux zones à risques dans la 11ème Section Communale. Ces activités n’ont pas été mise en œuvre.

1. **Gestion communautaire des risques et des désastres**

La mise en œuvre des activités correspondantes à la composante GCRRD (A1 et A4) s’est faite dans un contexte difficile, autant au niveau stratégique (définition de l’activité, affectation de moyens) que du management (poste vacants, rotation du personnel, coordination) ce qui a eu des conséquences négatives tant au niveau opérationnel qu’au niveau des relations à créer avec la DPC et le CCPC/CLPC.

Le travail de capitalisation réalisé en 2015 et 2016 a de souligné les éléments suivants :

Faiblesses institutionnelles et instabilité politique au niveau local :

* La Protection Civile haïtienne a une présence limitée au niveau de ses capacités de gouvernance et de coordination, de disponibilité en ressources humaines, matérielles.
* Des structures de protection civile locales dysfonctionnelles en raison, d’une part, du remplacement des élus locaux en fin de mandat par des intérimaires successifs, et de l’autre, du manque d’intérêt des acteurs locaux de la GRD aspirant à des fonctions locales, préoccupés par leurs campagnes électorales.

Source : La résilience dans les quartiers urbains marginalisés, défis de la gestion communautaire des risques et désastres, étude de cas, Laurie Richardson, consultante, avril 2016.

Sans que nous ayons pu trouver plus d’information, il nous a été reporté qu’au niveau national, la DPC a fixé un moratoire sur la création de nouvelles EIC. La revue documentaire et aux interviews menées sur ces sujets, ne nous pas permis de vérifier ces aspects.

Partenariat et structure de gestion complexe :

* Il était initialement prévu que CORDAID pilote le volet GCRRD du projet sur la base de son expérience et d’une méthodologie existante (CMDRR à adapter en milieu urbain).
* Dans la phase de conception du projet il y a eu une confusion concernant la possibilité de CORDAID d’assurer ce rôle. CARE est devenu responsable de ce volet, CORDAID agissant en tant qu’expert associé. Le rôle de leader dans la conduite de ces activités n’était pas clair tant pour les équipes que pour les bénéficiaires bien qu’il soit clairement défini dans la proposition de projet (CARE étant responsable du pilotage et de la coordination des résultats et des activités).
* CARE et CORDAID ont connu de nombreux problèmes de coordination et de communication/compréhension en parti dû à des vacances de poste et à la rotation du personnel de CORDAID.

**La Gestion Communautaire des Risques et des Désastres, une activité mal définie et qui a été fortement pénalisé par un manque de moyens dès sa conception.**

Les activités GRD du projet sont très orientées « préparation aux catastrophes et interventions d’urgence ». C’est également le cas de l’approche du Cadre National de Gestion des Risques et Désastres. Face à cela, la méthodologie proposée par CORDAID est une méthodologie développée pour renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques. De fait, il y avait au départ un décalage entre la conception de l’activité et la méthodologie d’une part et les moyens alloués à la réalisation de l’activité d’autre part.

L’opposition urbain vs rural soulignée par différents interlocuteurs est la même dans tous les modes d’interventions et n’est pas imputable à la méthodologie qui n’est qu’un guide de procédure et des outils de formalisation qui peut être comparé à d’autres méthodologies participatives comme PHAST[[19]](#footnote-19) par exemple. Cela suppose donc plus que les organisations sachent travailler en milieu urbain autant qu’en milieu rural.

Il semble que dès la phase de conception du projet, le volet GCRRD à montrée des incohérences et des faiblesses qui ont affecté la pertinence du résultat et qui ont eu des impacts sur la conduite des activités.

* La conception de l’activité et sa formulation montre une faible connaissance ou compréhension du Système National de Gestion des Risques et des Désastres Haïtien (SNGRD). Les documents disponibles ne mentionnent pas en phase de conception l’existence des comités communaux et locaux, leur fonction et leur articulation dans le système national dont les prérogatives sont très clairement établies. Cela semble souligner également le manque de relations avec les instances de la Protection Civile dans la phase de diagnostic et de conception du projet (quel qu’en soit le niveau, local ou national). Cette phase de diagnostic menée avec les services compétents aurait permis de mettre en place les contacts facilitant la mise en œuvre des activités.

Dès le début du projet, les activités prévoyaient la mise en place de comité de protection civile. Ce n’est que 22 mois après le début du projet que cette idée a commencé à être formalisée pour se rapprocher du cadre des EIC de la Protection Civile Haïtienne, alors qu’un moratoire pour la création de nouvelles EIC existait au niveau National depuis 6 mois.

L’absence de formation des membres des EIC/EOS prévues dans le projet faisait que leur intégration au système national était impossible dès le départ. Les formations organisées tardivement portaient sur les premiers soins (certifiée par la croix rouge Haïtienne), sur le système d’alerte précoce en Haïti, la planification d’urgence au niveau de la commune, sur une introduction aux tâches essentielles de la protection civile ainsi que sur l’application théorique et pratique des normes Sphère. Les formations reçues par les membres des cellules communautaires dans le cadre du projet ne correspondent pas au curriculum de formation de la protection civile Haïtienne (Annexe 8).

Le projet n’a pas réussi à changer d’approche face à des faiblesses de coordination entre CARE et CORDAID.

* En phase de conception du projet et de ses activités, il semble qu’il y ait eu un manque d’échange et de coordination pour faciliter la bonne compréhension des activités portées par CORDAID. D’après les responsables de CARE, la coordination projet a manqué d’expertise en gestion des risques pour pouvoir porter un regard critique sur la conception des activités proposées par CORDAID.
* Les activités de GCRRD ont été « le parent pauvre » du projet avec une enveloppe budgétaire très faible (26,000 € initialement). Cela a eu pour conséquences :
* Un manque de ressources humaines affectées aux activités qui ont eu des conséquences sur le suivi de la mise en œuvre du CMDRR (rotation importante des employés formés, employés non-affectés exclusivement à ces activités), le planning de mise en œuvre et les achèvements (Cf. critère efficacité) ;
* L’impossibilité d’appuyer une mise en action des apprentissages des cellules communautaires (cf. critère efficacité et viabilité) par des réalisations concrètes.

Bien que ces ressources aient été modifiées en cours de projet (166 000 €), en plus des aspects mentionnés précédemment, le projet a souffert d’un manque de temps pour mettre en œuvre les nouvelles activités et une absence de stratégie permettant cette mise en œuvre. Les nouvelles activités montrent un effet de « saupoudrage » (organisation d’un camp d’été) et pour beaucoup n’ont pas été mise en œuvre (appui financier et technique au cellules GCRRD).

* Révélateur de l’approche globale de la gestion des risques au niveau du projet, le pilotage des ateliers CMDRR et la construction des plans d’action montrent des lacunes et de la confusion :
* Les actions RRD sont construites autour d’un seul risque pour chacun des quartiers. Il n’y a pas d’approche multirisque dans un pays qui en connaît un certain nombre (inondations, mouvement de terrain, séisme, vents violents). Le risque incendie et le risque électrique auraient pu être ajoutés ;
* Pour Aztèk, le facilitateur aurait dû mentionner à la communauté que l’insécurité ne rentre pas dans le cadre de la GRD.
* Il semble qu’il y ait une méconnaissance des risques de la part du facilitateur ce qui n’a pas permis d’orienter la réflexion de la population : le fait de vouloir monter des digues pour protéger les maisons construites dans les ravines est une gageur face au profil de risque inondation en Haïti (inondations torrentielles). Des mesures de relocalisation et d’interdiction de construction dans les ravines auraient dû être proposées.
* De la même façon, la protection des personnes handicapées doit passer par le relogement définitif s’ils habitent en zones inondables.
* L’approche manque d’analyse de cause à effet. Pour les risques inondations et mouvements de terrain, aucun lien n’est fait avec le ruissellement et ses causes (déforestation, occupation du sol, exploitations minières anarchiques…). De fait la construction d’arbre à problème pour arriver à un plan d’action correspondant à un arbre à solution est un processus manquant ;
* Les plans d’actions sont confus entre objectifs, activités et n’envisagent pas de moyens de mise en œuvre (absence de chiffrage des actions envisagées par exemple). On ressent un manque d’accompagnement dans la mise en œuvre. Un mini cadre logique aurait pu être intéressant à construire.

**La GCRRD, approche déconnectée du cadre national de gestion des risques et désastres**

* Des contacts ont été fait entre CARE et le CCPC et la DPC début 2014 pour présenter le projet et que celui ci a reçu un accueil plutôt positif notamment en ce qui concerne l’approche participative (CMDRR) permettant d’atteindre les résultats préconisés par la DPC (cartes d’identification des aléas, cartes de vulnérabilité, cartes de risque).

En revanche, aucun document écrit n’a formalisé les retours de la DPC (MoU, compte rendu de réunion) en début de projet ce qui aurait permis de valider la création d’EIC (au moins d’un point de vue méthodologique) 6 mois avant la décision de suspendre la création de nouvelles EIC en juin-juillet 2014.

Nous notons également l’absence totale des autorités communales dans le processus CMDRR alors que la méthodologie insiste sur ce point.

A partir du transfert de la responsabilité du pilotage de l’activité GCRRD à CORDAID, les liens existants avec la Protection Civile Haïtienne ont été rompus.

* La participation d’un membre du CLPC à deux séances des ateliers CMDRR montre l’existence de liens avec les autorités compétentes. D’un autre côté, cette personne a formulé oralement ses craintes quand au cadre d’intégration des groupes au sein du système de gestion des risques Haïtien et à préconisé que des actions soient conduites pour renforcer le CLPC (échelle de la Section Communale) dans ses composantes opérationnelles. Ces demandes n’ont pas été prises en compte dans la suite des activités.

**Un défaut de planification du processus et une réorientation des activités très tardive**

* Une consultante CMDRR a donné une formation à la méthodologie proposée par CORDAID en Novembre 2013, à M+8 du projet ;
* Les premiers contacts avec les instances de la Protection Civile ont été fait début 2014 (M+9) ;
* L’activité de EPRD/CMDRR a été piloté dans le premier quartier entre février et avril 2014 (M+10 à M+12) ;
* La consultante CORDAID à effectuée une mission de suivi et d’appui en Avril-Mai 2014. Sur les 13 employés formés en novembre sur la méthodologie CMDRR, seuls 3 étaient encore présent sur le projet 5 mois après avoir été formé. Il a fallu reformer les employés du projet.
* Le conseiller DRR de CORDAID a été recruté début 2014 (à M+9) ;
* CARE à décidé de recruter un officier DRR pour mettre en œuvre la démarche. Cette personne à démarré en Mai 2014 (M+ 13) et a quitté son poste en septembre 2015 (avant la fin des activités) ;
* La redéfinition de l’approche de ces activités a pris 2 ans. Cette réorientation incluant le transfert de responsabilité du volet GRD à CORDAID s’est opérée trop tardivement et était trop ambitieuse. De plus, aucun écrit n’a permis de formaliser cette redéfinition de stratégique. Cela à ajoutée à la confusion dont le projet souffrait déjà du fait des changements majeurs des activités du projet liés à la chute de l’Euro.

**Une méthodologie mal maitrisée n’ayant pas été mené à son terme.**

La mise en place des activités a souffert de difficultés de planification du fait des éléments présentés précédemment.

* La démarche d’EPRD s’est déroulée sur 1,5 an avec des durées variables allant de 2 à 4 mois en fonction des quartiers. Par la suite, les cellules créées n’ont pas été accompagnées et se sont démobilisés. Les cellules ont été remobilisées au terme de la démarche EPRD mais ne disposaient pas des moyens nécessaires à leur fonctionnement et à la mise en œuvre de leur projets (matériel pour conduire des actions de sensibilisation et de petites actions de mitigation).
* Plusieurs recommandations avaient été formulées par la consultante de CORDAID en formation initiale, mais celles-ci semble avoir été peu suivi :

3. Dans le modèle de mobilisation communautaire, il est important de prendre en compte l’approche multipartenaires : Organisations internationales ou locales, secteurs privée, gouvernement centralisé ou décentralisé. L’identification des risques se fait avec l’implication de la population mais aussi l’implication des représentants du gouvernement ASEC/ CASEC, des ministères décentralisés, des organisations locales à base communautaires et du secteur privé.

5. La plateforme déjà créé par le projet pourra servir d’interface entre les quartiers et les institutions à impliquer au processus. Les termes de référence de la plateforme sont peut-être à revoir pour intégrer cette idée.

10. Adapter le processus à la réalité de terrain. La Participation des quartiers pourrait s’avérer différente selon les quartiers.

15. Le plan d’action est considéré comme un outil, un levier qui est connecté à la mobilisation des ressources. Il est important de réfléchir aux financements des actions pendant l’élaboration du plan d’action et à la connexion avec d’autres partenaires.

Consultancy report – Gabrielle SAVI – CMDRR training en CMDRR urban context adaptation – December 2013

D’autres recommandations ont été formulées au moment de la visite de suivi d’avril-mai 2014 n’ont pas été suivi (annexe 9).

* Du fait de ce problème de planification et de manque de moyens, et malgré l’existence de plans d’actions, les activités liées aux cellules de GCRRD n’ont pas de réelle contribution à la réduction des risques et à la résilience dans les quartiers, en raison de l’absence de moyens et de liens avec les instances de la Protection Civile.
* L’activité de GCRRD a été pénalisée par un manque de suivi et un manque de capacité décisionnelle face aux contraintes du projet. Des réorientations auraient dû être apportée plus rapidement une fois identifiée les problèmes de ressources (humaines et financières). Un certain nombre d’activités auraient dû être abandonnées au profit d’autres activités de sensibilisation et de renfoncement de capacité/connaissance (analyse des causes des mouvements de terrain, des inondations …).

La méthodologie CMDRR proposée par CORDAID a été mise en œuvre dans différents pays en zones rurales. Il était prévu de piloter l’expérience en milieu urbain et de pouvoir adapter la méthodologie.

CORDAID n’a pas affecté de personne expérimentée en conduite de la méthodologie à plein temps sur la durée de l’activité pour permettre i) d’accompagner les équipes conduisant le diagnostic participatif ii) adapter la méthodologie et les outils au milieu urbain et iii) capitaliser sur l’expérience.

Une consultant a été recrutée par CORDAID pour former l’équipe de CARE. La première mission de formation s’est révélée trop courte pour aborder toutes les étapes de la méthodologie. La visite de suivi effectuée 6 mois après a nécessité de reprendre la formation initiale du fait du turnover des équipes. Pour la seconde fois, les objectifs initiaux de la formation n’ont pu être achevé.

Il semble que la méthodologie n’ait pas pu être i) comprise dans sa totalité, ii) approprié par les équipes en charge de la conduire avec les communautés iii) adaptée au contexte urbain en Haïti.

L’approche apparaît donc trop ambitieuse au regard des moyens financiers et humains affectés à l’action. D’autre part, la DPC dispose de son propre cadre méthodologique pour l’atteinte des mêmes résultats. Il aurait été important de partir de ce point et de développer des activités d’animation participative pour atteindre les mêmes résultats.

**Un manque de pilotage et d’accompagnement des structures créées provoquant des frustrations**

Le manque de pilotage est principalement dû au faible management (vacances de postes, rotation du personnel, personnel non familiarisé avec le cadre conceptuel de la gestion des risques et avec la méthodologie du projet) au niveau de CORDAID et aux difficultés d’échange et de coordination entre CARE et CORDAID dans un consortium ou les lignes de management et le leadership ne sont pas clairement défini et qui ont changé en cours de route.

La rédaction de plans d’actions communautaires (tel prévu dans la méthodologie CMDRR) n’a pas été conduite tel que préconisé.

* Une fois l’identification des aléas, des vulnérabilités et des capacités effectuées, la méthodologie prévoit d’élaboration de plans d’actions. Dans les faits, peu de moyens ont été alloué à cette étape (l’explication la plus probable est en raison d’un manque de maîtrise de la méthodologie ainsi qu’un manque de maîtrise de la GRD de la part de l’équipe de CORDAID) et en l’absence de relations établie avec le CCPC ou le CLPC, la mise en action s’est avérée impossible.
* La construction même des plans d’action a montré des faiblesses. L’analyse n’a pas été pondérée ou éclairé par un spécialiste DRR en soulignent les causes identiques des phénomènes de mouvement de terrain et d’inondation, la dangerosité des constructions dans le fond de la ravine…. Pour ces raisons, les plans d’action ont eu une pertinence limitée. Il se dégage une impression que la priorité était l’approche participative, mais non le contenu.

1. **Réalisation d’ouvrages de mitigation**

L’activité 3 du résultat comprend la construction d’un certain nombre d’infrastructures de mitigation des risques avec la construction de canaux de drainage des eaux pluviales intégrés dans les projets de corridors ainsi que dans le projet de construction de routes structurantes.

Il était initialement prévu un certain nombre d’aménagement de la ravine de Ti-Sous pour limiter l’érosion et contrôler les débits.

Face aux difficultés rencontrées par le projet suite à la chute du cours de l’Euro face au Dollars, les choix opérés et validés par toutes les parties prenantes du projet (ONG, DUE, Autorités locales, population) ont privilégié les infrastructures bénéficiant au plus grand nombre de personnes. Ainsi ont été privilégiées les routes structurantes permettant le désenclavement des quartiers. Dans cette logique, les aménagements de la ravine Ti sous ont été abandonné.

La consultance souligne que des routes et corridors (ruelles) ne constituent pas en eux même des ouvrages de mitigation. En revanche, les canaux de drainage constituent des ouvrages de mitigation permettant de gérer les ruissellements induits par les modifications de revêtement. Pour les corridors localisés sur les fortes pentes, ils contribuent à limiter l’érosion et les mouvements de terrain au droit de l’ouvrage mais constituent également une source de risque vers l’aval du fait de la modification du débit de pointe et du temps de concentration des eaux de ruissellement.

**Approche planifiée à travers le schéma d’aménagement**

Le processus d’élaboration du schéma d’aménagement a inclus une évaluation des risques naturels avant aménagement et a donné lieu à une modélisation hydraulique pour déterminer les zonages liés aux risques d’inondations en complément à l’identification des risques menée avec la population. Ce travail est d’autant plus intéressant qu’il est rarement mené dans le cadre de programmes mise en œuvre par des ONG principalement par manque de moyens et/ou de temps. Cela constitue un des points positifs du projet.

En revanche, il est regrettable que ce travail de modélisation n’ait pas été répété avec une « valeur d’étude d’impacts » pour valider les aménagements et prendre en compte les modifications du régime hydrologique induit par les aménagements (modification de la rugosité et augmentation des débits de pointe aux exutoires). Cela aurait permis de quantifier les impacts réels des aménagements et d’envisager des mesures correctives en cas d’impacts négatifs (principalement vers l’aval, ravine Ti Sous et Carrefour Mariani).

Une rapide analyse des coûts de construction de la route (Ti-Sous et Sapotille) montre que, en mars 2015, le coût total planifié de l’infrastructure est de 2 805 940 Euros (route, drainage et murs de soutènement) [[20]](#footnote-20), soit 35,5% du budget total du projet en mars 2016.

Ce coût rapporté aux 2235 mètres linéaires de la route (1 185 m à Ti-Sous et 1 050 à Sapotille) donne un coût de 1 255 € / mètre linéaire ce qui est cher.

La visite des infrastructures a permis de constater que les canaux de drainage sont utilisés comme vecteur d’évacuation des déchets. Certains points névralgiques du drainage (avaloirs) étaient bouchés au moment de la visite. Cela constitue une limite importante au bon fonctionnement du système de drainage des eaux pluviales. Il est important de communiquer sur cette problématique auprès de la population et des autorités pour créer une prise de conscience quand au niveau de risque et au dysfonctionnement des canaux ainsi qu’aux limites réelles des ouvrages (conditions de fonctionnement et gestion des pluies d’occurrence décennale).

En outre, la consultance a observé que certains ouvrages de drainage de la route de Ti-Sous sont déjà dégradés du fait d’un défaut de conception et de réalisation. Il nous a été indiqué que cet ouvrage devrait être repris avant la fin du projet.

De la même manière, Le mur de soutènement de la route de Ti Sous au niveau de la ravine a déjà subi l’érosion et la fondation est sous-cavée. Un traitement de la ravine au droit de l’ouvrage doit être envisagé.

Au vu du manque de capacités techniques et financières de la Mairie, il est peu probable que les agents techniques soient affectés à l’entretien des caniveaux et canaux de drainage. Au sein de la communauté, des comités de maintenance ont été crées, mais leur pérennité n’est pas garantie car ils ne sont pas appuyés ni suivi dans leur dynamique et leur fonctionnement.

Ainsi, la maintenance et le nettoyage des infrastructures permettant de garantir leur bon fonctionnement n’est pas garantie à 5 mois de leur finalisation.

Au delà des aspects techniques mentionnés ci-dessus, il est important de souligner la performance réalisée de construire une voirie structurante de cette ampleur dans des quartiers tels que ceux du projet. Les défis étant plus de l’ordre sociaux, économiques et politiques que techniques, CARE et la Mairie de Carrefour ont su garder un cap qui n’était pas facile à tenir.

**Corridors**

Dans le cadre des 13 projets communautaires bénéficiant de subventions en cascade, 9 projets concernent des aménagements de corridors incluant de petits canaux de drainage des eaux pluviales. Ces corridors (voies secondaires) sont localisés sur des pentes très fortes et contribuent, une fois aménagés, à réduire les risques d’érosion et de mouvements de terrain. Ces projets représentent un coût total de 70,000 USD pour lesquels CARE à pris en charge 48,674 USD (71% du coût en moyenne).

Se basant en partie sur l’initiative de la population, cette approche parait particulièrement pertinente. Elle permet notamment de démultiplier les actions avec un coût nettement inférieur au coût d’une entreprise. Les données financières relatives aux travaux des corridors sont présentées en annexe 10.

Les chiffres ci dessous sont calculés sur le coût total du projet et la population considérée est celle bénéficiant directement des corridors (riverains) calculée à partir du nombre de ménage (5 personne par ménage) vivant le long des corridors :

* Sur la première phase des projets communautaires, le coût au mètre linéaire varie d’un peu plus de 200 USD d’un projet à l’autre (Max 272 USD – min 69 USD) avec un coût moyen au mètre de 157 USD et un coût moyen par habitant de 57 USD.
* Au cours de la seconde phase, cette différence tombe à 78 USD (Max 138 USD – min 59 USD) avec un coût moyen au mètre de 121 USD et un coût moyen par habitant de 44 USD.
* Les corridors réalisés par entreprise ont un coût qui varie de 180 USD (Max 479 USD – min 299 USD) avec un coût moyen au mètre de 382 USD et un coût moyen par habitant de 238 USD.

Les informations transmises par le GRET (partenaire du PARAQ) pour le quartier Debussy, le coût moyen des corridors (maîtrise d’ouvrage communautaire) est de 238 USD/ml. Le coût moyen des corridors du projet *Katye Nou Pi Bel* est de 133 USD/ml, très largement inférieur.

L’évaluation des impacts des corridors et de la route se fera dans le temps en fonction de l’apparition de problèmes d’inondation ou de mouvements de terrain. L’impact visible à court terme correspond à l’amélioration du cadre de vie et la création de dynamique et opportunités socio-économique (amélioration de locaux commerciaux corridor Marseille), l’amélioration de l’accessibilité et la facilitation des mobilités à l’intérieur des quartiers).

En terme d’opportunités économiques et de retombées directes pour les populations locales, les informations disponibles (pour les corridors « Marseille » à Aztèk et « Rosemond » à la Grenade) relative à la masse salariale des chantiers montrent les tendances suivantes :

* La main d’œuvre locale représente 87% de la masse salarial pour le corridor « Marseille » et 78% de la masse salariale pour le corridor « Rosemond ».
* Le coût de la main d’œuvre locale (et donc des retombées économiques directes pour les populations bénéficiaires varie de 15% du montant du contrat pour le corridor « Marseille » à 29% pour le corridor « Rosemond », soit une moyenne de 22%. Les contrats comportent une clause qui demande qu’au moins 75% de la main d’œuvre non qualifiée soit recruté dans les quartiers. Il nous apparaît important de souligner que cette approche est positive en termes de retombées économiques dans le quartier. Ainsi le pourcentage de retombée apparaît comme significatif.
* D’après le management de CARE, c’est 100% de la main d’œuvre non qualifiée ayant travaillé sur les corridors qui a été recruté au sein des quartiers. Il ne nous a pas été possible de vérifier ce point par manque de données de suivi.

Tableau 1 : Evaluation des retombées économiques directe liées à la main d’œuvre des chantiers de corridors[[21]](#footnote-21)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Données HOCO** | | | | | | **Projection** | | | | | |
|  | **Corridor Marseille (Aztèk)** | | | **Corridor Rosemond (La grenade)** | | | **Corridor 9G**  **(Ti-Sous)** | | **Corridor Paradis**  **(Sapotille)** | | **Corridor Jeanty**  **(La Grenade)** | |
|  | **Contrat** | **MO locale** | **MO**  **entreprise** | **Contrat** | **MO locale** | **MO**  **entreprise** | **Contrat** | **MO locale** | **Contrat** | **MO locale** | **Contrat** | **MO locale** |
| **Coût USD** | 123 944 | 18 340 | 2 672 | 26 407 | 7 608 | 2 146 | 31 378 | 6 903 | 49 260 | 10 837 | 21 173 | 4 658 |
| **Coût HTG** | 6 197 200 | 917 000 | 133 595 | 1 320 350 | 380 400 | 107 298 | 1 568 900 | 345 150 | 2 463 000 | 541 850 | 1 058 650 | 232 900 |
| **% coût**  **du contrat** |  | 15% | 2% |  | 29% | 8% |  | 22% |  | 22% |  | 22% |

Source : Le Group’ –ess, 2016, d’après suivi de décompte entreprise HOCO et entreprise CHIC, 2015

Les ouvrages de drainages intégrés aux infrastructures routières et aux corridors constituent bien un élément de réduction des risques d’inondation et de mouvement de terrain pour les corridors (construits sur des pentes fortes), au droit des aménagements, bien qu’il soit important d’en mesurer les limites et de communiquer dessus. Les résultats préliminaires de la endline (résultats à consolider par une vérification in situ) montrent que le risque inondation à diminué pour 20% des ménages des quartiers.

**Questions évaluatives (Résultat 2)**

**Pertinence**

* Dans quelles mesures la mise en œuvre du schéma d’aménagement a pris en compte les aspirations de la communauté et des autorités locales ?
* Les bénéficiaires (directs et indirects) ont-ils le sentiment que le projet a répondu de manière adéquate à leurs problématiques et préoccupations ?
* Dans quelle mesure les quartiers sont résilients par rapport aux risques et désastres tenant compte de la mise en place des équipes d’opération et de secours (EOS) ?

GCRRD

La consultance relève que l’approche GRD et Résilience ne faisait pas partie des secteurs prioritaires de l’appel à projet de l’Union Européenne[[22]](#footnote-22) (Cf. extrait Annexe 11). Aussi, au vu des difficultés rencontrées sur ce résultat, nous pouvons nous interroger sur la pertinence d’avoir choisi ce type d’activité, d’autant que la dotation budgétaire était négligeable (0,4% du budget initial et 2% du budget final).

La conception de l’activité s’est faite de manière déconnectée du PNGRD d’Haïti (mandat, fonctionnement). Il ne semble pas qu’il n’y ait pas eu une analyse contextuelle, analyse des acteurs et de leurs logiques pour ces activités. Cela s’est répercuté dans le choix des activités et dans les options de mise en œuvre. Les instances DPC, CCPC sont peu mentionnés dans le document de projet et n’apparaissent pas comme partie prenante du projet mais comme simple interlocuteur.

Ces manquements ont affecté la pertinence de l’action qui aurait dû faire l’objet d’un projet à part entière pour atteindre des résultats probant et pérennes.

L’approche retenue présente un décalage entre une méthodologie participative qui aurait due poser les bases d’un renforcement de la résilience et des activités du type « gestion de crise ». Par ailleurs, les EOS n’ont pas été mises en place.

Le travail d’élaboration du schéma d’aménagement a permis de réaliser un diagnostic remarquable des risques (diagnostic participatif enrichi d’une modélisation hydraulique) ce qui est rare et est une véritable valeur ajoutée du projet. Ce travail n’a pas profité à enrichir le processus CMDRR (manque d’intégration et de transversalité des activités/résultats).

Les difficultés et les contraintes connues par le projet ne permettent pas de conclure à la construction la résilience communautaire.

Ouvrages de mitigation

L’aménagement de la ravine de ti-sous, planifié initialement, aurait constitué un véritable projet de mitigation des risques.

L’aménagement des corridors répond bien aux aspirations de la communauté. Les corridors contribuent à la réduction du risque de ruissellement et de mouvement de terrain/érosion.

Les routes ne sont pas des ouvrages de mitigation. En revanche les canaux de drainage, mesure d’accompagnement à la construction des routes, contribuent à gérer les ruissellements, notamment ceux induits par la construction des routes.

Il est regrettable qu’une nouvelle modélisation hydraulique n’ait pas été réalisé pour évaluer les modifications induites par les aménagements (au titre d’une étude d’impacts).

**Efficacité**

* Est-ce que les activités et services prévus ont été livrés et reçus par tous les bénéficiaires ?
* Est-ce que les résultats attendus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du projet et en quoi ?
* Est-ce que les stratégies pour achever les résultats ont été effectives et fonctionnelles ?

GCRRD

L’efficacité de l’approche GCRRD a été limitée par i) le manque de stratégie, ii) les faibles moyens alloués à l’activité, iii) le manque coordination et de ligne de management entre CARE et CORDAID et enfin iv) la forte rotation du personnel affecté à cette activité ainsi que l’absence d’ADC affecté à plein temps.

Les cellules GCRRD ont été créées et formées, mais ne sont pas opérationnelles en raison de l’absence de moyens, de suivi et de reconnaissance.

Ouvrages de mitigation

Les corridors ont été construits dans différents quartiers desservant de manière équitable les populations. L’utilisation du système de subvention en cascade a permis de démultiplier les micro-projets sur la base des initiatives communautaires. Le mode opératoire de cette activité s’avère efficace et fonctionnel.

La construction de la route est une activité très complexe en raison des besoins de libération des emprises. Face à cette complexité, le projet montre une persévérance remarquable malgré les nombreuses contraintes (techniques, communautaires et institutionnelles) et l’engagement de la Mairie à cet égard est à souligner et à valoriser.

**Efficience**

* Dans quelles mesures les activités sont cohérentes avec les objectifs généraux et spécifiques du projet ?
* Est-ce que les ressources budgétaires ont été utilisé de manière efficace pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs ?
* Est-ce que le coût des infrastructures correspond à leur qualité ?
* La qualité de la gestion au jour le jour, par exemple (…) si la gestion des risques était adéquate, (c’est-à-dire s’il a été fait preuve de flexibilité en réponse aux changements de circonstances et de contexte), (…) le respect des délais.
* Est-ce que le projet a atteint les résultats escomptés au cours du projet avec un ratio réalisation/coût correct ?
* Qualité du suivi : Y avait-il un suivi des activités ? Quel est son degré de précision et de flexibilité ? Comment a-t-il été utilisé ? Était-il en adéquation avec le niveau de référence ?

GCRRD

Le budget affecté à cette activité (26,000€) est très largement insuffisant en rapport aux résultats escomptés. Bien qu’il ait été revu à la hausse en cours de projet (166,000€) l’utilisation des ressources pose des questions en termes de priorisation (camps d’été alors que l’EPRD et la constitution des cellules ne sont pas terminés). Cela met en évidence un manque de vision et une difficulté à analyser la situation et prioriser les actions.

CARE et CORDAID ont recruté chacun du personnel dédié pour cette activité avec des changements de leadership en cours de route. En plus de ces employés, une consultante a effectuée 3 visites en accompagnement de l’activité. Nous pouvons nous interroger sur les doublons induits et sur les moyens mis en œuvre pour un résultat faible.

Quoi qu’il en soit, la gestion des risques et des désastres dans un contexte urbain Haïtien nécessite beaucoup plus de moyens et d’expérience et doit faire l’objet d’un projet à part entière pour espérer construire quelque chose.

Ouvrages de mitigation

La construction des corridors à travers les projets communautaires permet d’atteindre un ratio coût vs objectifs et qualité très intéressant.

Le projet de route concentre une part importante du budget (35,5% due budget total) pour un coût au mètre linéaire qui semble élevé pour une infrastructure d’une largeur inférieure aux préconisation du MTPTC.

**Impacts**

* Dans quelles mesures les objectifs du projet ont-ils été atteints et avec quel impact ?
* Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué à des changements pertinents dans les conditions de vie du groupe cible ?
* Quels seront les effets multiplicateurs des différentes méthodologies élaborées et mises en œuvre ?
* Dans quelles mesures, les imprévus ont-ils eu une influence sur les objectifs et les impacts du projet ?
* Dans quelles mesures les notions de genre et de vulnérabilité ont-elles été prises en compte par le projet ? Y a-t-il eu une analyse des vulnérabilités et des problématiques de genre en début de projet ? Quelle en a été la valeur ajoutée pour la conception et la conduite du projet ?

GCRRD

Le manque de stratégie et de moyens ainsi que le manque de relations avec les instances nationales Haïtiennes a affecté l’approche de gestion des risques et n’a pas permis de traduire la dynamique initiée en actions. Cette activité n’a pas d’impacts concrets.

La méthodologie CMDRR n’a pas su être appropriée et mise en œuvre de manière adéquate. Il n’y a pas eu de relation avec le diagnostic participatif des risques réalisé dans le cadre du schéma d’aménagement (manque de transversalité).

Ouvrages de mitigation

L’évaluation des impacts des aménagements réalisés devra être mesurée dans le moyen termes en tentant de comptabiliser les évènements catastrophiques et leurs conséquences.

Une évaluation rapide au droit des aménagements (routes, corridors) permet d’estimer une réduction de l’ordre de 20% de l’exposition aux inondations pour une occurrence de type décennale pour environ 20% des bâtiments situés le long de la route de Ti-Sous (évaluation à dire d’expert réalisée dans la cadre de la endline).

Vulnérabilité

Dans le cadre de leurs activités, les cellules GCRRD ont réalisé une évaluation des vulnérabilités face aux aléas. Cette évaluation n’a pas été relayée par CORDAID. Aucune donnée pertinente n’est disponible.

**Viabilité/Pérennité**

* “Maîtrise” des objectifs et des réalisations
* Dans quelle mesure les réalisations et l'atteinte des objectifs seront durables ?
* Dans quelle mesure le schéma d'aménagement et la réalisation des infrastructures s'intègrent dans l'environnement physique et prennent en compte les risques amont et aval ?
* Dans quelle mesure les communautés et autorités locales se sentent responsables de la pérennité des actions du projet et se sentent engagées ?
* Niveau d’appropriation du projet, de ses tenants et aboutissants par la communauté et les institutions locales, notamment la Mairie de Carrefour : Dans quelle mesure la conduite du projet a contribué à l'appropriation de ses tenants et aboutissants par la communauté et les autorités locales ?
* Quel est le niveau d’appropriation du schéma d’aménagement et de son opérationnalisation par les acteurs publics et privés ? Quelles sont les éléments qui permettent de garantir le suivi et la pérennité des actions entreprises dans le cadre du schéma d’aménagement ?
* Quel est le niveau d’appropriation de la communauté des infrastructures construites et/ou réhabilitées, et des autres activités du projet ?

GCRRD

L’ensemble des difficultés décrites précédemment, en termes de i) définition des activités, ii) coordination interne et externe entre CORDAID, CARE et la DPC/CCPC, iii) résultat partiels du processus CMDRR et enfin iv) non atteinte des résultats opérationnels ne fait pas apparaitre d’élément de viabilité/pérennité au niveau de cette action.

Ouvrages de mitigation

Pour les différents aménagements créés, des comités de maintenance ont été mis en place. Ces derniers ne semblent pas très actifs. Il semblerait qu’ils manquent de moyens et que leurs rôles ne soient pas clair.

Ces faiblesses s’ajoutent à la faible présence de la Mairie et de ses services techniques dans la conduite technique des activités. Aussi, la pérennité des ouvrages de mitigation comme celle des routes semble fragile à long terme.

**Recommandations spécifiques au résultat 2 : Les quartiers sont renforcés en matière de gestion de risque et désastres et sont plus résilients aux catastrophes.**

1. Une approche de Gestion des Risques et Désastres doit se faire dans un appui institutionnel conçu en amont avec les autorités compétentes et respectant le cadre National et ses directives pour l’ensemble de ses composantes ;
2. Pour se faire, l’identification des acteurs sectoriels et des projets en cours ou prévu doit permettre d’identifier la faisabilité et éviter les doublons (projets financés par la banque Mondial en cours sur la commune de Carrefour, projets PNUD en cours au moment du démarrage du PARAQ) ;
3. La GRD, tant dans ses composantes d’appui institutionnel, appui communautaire, que dans sa composante construction d’ouvrages de mitigation, doit faire l’objet d’un ou plusieurs projets à part entière avec des moyens adéquates (humains, financiers, méthodologiques, techniques) ;
4. Il sera important à l’avenir de savoir prendre en compte les recommandations formulées par des misions de consultance en cours d’exécution pour pouvoir réorienter efficacement les activités.
5. Dans tout projet/activité relatives aux risques (naturels ou technologiques), des études d’impacts des aménagements doivent être réalisés pour mesurer l’efficacité réelle et connaître précisément les limites des réalisations.
6. Des projets de GRD doit absolument pouvoir recommander l’interdiction de construction dans les zones exposées aux risques et prévoir des actions de relocalisation (maisons construites dans le lit de la ravine à Sapotille. Cela est d’autant plus important que c’est une défaillance majeure de la gestion des risques en Haïti au niveau National.
7. Il est important d’accompagner les projets communautaires (corridors) dans leur phase de conception pour s’assurer une bonne contribution à la gestion des risques (conception et dimensionnement du drainage)

**Résultat 3 : Les résidents des quartiers bénéficient de logements sûrs, d'espaces publics récupérés et d'un meilleur accès à l'eau et l'assainissement.**

Activités contribuant au résultat 3 :

|  |  |
| --- | --- |
| A1 Sélection des bénéficiaires par la plateforme communautaire et les acteurs du projet. | Abandonnée |
| A2 Formation sur la construction sûre et de qualité en prenant en compte l'aspect du genre |  |
| A3 Auto réhabilitation des logements endommagés par le séisme de façon sûre et de qualité en accompagnant techniquement les bénéficiaires |  |
| A4 Densifier les quartiers en (re)construisant des logements | Abandonnée |
| A5 Réalisation d'ouvrages publics d'amélioration de captage, adduction et distribution d'eau |  |
| A6 Accompagnement technique et sensibilisation communautaire pour l'auto construction de systèmes d'eau et d'assainissement pour les bénéficiaires. | Abandonnée |
| A7 Récupération et transformation d'espaces en lieux publics entretenus par la plateforme communautaire. |  |

Pour ce résultat, nous évaluerons l’ensemble des activités proposées initialement pour le critère de pertinence. Pour les autres critères, efficacité, efficience, impacts et viabilité, nous ne prendrons pas en compte les activités qui ont été abandonnées du fait des restrictions budgétaires consécutives à la chute de l’Euro face au Dollars à partir de la fin de l’année 2014 (l’évolution des activités sur la durée du projet est présentée en annexe 12).

**Contexte**

En décembre 2010, la commune de carrefour comptait 157 sites gérés avec une population de 132,820 personnes déplacées (31,477 ménages) répartis sur 4 sections communales. La 11ème section communal de carrefour comptait 67 sites gérés (40% des sites de la commune) accueillant 61,845 personnes déplacées (14,659 ménages).

En septembre 2013, la commune de Carrefour représentait la 3ème commune de la zone métropolitaine de Port au Prince pour le nombre de ménages dans les sites avec un total de 4,734 ménages (10,5% du total des personnes déplacées dans la zone métropolitaine).

Tableau 2 : synthèse de l’évolution des personnes déplacés dans les sites suite au séisme de 2010.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2010** | | | | **2013** | | | | **2016** | | | |
|  | **Pays** | **Carrefour** | **11ème sect.**  **communale** | **Zone**  **du projet** | **Pays** | **Carrefour** | **11ème sect**  **communale** | **Zone**  **du projet** | **Pays** | **Carrefour** | **11ème sect**  **communale** | **Zone**  **du projet** |
| Nombre de site ouvert | 1 199 | 157 | 67 | N/A\* | 306 | 56 | 23 | 9 | 36 | 2 | 0 | 0 |
| Ménages | 245 586 | 31 477 | 14 659 | N/A\* | 45 280 | 4 734 | 2 362 | 547 | 17 119 | 753 | 0 | 0 |
| Individus | 1 068 882 | 132 820 | 61 845 | N/A\* | 171 974 | 16 418 | 8 121 | 1 808 | 62 590 | 2 777 | 0 | 0 |

Source : D’après Matrice de suivi des déplacements, OIM, 2010-2013-2016.

\* L’identification des sites localisés dans les quartiers du projet requière une connaissance plus fine de la zone d’intervention.

Sur la totalité des sites recensés à travers la matrice de suivi des déplacements en 2013, 86% des sites sont constitués d’abris de fortune et 10% de structures mixtes (tentes et abris de fortune). 5% des abris étaient vide lors de la dernière visite. Pour la commune de carrefour, 31 site sur les 56 ne disposent pas de toilettes (70%), 51 ne dispose pas d’eau (91%), et 50 ne disposent pas de système de gestion des déchets (89%).

Au delà de l’existence de sites gérés (appuyés par les organisations humanitaires), un grand nombre de personnes n’ont pas rejoints les sites. Ainsi, pour la zone du projet, en 2013, s’ajoutait aux 547 ménages hébergés sur les sites, quelques 690 abris dispersés, soit plus du double de ménages hébergés. Ces besoins soulignent l’importance de la problématique de logement et d’amélioration des conditions de vie (économiques et cadre de vie) pour les populations des quartiers vulnérables ciblées par le projet Katye Nou Pi Bèl.

Les enquêtes post-séisme du MTPTC ont permis d’estimer le pourcentage de maisons impactées à réhabiliter ou à reconstruire. A partir de cette enquête, une extrapolation des résultats permet d’évaluer les besoins de réhabilitation et de reconstruction à environ 4,130 maisons (bâtiments marqués jaune ou rouge par le MTPTC).

Tableau 3 : Evaluation des bâtiments affectés par le séisme de 2010.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Vert** | **Jaune** | **Rouge** | **Vert** | **Jaune** | **Rouge** |
| Sapotille | 43,6% | 26,9% | 29,5% | 1 646 | 1 038 | 1 159 |
| dont Astèk | 30,8% | 28,4% | 40,8% |
| La Grenade | 56,2% | 22,8% | 21,0% |
| Haut La grenade | 40,7% | 29,9% | 29,3% |
| Ti Sous | 30,9 | 39,2% | 30% | 866 | 1100 | 841 |
| Ravine Ti Sous |
| **Total** | **41,3%** | **27,6%** | **31,1%** | **2513** | **2 138** | **2 000** |

Sources : MTPTC cité par CARE. Diagnostic participatif Ti Sous, FAU, 2012

Extrapolation des données de Ti Sous pour les bâtiments non-évalués, Le Group’-ess, avril 2016.

**III.1. Logement :**

Les activités liées au logement, n’ayant pas une portée collective, n’ont pas été prises en compte dans le Schéma d’Aménagement. Néanmoins, il est important de souligner que, compte-tenu du contexte, ces activités présentaient une pertinence importante pour permettre un relogement dans des conditions dignes des personnes affectées par le séisme.

La stratégie de l’approche logement définie en septembre 2014 prévoyait une mise en œuvre de subventions en cascade dont les objectifs sont résumés ci-dessous[[23]](#footnote-23) :

Tableau 4 : ciblage de l’activité logement.

|  |  |
| --- | --- |
| **Constructions** | |
| **1.1 construction et Reconstruction :** | **40 nouvelles maisons** |
| **1.2. Remembrement** | un minimum de **50 maisons** |
| **Renforcement** | |
| **2.1. Renforcement I (Avec logement gratuit)** | **100 maisons** taguées jaune ou rouge par le MTPTC |
| **2.2. Renforcement II** | **50 maisons** taguées jaune ou rouge par le MTPTC |
| **Amélioration** | |
| **3. Amélioration de T-Shelter** | **20 T-shelters** en bâche améliorés |
| **Assainissement** | |
| **4. Provision / renfoncement de systèmes sanitaires familiales** | **100 solutions sanitaires** familiales sont construites / renforcées |

Source : Stratégie des subventions en cascade, volet logement, CARE, Septembre 2014.

Cette stratégie visait un total de 240 maisons avec accueil de 100 familles vivant dans les sites et l’amélioration de 20 abris. La stratégie fixait un objectif de réhabilitation/construction (avec une approche de retrofit) correspondant à environ 6% des besoins évalués à partir de l’enquête du MTPTC.

La proposition de projet mentionne un certain nombre d’action en lien avec l’amélioration des conditions de logement des familles (A3. Auto réhabilitation des logements endommagés par le séisme de façon sûre et de qualité en accompagnant techniquement les bénéficiaires ; A4. Densifier les quartiers en combinant les abris transitoires avec des logements reconstruits en structures permanentes et adaptées aux conditions environnementales, A6. Accompagnement technique et sensibilisation communautaire pour l’auto construction de systèmes d’eau et d’assainissement pour les bénéficiaires).

Compte tenu du contexte concernant les besoins de relogement et d’amélioration de l’habitat, ces activités, bien que ne permettant pas de couvrir tous les besoins identifiés, semblaient très pertinentes. Elles ont été supprimées en partie suite à la problématique budgétaire imposée par la chute du cours de l’Euro face au Dollars. Les moyens alloués aux activités de logement ont été transféré pour l’accompagnement de la libération des emprises pour la construction de la route.

**III.2. Formation des ouvriers du bâtiment**

Dans le cadre des formations des ouvriers du bâtiment, un partenariat a été développé avec l’organisation Build Change et le centre de formation CANADO Technique. Ce partenariat permet aux ouvriers du secteur informel d’intégrer une formation et un réseau reconnu au niveau national en relation avec le MTPTC et l’Institut National de la Formation Professionnel (INFP) dépendant du Ministère de l’Education National et de la Formation Professionnelle (MNEFP). Outre cette certification, Build Change propose également l’intégration à un réseau professionnel facilitant une série de services allant de la recherche d’emploi à la protection sociale.

Build Change a travaillé en partenariat avec CORDAID sur le projet retrofit de Ti Sous jusqu’en 2012. Cette expérience à permis d’identifier l’opportunité de poursuivre la dynamique.

Le partenariat prévoit la formation de 250 boss maçons aux techniques de construction résistante aux risques (250 ouvriers et contremaitres dont 6 futurs formateurs). Cette approche permet d’envisager une présence d’ouvrier qualifiés et certifiés dans les quartiers et d’envisager de répliquer des formations et la transmission d’expérience.

Une fois les activités logement en phase de démarrage (mai 2014), la formalisation du partenariat entre Build Change et Care a été rapide. La sélection des boss maçons et les formations ont débuté en juillet 2014 pour intégrer immédiatement le cycle de formation qui s’est terminé fin décembre 2014 avec les résultats suivants :

* 350 personnes ont passé les tests pour une sélection de 250 personnes intégrant la formation ;
* 245 personnes ont effectivement pris part au cycle de formation ;
* 235 personnes ont passé les tests pour accéder à la partie pratique de la formation ;
* 230 constructeurs ont participé à la partie pratique de la formation ;
* 192 constructeurs ont terminé avec succès le cycle et ont été certifié, soit une réussite de 77%.
* Les 6 meilleurs constructeurs ont suivi la formation de formateur.

La suite de l’activité prévoyait que la liste des boss certifiés soit fournie aux propriétaires ciblés par les activités de constructions/réhabilitations.

D’après l’équipe projet, la plupart des propriétaires affectés par les travaux de libération de l’emprise de la route n’ont pas eu recours aux boss certifiés mais à des personnes de leur connaissance.

**II. Amélioration de l’accès à l’eau**

**II.1. Construction/réhabilitation de kiosques à eau :**

Les diagnostics participatifs réalisés dans le cadre du schéma d’aménagement montrent une situation contrastée sur la thématique de l’accès à l’eau :

* Il n’existe que 3 fontaines publiques (hors service) dans le quartier de Ti sous, 2 à La grenade, 1 à Sapotille et 1 à Astèk.
* Environ 30% de la population déclare faire des déplacements de plus de 20 minutes pour s’approvisionner en eau[[24]](#footnote-24) ;
* L’accès à l’eau n’est pas une problématique prioritaire pour la population dans la mesure où il existe des solutions alternatives (livraison par camion citerne, boutique d’eau traitée par osmose inverse, vente de sachets, revente de l’eau par des particuliers raccordés au réseau, sources naturelles, puits) bien qu’elles soient plus coûteuses.
* 80 ménages disposent d’un raccordement privatif au réseau à Ti Sous (donnée non disponible pour Les autres quartiers) ;
* La population est porteuse de projets pour améliorer l’accès à l’eau (basin de chloration) qui est reconnu comme une problématique « d’hygiène et de santé publique et d’accès aux besoins de base » ;
* Face au besoin de priorisation des infrastructures à construire, la problématique d’accès à l’eau est venue après les infrastructures routières pour les habitants des différents quartiers.

Pour le quartier de Ti Sous, le diagnostic a mis en évidence les projets suivants :

* Construction d’un bassin de chloration au niveau de la source de Ti-Sous (approvisionnement de 2 400 pers/jour) ;
* Construction de 7 Kiosques ;
* Réhabilitation des 3 fontaines publiques existantes ;
* Mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie (amélioration du niveau d’hygiène par filtration) pour les usages autre que la boisson.

La construction des kiosques ne s’est opérée que dans le quartier de Ti-Sous où les besoins avaient été identifiés au cours du diagnostic participatif en 2012.

Le cadre national du secteur de l’eau en Haïti impose que la DINEPA mette en œuvre le volet ingénierie sociale (comités d’eau et recouvrement des coûts) sous financement de l’ONG. L’ONG est en charge de financer et d’exécuter les travaux suivants les directives techniques de la DINEPA.

Dans la phase de mise en œuvre, une fois les dossiers techniques terminés et la première prise de contact avec la DINEPA, la construction et livraison définitive des 4 kiosques aura pris 14 mois (décembre 2013-janvier 2015) ce qui est long pour ce type de travaux, la phase d’exécution ne représentant que 40% de la durée total de l’action.

Tableau 5 : Ligne de vie du projet de construction/réhabilitation des kiosques à eau.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2013** | **2014** | | | | | | | | | | | | **2015** |
| Déc. | Jan. | Fév. | Mars | Avr. | Mai | Juin | Juil. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Jan. |
|  | | |  |  |  | **Travaux** | | | | | | | Réception  définitive |
| Négociations avec  DINEPA | | | Accord  DINEPA |  | MoU  Procédure négociée | Ing.  social |  |  | Connection Kiosques | | | |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 |

Source : Le Group’-ess, avril 2016.

* Il est connu de la plupart des ONG que la conduite de projet avec la DINEPA est longue et difficile. Il a fallu 4 mois pour trouver un accord sur le cadre d’intervention avec DINEPA et 2 mois supplémentaires pour signer le MoU. Une fois le MoU signé, l’activité a démarré rapidement ;
* En octobre 2014, au cours des travaux et alors que le premier kiosque est achevé, la DINEPA demande l’intégration de château d’eau (réservoirs) en fibre de verre en remplacement du PEHD normalement utilisé. Cette modification majeure (technique et financière) a eu des incidences sur le retard pour finaliser les kiosques (renégociation et approvisionnement).
* La construction et connexion des kiosques a pris un peu plus de 6 mois. Ce délai est long au regard du volume de construction. D’expérience, ce type de construction peut être achevé en 1 mois. De fait, il est difficile de mesurer la valeur ajoutée technique et financière du mode de délégation de l’exécution.
* Au cours de la visite des infrastructures à Ti-sous, nous avons pu observer que le bureau du comité de gestion qui surplombe la ravine rejette les eaux usées des toilettes dans la ravine. Il apparaît que aucun raccordement n’est prévu dans les plans fournis par la DINEPA, ce qui est contradictoire avec les propres directives techniques dans le domaine de l’assainissement.

Les membres du comité de gestion des kiosques soulignent que « la problématique de l’eau potable a été cruciale dans la zone de Ti-Sous et que l’idée de construire ou de réhabiliter des kiosques était essentielle ». La consultance relève les points suivant [[25]](#footnote-25) :

* Manque de représentativité des femmes au sein du comité (1 femme sur 5 membres) ;
* Signature du contrat entre DINEPA et le comité en avril 2015 (4 mois après la mise en service des kiosques) ;
* La part des coûts affectés à la rétribution des vendeurs d’eau insuffisante (difficultés de recruter) ;
* Nombreux problèmes de fonctionnement des kiosques au moment de leur mise en service (certain kiosque n’avaient pas d’eau, problèmes de raccordement en série avec les branchements privés, vannes à l’extérieur des bâtiments …). Une partie de ces problèmes auraient été lié aux travaux de construction de la route.
* Toilettes du bureau du comité d’eau est en rejet direct dans la ravine (absence de fosse) ;

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Tableau 6 : Synthèse du coût d’aménagement de 4 kiosques à Ti-Sous | | |
|  | **$USD** | **€ (taux 1,11)** |
| **Constructions (Kiosques & bureau)** | **44 339** | **39 945** |
| Réhabilitation de 2 kiosques | 6 140 | 5 532 |
| reconstruction de 2 kiosques | 19 398 | 17 476 |
| construction d'un bureau | 18 801 | 16 938 |
| **Raccordement au CTE** | **22 150** | **19 955** |
| **Ingénierie sociale** | **13 500** | **12 162** |
| **Total Général** | **79 989** | **72 062** |
| Source : Le Group’-ess, revue documentaire, avril 2016, | | |

D’expérience, le coût global (synthétisé dans le tableau ci-contre) parait élevé, notamment pour la reconstruction des 2 kiosques, la construction du bureau et le raccordement au réseau.

Nous notons l’absence de devis détaillé du CTE RMPP présentant le détail technique et financier de l’opération de raccordement (linéaire de canalisation…).

Il ne semble pas exister au niveau du projet ni processus ni outil permettant de suivre le fonctionnement des kiosques et de l’utilisation de l’eau (nombre de familles, provenance géographique…) et permettant de mesurer l’impact de la remise en service des kiosques.

**II.2. Installation d’impluviums (Aztèk)**

Le Schéma d’aménagement préconise l’installation d’impluvium (petits systèmes de récupération des eaux pluviales sur les toitures) *« dans les zones où le raccordement au système formel de distribution d’eau est difficile et où les problèmes de circulation ne permettent pas de faire venir des camions de livraison d’eau ».* Ces systèmes peuvent être installés *(…) « soit de manière individuelle et privée soit de manière collective. S’ils sont collectifs, les impluviums peuvent être gérés par les habitants organisés en comité de gestion et suivre des règles équivalentes à celles des kiosques ».* Le diagnostic participatif de Ti-Sous indique l’existence de quelques aménagements de ce type.

Photographie 1 : exemple d’impluvium

Dans le cadre de l’amélioration de l’accès à l’eau cette technique est relativement efficace mais uniquement pour les usages autres que pour l’eau de boisson en raison :



**Crédit photo : CARE, 2015**

1. De la qualité de l’eau provenant des toitures (chargée en particule en suspension et potentiels polluant atmosphériques en zone urbaine) ;
2. De l’absence de minéraux essentiels pour la santé dans l’eau si celle si est utilisée comme source unique de boisson. En outre en fonction de la conception du système il est probable que des ruptures d’approvisionnement apparaissent hors saison des pluies. Ce point à été confirmé par les bénéficiaires lors d’une réunion de suivi.

*« A Aztèk l’accès à l’eau était un véritable casse-tête, nous devions marcher pendant une heure pour aller de l’autre côté de la rivière froide (près du sous-bureau de CARE) afin de trouver de l’eau. Actuellement, une fois qu’il y a la pluie nous avons de l’eau à notre disposition ».* [[26]](#footnote-26)

En revanche, cette activité n’est pas mentionnée dans les documents de projet. Elle apparaît dans le budget à partir de l’avenant 1 mais n’est pas expliquée ni justifiée dans la description de l’action.

L’activité « impluvium » a commencé à se formaliser en septembre 2015, très tard dans le projet, pratiquement 1 an après son apparition dans les documents de projet (avenant 1, octobre 2014).

L’activité a manqué d’une phase d’ingénierie sociale (sensibilisation/mobilisation) ce qui semble avoir créé de la confusion pour les populations.

*« Selon les renseignements recueillis auprès des participants à la discussion, il semble qu’ils n’avaient pas suffisamment d’informations sur l’activité ainsi que sur les critères de sélection des familles. A ce sujet, un participant indique que selon les informations qu’ils ont reçues au préalable, CARE les a informés qu’elle allait construire des citernes et que les agents de CARE avaient même commencé à évaluer les maisons pour déterminer s’il y avait suffisamment d’espace pour construire la citerne ce n’est qu’après que l’idée de l’impluvium était venue ».*

Les documents techniques sur les impluviums reçus de CARE (Exemple en annexe) ne comportent pas d’information sur les prérequis techniques ni information de conception et de dimensionnement. En outre il était prévu d’installer des filtres à l’entrée de la citerne ce qui ne semble pas être le cas.

*« A l’unanimité, les participants déclarent que CARE leur a promis un filtre pour placer à l’entrée du château pour éviter que des déchets y pénètrent à l’intérieur ce qui n’était pas fait. C’est l’une des raisons pour lesquelles ils ont peur de boire l’eau de l’impluvium ».*

En dehors du compte rendu du groupe de discussion, nous ne disposons pas d’éléments permettant de mesurer que l’activité à fait l’objet d’un suivi. D’après le manager du projet, le suivi aurait été confié au réseau communautaire d’Aztèk.

Tableau 7 : répartition du coût de l’activité impluvium :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Impluviums** | **HTG** | **€** | **%** |
| Contrat de service (Boss) | 70 000 | 1 196 | 13,3% |
| Matériaux | 392 012 | 6 700 | 74,5% |
| Main d'oeuvre | 64 360 | 1 100 | 12,2% |
| **Total** | **526 373** | **8 996** |  |
| Source : Management CARE. (1 € = 58,6 HTG) | | | |

17 familles ont bénéficié de cette activité (environ 85 personnes) ce qui est très faible. Le coût direct de l’activité est de 9,000 €, soit un coût par personne de 105 € (116 USD) ce qui est élevé pour une eau qui n’est pas destinée à la consommation humaine.

Les informations provenant du groupe de discussion montrent que l’intention des bénéficiaires est à termes de pouvoir consommer l’eau provenant de impluviums pour la boisson, ce qui n’est pas souhaitable.

La consultance n’a pas constaté qu’il y ait eu une phase d’ingénierie sociale pour cette activité (sensibilisation, accompagnement).

Par ailleurs, il ne semble pas qu’il y ait d’éléments d’intégration entre cette activité et le développement de l’horticulture urbaine, ce qui aurait pu apporter de la pertinence et améliorer l’efficience de l’activité impluvium.

**III.4. Construction d’espaces publics**

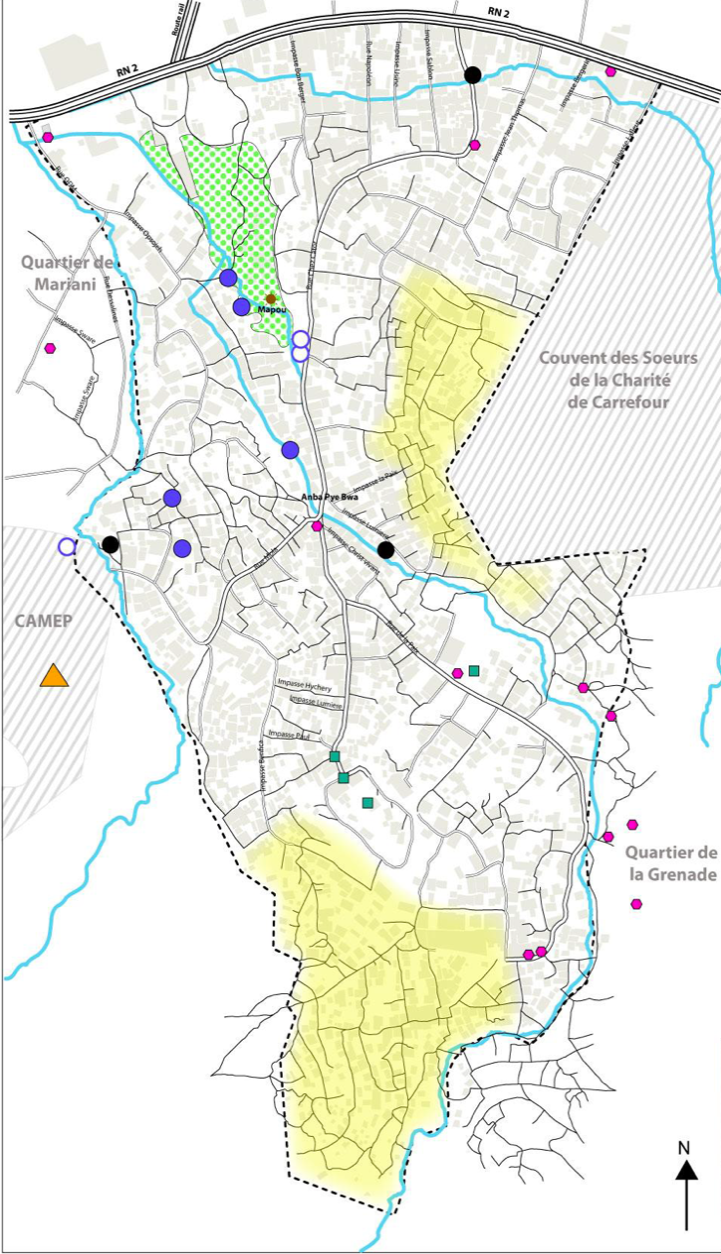
Une des clés de la dynamisation des quartiers tient dans l’existence d’espaces publics, lieux de rencontre et de création de l’identité d’un quartier. Dans cette perspective, le projet prévoyait initialement la création de 8 espaces publics. Suite aux restrictions budgétaires, ce chiffre a été révisé à la baisse avec l’objectif de 5 espaces publics, puis une réduction de 5 à 3 espaces publics sans que la raison soit clarifiée.

3 espaces publics principaux ont été identifiés dans le schéma d’aménagement. Il s’agit de 3 terrains de foot (Astèk, La Grenade et Pelico à Ti Sous). 2 intersections routières ont également été identifiées comme espace publics à aménager. Enfin les aménagements de commerces de rue le long des deux axes (sapotille et Ti-Sous).

La phase de mise en œuvre a finalement concerné 2 aménagements, le terrain de foot de la Grenade et le lavoir de Ti-Sous.

Carte 1 : Localisation du lavoir de Ti-Sous

L’espace identifié pour aménager le lavoir est situé au niveau de la résurgence de deux sources en contre bas de la route de Ti Sous, immédiatement en amont du lieu dit Mapou. Ces sources sont utilisées quotidiennement et traditionnellement par un grand nombre de personnes pour les usages domestiques (douche, lessive). Une des deux sources a été aménagé par une ONG quelques années auparavant, mais l’eau n’est pas potable.



**Source : Diagnostic Participatif Ti-sous, FAU, 2012**

*« Selon les participantes, avant la réhabilitation l’espace n’était pas du tout salubre. Il y avait des déchets partout, des matières fécales et autres. De plus, pendant qu’une personne lavait des draps blancs ou autres vêtements précieux une autre venait déverser des déchets dans l’eau. En résumé l’eau et les déchets ne faisaient qu’un. Il n’était pas hygiénique pour manger sur l’espace. Il était difficile de remplir les seaux ou encore de prendre de l’eau. Une fois le seau rempli, il était difficile de monter ou du moins de le transporter. Il y avait des tentatives ou des cas de viols ainsi que des jets de pierres tôt dans la matinée ou le soir ».*

(groupe de discussion avec les utilisateur du lavoir, M&E-CARE, novembre 2015)

Le projet rendu par le Cabinet WE architectes, maitre d’œuvre délégué, prévoit la construction de douches. Cette approche ne correspond pas aux usages de la population qui traditionnellement se douche dans les sources comme le montre la photo ci-dessous.

Le diagnostic participatif reprend un projet de construction d’un bassin de chloration proposé par une organisation communautaire. Le schéma d’aménagement quant à lui parle de l’aménagent d’un lavoir. Entre les deux, nous n’avons pas de trace de discutions justifiant ce changement.

Considérant cet espace comme un des lieux majeurs du quartier, il semble pertinent qu’une proposition d’aménagement ait été proposée. Vu la fréquentation du lieu au cours de la visite, cette aménagement est, au terme du projet une réussite dans son ensemble, ce qui est exprimé par les utilisateurs :

*« A l’unanimité, les participantes du panel déclarent être fières par le fait que CARE a décidé de réhabiliter l’espace dans le cadre du projet. Actuellement le lavoir est très propre ce qui fait qu’il attire beaucoup plus de monde. A 10 :00 ou 11 :00 PM des personnes du quartier viennent faire la lessive ou se baigner sans aucun risque. Cela est dû au travail exceptionnel du comité de maintenance mise en place dans le cadre de l’activité. Il pense que la présence du comité est très importante parce qu’elle diminue considérablement les cas de violences.*

*Les représentantes des petites marchandes (ti machann) disent que la vente augmente grâce à la réhabilitation qui fait que plus de monde fréquente le lieu ».*

(groupe de discussion avec les utilisateur du lavoir, M&E-CARE, novembre 2015)

**Aménagement du terrain[[27]](#footnote-27) de la Grenade**

Le diagnostic urbain souligne l’importance social et identitaire que joue le terrain de la Grenade avec ses nombreux commerces en périphérie.

En l’absence d’information précises et écrites relatives à la priorisation et aux choix des aménagements, nous émettons l’hypothèse que l’aménagement de ce terrain répondait à un impératif de répartir les projets d’espaces publics pour chaque quartier.

Ainsi, considérant le rôle social et identitaire du terrain, il semble pertinent que ce choix ait été fait.

*Les terrains sont essentiellement des espaces de jeux. Ils sont bâtis sur leur périphérie mais leur centre est vierge. Aucun marchand, ni autre activité ne s’y installe.*

*(…)*

*Les enfants sont le groupe social qui les occupe en journée. Ils y jouent au foot avec des balles ou des bouteilles en plastique vides, s’y amusent à se courir après, à y faire du vélo et toutes autres sortes de jeux. Le terrain d’Aztèk sur lequel ouvre l’école Luzia Académy a la particularité de servir de cour de récréation à cette dernière. Une fois par jour, les élèves ont l’autorisation d’y jouer une demi-heure.*

*En fin de journée, lorsque le soleil est moins chaud, les enfants sont remplacés par les jeunes. Ceux-ci organisent alors des parties de foot qui durent jusqu’au crépuscule. (…) En période estivale, des championnats sont montés par des associations de jeunes. (…) Pour accompagner ces événements, les organisateurs font aussi se déplacer sur les terrains des DJ qui assurent l’animation. Les terrains deviennent piste de danse. La fête se prolonge alors jusque vers minuit.*

*Des jeunes rencontrés au cours d’ateliers leur étant spécifiquement consacrés, voient ce genre de manifestations comme un bon canalisateur de la fougue de la jeunesse. Ces dernières permettraient d’éviter ainsi que certains d’entre eux ne s’adonnent à des pratiques répréhensibles.*

*De par les multiples fonctions qu’ils remplissent, les terrains sont perçus comme des éléments marquants des quartiers. De plus ils servent de repères urbains dans un environnement bâti d’une très forte densité dans lequel les couloirs peuvent se confondre. Ils ont une charge symbolique et fonctionnelle centrale dans la vie des quartiers.*

Diagnostic urbain La grenade, Aztèk, Sapotille, FAU, Novembre 2013.

Une fois les projets identifiés, la mise en œuvre n’a pas connu de problématique particulière.

* La phase de conception (APS, APD) a durée 3 mois ;
* La phase de consultation a durée 3 mois
* La phase d’exécution a durée 4 mois
* Réception définitive des travaux septembre 2015 pour une durée totale d’exécution de 11 mois.

Il est dommageable que la mise en place et la formation des comités de maintenance aient été exécutés après la réalisation des ouvrages. Cette mise en place réalisée en phase de lancement d’activité aurait permis de gérer différemment les problèmes rencontrés (mauvaise utilisation des jeu d’enfants) et de prendre en compte les doléances des usagers dans la conception du lavoir (construction de toilettes en lieu et place de douches et l’installation des toitures au dessus du lavoir, localisation et design des bancs et tables) et ainsi de renforcer l’appropriation des infrastructures.

A ce stade de l’évaluation, nous manquons d’éléments de comparaison en terme de technicité et de coût pour un aménagement équivalent en termes de volumes terrassés et construits (nous tenterons de lever ce point pour la version finale du rapport).

* Le coût total de l’aménagement du lavoir est, après variation des quantités, de 58,371 $USD, contre un coût initial de 55,655 $USD. Cette variation de prix (+5%) correspond à l’ajustement des quantités de pratiquement tous les poste d’aménagement (à l’exception de l’assainissement des douches, de la fourniture et pose des portes, des travaux préparatoires).
* Le coût total du terrain de la grenade est, après révision des quantités, de 48,537 $USD, contre un coût initial de 44,233$USD. Cette variation de prix de +8,9% (4,000 $USD) correspond en partie à la réévaluation des volumes des murs de soutènement du terrain (de 54,5 m3 à 85 m3) soit une variation moyenne de 15% (voir le détail ci-dessous) et une réduction drastique du volume de crépi.
* Ces variations sont à mettre en relation avec les modifications importantes de volumes de terrassement qui varies de 139 m3 à 348 m3 (+60%) avec un volume d’excavation revu à la baisse, de 101 m3 à 43 m3 (-134%). Nous n’avons pas pu vérifier les motifs de ces changements dans les travaux de terrassement.

Nous n’avons pas pu prendre connaissance des justifications qui ont conduits à ces changements dans les quantités d’exécution, qui pour certains postes sont importantes (Terrassement de la Grenade).

Pour la globalité du contrat, le coût des travaux passe de 99,879 $USD à 106,908 $USD, soit une variation de totale de +6,6%. Bien que la variation de coût ne soit pas importante, la variation des volumes de travaux laisse à penser à une erreur d’étude technique de la part du maître d’œuvre délégué, impactant les quantitatifs et donc les devis quantitatifs.

Une visite sur site nous a permis de constater les aspects suivants :

* L’espace du lavoir est très fortement occupé quelque soit l’heure de la journée, ce qui confirme l’intérêt et l’utilisation de ce lieu ;
* Les douches n’ont jamais été utilisées ;
* Les tables et bancs des lavoirs ne sont pas construits à une hauteur adaptée pour les usagers et aucun apport d’eau ni évacuation ne permettent le rinçage et le rejet de l’eau. Ces derniers continuent de laver le linge dans le ruisseau au fil de l’eau ce qui leur permet également d’avoir un approvisionnement régulier pour rincer le linge.
* Les tables et bancs des lavoirs ne disposent pas d’espaces ombragé. De fait les femmes préfèrent laver le linge les pieds dans l’eau pour se rafraichir.
* *Les utilisateurs font la lessive sous le soleil alors qu’autrefois il y avait de l’ombre grâce aux arbres et aux buissons qu’il y avait. Sur ce, ils pensent qu’il serait nécessaire que CARE place des parasols.*
* *Les tables ne sont pas utilisées correctement parce, que selon les participantes, elles sont construites trop hautes ce qui rend l’utilisateur inefficace quand il fait la lessive.*
* *Les tables et bancs sont concentrés dans un seul endroit (partie nord) alors que les utilisateurs aiment beaucoup plus faire la lessive au début de la source (nan tèt sous la).*
* *Des utilisateurs ne savent pas s’ils doivent s’assoir sur les bancs parce qu’ils disent qu’on avait interdit leur utilisation.*

(…)

*« Les douches construites restent jusqu’ici inutilisées, elles restent fermées ce qui fait que les femmes continuent à se baigner parmi les hommes. De plus, les participantes se demandent pourquoi CARE n’a pas construit des toilettes parce qu’au moment de faire la lessive ou vendre si la personne a un besoin physiologique il n’y a pas un endroit pour le faire ».*

(groupe de discussion avec les utilisateur du lavoir, M&E-CARE, novembre 2015)

Photographie 2 et 3 : Site du lavoir de ti-sous, avant et après aménagement.



**Crédit photo : Le Group’-ess, 2016**



**Crédit photo : FAU, 2013.**

**Questions évaluatives (résultat 3)**

**Pertinence**

* Dans quelles mesures la mise en œuvre du schéma d’aménagement a pris en compte les aspirations de la communauté et des autorités locales ?
* Les bénéficiaires (directs et indirects) ont-ils le sentiment que le projet a répondu de manière adéquate à leurs problématiques et préoccupations ?
* Dans quelles mesures les travaux d’infrastructures ont contribué à l’amélioration des conditions de vie des habitants de la communauté ?

Logement

Les activités liées au logement, n’ayant pas une portée collective, n’ont pas été prises en compte dans le schéma d’aménagement. Néanmoins, il est important de souligner que, compte-tenu du contexte et des besoins, ces activités présentaient une pertinence importante pour permettre un relogement des personnes affectées par le séisme dans des conditions dignes.

L’activité de formation était bien en phase avec les besoins identifiés au niveau des logements et avec la typologie du projet, c’est à dire agir sur des éléments de fond permettant de créer des dynamiques individuelles et communautaires, des dynamiques et des opportunités socio-économiques qui visent à renforcer les activités économiques et l’autonomisation des populations.

Le partenariat avec Build Change est d’une grande valeur dans le cadre d’un projet tel que Katye nou pi bel. Les opportunités créées par ce type d’initiative semblent positives, mais il est important de pouvoir mener une étude d’impact socio-économique pour évaluer les changements, risques et hypothèse pour les boss ainsi formés et certifiés.

Accès à l’eau

Les projets communautaires identifiés dans le cadre des diagnostics participatif ont permis de mettre en évidence une réelle dynamique au sein de la population. Cette dynamique de projet montre que le besoin d’améliorer l’accès à l’eau est bien identifié par la population (au moins en termes de qualité). De fait, le développement d’activités d’amélioration d’accès à l’eau potable répond bien aux préoccupations de la population.

Les réhabilitations/constructions de kiosques sur le quartier de Ti-sous ont été réalisé avant que les restrictions budgétaires n’imposent une réduction des activités et l’abandon du volet accès à l’eau, ce qui a permis de sécuriser quelques réalisations.

L’installation d’impluviums à une pertinence limitée dans la mesure où on ne peu pas considérer l’eau collectée comme potable. Néanmoins elle permet de satisfaire les autres usages domestiques (en saison pluvieuse) et ainsi limiter les quantités á collecter un dehors du ménage. En revanche le nombre de familles concernées par les impluviums et le manque de liens avec l’activité d’horticulture urbaine limite fortement la pertinence de l’activité contribuant à l’effet saupoudrage de certaines actions.

Le manque de suivi de ces activités ne permet pas de conclure (ni dans un sens ni dans l’autre) sur les modifications des conditions de vie de la population. Il aurait été intéressant de conduire des enquêtes structurées au niveau des points d’eau, avant et après les réalisations.

Le projet a manqué d’une expertise dans le domaine eau, assainissement et hygiène dès la phase de conception et en phase de mise en œuvre. Le volet eau, assainissement et hygiène est un projet à part entière, la construction d’infrastructures ne peu être considérée comme une composante d’un projet avec des moyens limités et doit s’accompagner d’une ingénierie sociale forte.

Prises de manière séparée, ces activités sont pertinentes au regard du contexte, mais replacées dans le cadre du projet *katye nou pi bel* et avec les objectifs et moyens qui leurs ont été alloué, elles ne correspondent pas aux priorités et participent à l’effet de dispersion et de saupoudrage du projet.

Espaces publics

Les aménagements à « portée collective » étaient une demande forte des populations formulée autant dans les diagnostics participatifs que dans les échanges avec les autorités locales. Dans ce sens, l’aménagement des espaces public (terrain, lavoir) répondent dans l’esprit aux aspirations des parties prenantes locales (population, OCB et autorités locales).

La priorisation des aménagements ne semble pas claire et laisse parfois penser que le schéma d’aménagement a la volonté de rapprocher les éléments de diagnostic avec le cadre logique du projet plus que de traduire réellement les aspirations des parties prenantes locales.

Il a peut-être manqué une phase d’ingénierie sociale autour des aménagements dès le travail de conception pour permettre de prendre en compte les usages de la population et de créer une dynamique de leadership et d’appropriation des aménagement (cas du lavoir par exemple).

**Efficacité**

* Est-ce que les activités et services prévus ont été livrés et reçus par tous les bénéficiaires ?
* Est-ce que les résultats attendus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du projet et en quoi ?
* Comment les résultats non prévus ont pu affecter les activités ?

Le projet prévoyait initialement des réalisations dans différents domaines et réparties dans les quartiers. Du fait des changements liés à l’évolution des taux de change, la priorisation des travaux a ciblé les infrastructures bénéficiant au plus grand nombre. Bien que cela ait remis en cause les objectifs du projet (objectif général et objectif spécifique), cette approche semble pertinente et a finalement obligé le projet à se recentrer sur les activités essentielles.

Accès à l’eau :

Seul le quartier de Ti-sous à bénéficié de la construction des kiosques engagée avant l’abandon des activités. La complexité de mener ces travaux dans les autres quartiers face aux moyens limités à contraint le projet à abandonner cette activité. L’activité à souffert de retards d’exécution en raison du temps de négociation et de travail avec la DINEPA.

Le manque de données sectorielles et le manque de suivi ne permet pas d’évaluer de manière objective si la construction des kiosques contribue à la réalisation des objectifs.

L’installation des impluviums a concerné 17 familles (85 personnes), ce qui est très limité. Nous n’avons pas identifié à travers la revue documentaire le nombre de famille du quartier Aztèk qui aurait besoin du même type d’aménagement.

Espaces publics

Le choix de cibler des espaces publics semble être équilibré bien que la priorisation de ses espaces n’est pas clairement définie. Le terrain de la Grenade et le lavoir de Ti-sous sont des espaces à forte dynamique sociale, très utilisés quotidiennement et qui voient une activité économique riche en périphérie. Dans ce sens leur aménagement bénéficie au plus grand nombre et contribue à l’amélioration du cadre de vie des habitants de ces deux quartiers.

**Efficience**

* Dans quelles mesures les activités sont cohérentes avec les objectifs généraux et spécifiques du projet ?
* Est-ce que les ressources budgétaires ont été utilisé de manière efficace pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs ?
* Est-ce que le coût des infrastructures correspond à leur qualité ?
* La qualité de la gestion au jour le jour, par exemple (…) si la gestion des risques était adéquate, (c’est-à-dire s’il a été fait preuve de flexibilité en réponse aux changements de circonstances et de contexte), (…) le respect des délais.
* Est-ce que le projet a atteint les résultats escomptés au cours du projet avec un ratio réalisation/coût correct ?
* Qualité du suivi : Y avait-il un suivi des activités ? Quel est son degré de précision et de flexibilité ? Comment a-t-il été utilisé ? Était-il en adéquation avec le niveau de référence ?

Les activités du résultat 3 étaient très cohérentes avec les objectifs du projet. Cette cohérence a été affectée par les modifications liées aux variations du taux de change Euro-Dollar.

D’une manière globale, la valeur ajoutée technique et financière de déléguer la maitrise d’œuvre n’est pas toujours établie (aménagement des kiosques, impluviums) et se traduit par un manque d’ingénierie sociale.

Compte tenu de la complexité du projet et des très nombreuses contraintes rencontrées dans la mise en œuvre, la gestion du projet a été plutôt bonne. Elle s’est appuyée sur les relations établies avec les parties prenantes locales (bien que complexes) permettant de surmonter de manière consensuelle les difficultés.

Le suivi et évaluation des activités/résultats/objectifs a connue de nombreuses difficultés. Le système devant permettre ce suivi (PROMET) n’a jamais fonctionné. Au niveau de CARE, une personne dédiée est arrivée tard dans le calendrier du projet et a manqué d’accompagnement. Au delà de quelques groupes de discussion, le projet manque d’informations permettant d’évaluer les impacts des activités.

Logement

L’abandon des activités liées au logement fait perdre de la cohérence au projet, limite l’aspect intégré des activités et des résultats et remet en patrie en question la philosophie du projet et son intégration à l’approche PARAQ sur son volet reconstruction.

Ces changements se sont faits après la finalisation des formations des maçons. Initialement l’activité était très cohérente vis à vis des objectifs du projet.

Par contre l’objectif initial de 250 boss formés pour un volume de construction de 240 maison était peut-être surévalué. Une étude de la filière incluant une étude d’impacts socio-économique auraient été intéressante. De plus, il aurait été intéressant d’évaluer l’impact de la certification sur la tendance des prix pratiqué par les boss (il est probable qu’un boss certifié se vende plus cher et donc se limite en termes d’opportunités dans les quartiers défavorisés)

Le financement de cette activité étai initialement très limitée (11,850 €) et à été révisé à la hausse (ainsi que le nombre de participant) pour intégrer la formation Build Change (montant budgétisé 68,138 € au moment de l’avenant 1).

Les boss maçons formés par *Build Change* et qui devaient être appuyés pour participer aux reconstructions n’ont pas eu accès aux opportunités par choix des propriétaires. Compte tenu des faiblesses connu du secteur informel de la construction en Haïti, il est probable que le rapport coût/qualité ne soit pas celui espéré.

La formation Build Change a eu un coût final de 79,860 $USD (88,644 € au taux de 1,11) pour 192 ouvriers certifiés après 6 mois de formation soit un coût par ouvrier certifié d’environ 461 € (soit environ 77 €/mois).

Si on prend en compte l’approche de Build Change, le coût investi vs résultat semble intéressant. En revanche, en rapprochant ce coût et l’impossibilité de garantir une activité dans le cadre du projet (appui à la reconstruction suite à la libération des emprises), c’est un investissement perdu pour le projet et dont on ne peut pas mesurer les retombées à court ou à long termes. Les choix des propriétaires dans les modalités de reconstruction de leurs maisons auraient pu être pris en compte comme hypothèse et risque et des mesures d’accompagnement auraient dû être envisagées (intégrer le recours aux boss maçon formés par Build Change dans les protocoles d’accord par exemple).

Espaces publics

L’aménagement des espaces public reste en phase avec les objectifs du projet. L’utilisation des ressources financière semble correcte pour ce type d’opération. En revanche, il est dommage que la délégation de maitrise d’œuvre n’ait pas inclus d’ingénierie sociale (conception des éléments de détail de l’espace du lavoir, travail avec des comités créés en amont…).

Bien qu’un certain nombre de détails auraient pu être anticipés, la qualité globale des aménagements semble correcte compte tenu de leurs coûts.

**Impacts**

* Dans quelles mesures les objectifs du projet ont-ils été atteints et avec quel impact ?
* Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué à des changements pertinents dans les conditions de vie du groupe cible ?
* Quelle a été la valeur ajoutée de la mobilisation sociale, des travaux d’infrastructures et des activités de développement économiques menées avec les bénéficiaires ?
* Quels seront les effets multiplicateurs des différentes méthodologies élaborées et mises en œuvre ?
* Dans quelles mesures, les imprévus ont-ils eu une influence sur les objectifs et les impacts du projet ?
* Dans quelles mesures les notions de genre et de vulnérabilité ont-elles été prises en compte par le projet ? Y a-t-il eu une analyse des vulnérabilités et des problématiques de genre en début de projet ? Quelle en a été la valeur ajoutée pour la conception et la conduite du projet ?

Logement

Concernant les formations des boss maçons, les impacts liés aux opportunités créées par la certification n’ont pas été mesurés (évolution du coût de la main d’œuvre, business plan, effet de saturation du marché…), ce qui est dommageable pour les impacts directs du projet et pour de potentielles suites.

Accès à l’eau

La consultance ne dispose pas d’éléments objectifs (données d’enquête) pour évaluer l’impact de la construction des kiosques.

Compte tenu du caractère caractère limité en terme de familles bénéficiaires (85 personnes), nous considérons les impacts des impluviums comme négligeables.

Espaces publics

Cette impact devra être mesuré après la fin du projet une fois l’ensemble des travaux achevés.

**Viabilité/pérennité**

* “Maîtrise” des objectifs et des réalisations
* Dans quelle mesure les réalisations et l'atteinte des objectifs seront durables ?
* Dans quelle mesure le schéma d'aménagement et la réalisation des infrastructures s'intègrent dans l'environnement physique et prennent en compte les risques amont et aval ?
* Dans quelle mesure les communautés et autorités locales se sentent responsables de la pérennité des actions du projet et se sentent engagées ?
* Niveau d’appropriation du projet, de ses tenants et aboutissants par la communauté et les institutions locales, notamment la Mairie de Carrefour : Dans quelle mesure la conduite du projet a contribué à l'appropriation de ses tenants et aboutissants par la communauté et les autorités locales ?
* Quel est le niveau d’appropriation du schéma d’aménagement et de son opérationnalisation par les acteurs publics et privés ? Quelles sont les éléments qui permettent de garantir le suivi et la pérennité des actions entreprises dans le cadre du schéma d’aménagement ?
* Quel est le niveau d’appropriation de la communauté des infrastructures construites et/ou réhabilitées, et des autres activités du projet ?

Logement

Critère non évalué du fait de l’abandon des activités liées au logement du projet.

Accès à l’eau

La création du comité de gestion des kiosques (un comité pour l’ensemble du quartier) est une approche pertinente et la DINEPA a profité de la dynamique sociale très positive créée par le projet, mais quelques mois après la mise en service de kiosques, les membres du comité expriment de la déception (cf. description de l’activité) se qui fragilise les perspectives de pérennité du comité et du fonctionnement des kiosques ;

Espaces publics

L’aménagement des espaces publics répond à un objectif de dynamiser les espaces sociaux et renforcer l’identité communautaire dans des quartiers à forte mobilité ou cette identité est généralement faible.

Les discussions auxquelles les évaluateurs ont assisté ont permis de mesurer une dynamique sociale forte autour des aménagements.

Des comités de maintenance ont été créés permettant d’initier l’appropriation et le suivi par les habitants des quartiers dans un contexte de dynamique sociale forte autour du projet.

La mairie de Carrefour, peu impliquée dans la phase d’exécution et disposant de peu de moyens, ne semble pas en position d’assurer le suivi de ces aménagements avec le comité de maintenance.

Bien qu’il soit difficile de présager de la pérennité de ces aménagements (il existe un certain nombre de risque et hypothèses) ces éléments sont positifs quant à la pérennité des aménagements.

**Recommandations spécifiques au résultat 3 : Les résidents des quartiers bénéficient de logements surs, d’espaces publics récupérés et d’un meilleur accès à l’eau et l’assainissement.**

1. Chacune des composantes de ce résultat aurait pu, aurait dû faire l’objet de projets spécifiques avec des ressources adéquates (humains, financiers, méthodologiques et techniques) tant les besoins et la complexité du contexte sont importants. Cela permettra d’éviter la dispersion et le saupoudrage dont le projet a souffert ;
2. Dans une zone géographique telle que les quartiers du projet, la densification n’est pas forcement souhaitable en l’absence d’une meilleure planification (seuils de densité à ne pas dépasser, planification des services de base tels que l’eau, l’assainissement, l’électricité, …) et d’un plan d’occupation des sols ayant une valeur légale et des moyens pour vérifier son respect ;
3. Les expériences comme celle menée avec Build Change sont à répliquer avec des études et analyses sectorielles complémentaires ;
4. Il est important d’assurer des phases d’ingénierie sociale avant le lancement des activités d’infrastructures (espaces publics) pour que les populations et leurs représentant soient associés aux différentes phases et qu’ils puissent se préparer de manière adéquate à les gérer.
5. Les activités d’eau et d’assainissement doivent faire l’objet d’une phase de conception avec la DINEPA en amont pour permettre d’identifier les moyens nécessaires et les difficultés (techniques et sociales) à surmonter.

**Résultat 4 : Le secteur économique des quartiers est renforcé par le développement d'initiatives locales.**

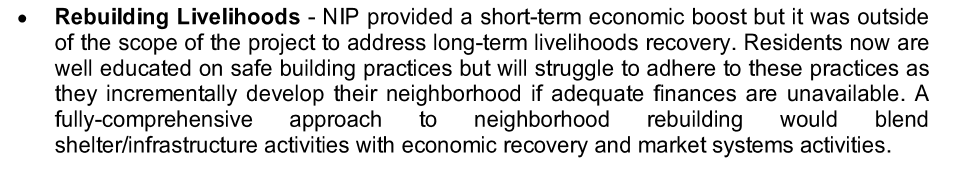
Dans les approches intégrées liées au continuum entre l’urgence, la reconstruction, le relèvement et le développement (URRD), le développement économique est l’un des piliers garantissant le retour au développement avec la sécurité et la reprise des services de base.

Les modèles et les projets intégrés réussis de relèvements des communautés, participant pleinement à l’augmentation de leur résilience, intègrent tous un fort volet économique. Les stratégies sont basées sur un diagnostic approfondi des ressources et des freins des écosystèmes marchands locaux permettant d’identifier des leviers efficaces / efficients, multiplicateurs et à forts impacts à court, moyens et long terme. Par ailleurs, les activités de relèvement économique efficientes s’inscrivent toutes dans les périodes de mise en œuvre relativement longue comprenant des phases tests et des ajustements sur au moins deux à trois ans avant de percevoir les effets escomptés.

Le programme PARAQ orientait « une partie du budget pour la mise en œuvre d’activité liées au développement économique dont l'objectif est de garantir la durabilité de la revalorisation du quartier. L'emploi de ces fonds sera défini, au plus tard 12 mois après le démarrage du projet, sur la base d'une analyse économique des activités dans le quartier qui pourra faire partie des activités. »[[28]](#footnote-28)

Au niveau budgétaire, le projet Katyé nou pi bèl avait déjà faiblement intégré ce volet dans la proposition initiale, le dotant d’un budget de 120 000 €, soit 2.9% du montant de toutes des activités, cette part baissera encore en mars 2015 suite aux arbitrages liés aux impacts des taux de change pour atteindre 69 000 € (1.6 % des activités).

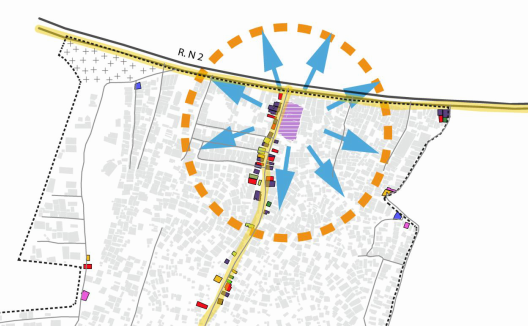
Pourtant, l’évaluation finale du projet Ti Ti-sous (NIP) fin 2012 recommandait :



La conception du projet n’a donc que peu tenue compte de cette recommandation en ne s’appuyant pas suffisamment fortement sur les volumes d’activités générés par le volet infrastructure (R3) pour stimuler l’économie locale (R4). Il est à noter que dans le premier avenant au contrat, et visiblement suite à une analyse des faibles capacités des entreprises de construction des quartiers[[29]](#footnote-29), il a été décidé de limiter les liens entre ces deux résultants (R3 et R4) à la formation certifiant de maçons et à des clauses obligations d’embauches locales dans les contrats aux entreprises. La mise en œuvre de cette dernière mesure a été l’objet d’une alerte dans le rapport d’évaluation intermédiaire[[30]](#footnote-30) qui pointait que « les perceptions des représentants des OCB et de la PC sur la composition des recrutements des employés des frimes du projet n’est pas en cohérence avec les chiffres officiels (plus de 75 % du travail non qualifié est assuré par des personnes des quartiers) ». Les entrevues avec la Plateforme Communautaire lors de l’évaluation ont également mis en exergue ce point.

Le diagnostic économique, lancé par CARE en janvier 2014 et permettant d’identifier la stratégie, ne sera finalisé qu’en décembre 2014 soit plus d’un an et demi après le début du projet, ne laissant plus qu’un délai relativement court pour lancer les activités de ce volet. Dans cette étude, l’indentification des ressources et les leviers économiques passe à côté d’opportunités locales importantes et semble biaisée par une stratégie pré établie du projet décrite par des champs d’activités classiques dans le cadre logique défini en 2012[[31]](#footnote-31). Le diagnostic urbain établi par la FAU en novembre 2013 investigue un peu plus ce champ et donne une image plus précise de certaines activités économiques.

Carte 2 : Localisation et rayonnement du marché Duvalier, quartier de Sapotille :



(Diagnostic Urbain, FAU, novembre 2013)

La consultance a identifié certaines opportunités locales qui auraient pu être mieux exploitées : Le poumon économique des quartiers concernés par le projet est le marché Duvalier, centre important du commerce de détail de la ville de Carrefour. Il accueille plus de 400 commerçants et génère un chiffre d’affaire de plusieurs milliers de dollars par jours. Ses besoins en services sont importants dans les domaines du stockage, du transport, des déchets. Il est localisé le long de la route nationale 2, très fréquentée et bordant les quartiers du projet. Cette localisation favorise également des activités importantes de services, notamment liés au transport. Enfin, l’achat d’un transformateur et la revente de l’électricité, permettant des revenus de rente est pratiqué par de nombreux habitants mais ne couvre pas encore tout le territoire. Ces leviers économiques importants, bien qu’en parti identifiés, n’ont que peu été intégrés dans la stratégie de renforcement économique du projet.

En revanche, l’expertise de CARE concernant les Associations Villageoise d’Epargne et de Crédit a été pleinement mobilisée sur ce projet, permettant de constituer un fort levier de financement d’initiatives des quartiers adapté aux cultures locales. Par ailleurs, les activités concernant l’horticulture urbaine et l’appui aux petits commerçants semblent également contribuer au renforcement économique et permettent de réduire les vulnérabilités des quartiers. Il est important de noter que de nombreuses personnes bénéficient de plusieurs activités du volet renforcement économique, consolidant ainsi leurs activités génératrices de revenus. Ainsi, les mêmes personnes sont associées AVEC, leur permettant de développer leurs activités de commerce de proximité ou de collecte de déchets. Nous n’avons pas pu identifier si ces combinaisons d’appuis étaient recherchées par les équipes projet mais nous constatons une forte efficience et un apport substantiel quant à la pérennité des actions de CARE dans ce domaine.

Le manque de données exploitables mesurant l’impact des activités du renforcement économique venant du endline survey limite cependant notre analyse quantitative sur les impacts. Ces données étaient brutes en avril 2016 et le logiciel PROMET qui doit les compiler ne permettait pas leur analyse.

**Ti-machann**

Ces activités se basent sur l’étude socioéconomique initiale et sur un diagnostic participatif structuré[[32]](#footnote-32). Elles concernent 108 personnes commerçantes des quartiers essentiellement des femmes pratiquants le commerce. Les formations en gestion financière et en gestion de stock ont été très appréciées par les bénéficiaires participant au focus groupe réalisé lors de l’évaluation finale. Le démarrage tardif en mai 2015 et des retards d’approvisionnement des intrants permettent la finalisation du soutien qu’en septembre 2015. D’après les discussions au cours de ce même focus groupe, la qualité et l’adaptation des intrants ne seraient pas satisfaisante. Par exemple les réchauds seraient déjà hors service. Par ailleurs, toujours selon les discussions lors de ce focus groupe, le coût alloué par bénéficiaire (environ 50 US$) ne représenterait pas la valeur des intrants fournis. La réduction des activités par rapport à ce qui avait été annoncé n’a pas été toujours bien comprise.

Il semble qu’un appui en cash (éventuellement conditionné) ou en coupons (voucher) aurait été préférable dans un contexte où les bénéficiaires ont été sélectionné et sont déjà engagé dans leurs activités économiques.

Nous n’avons pas d’éléments concernant l’augmentation des chiffres d’affaires et des bénéfices de ces populations cibles ni de dispositif de suivi.

Ces activités ont été pertinentes et les impacts semblent pérennes. Cependant, le choix de la modalité d’appui en matériel plutôt qu’en coupon ou en cash a pu limiter l’efficience de l’action.

Indicateur projet de référence :

* Au moins 50% des projets proposés dans l'analyse économique sont mis en place à la fin du projet.

**Ateliers de transformation de fruits**

L’activité de transformation de fruit concerne 20 femmes dans quatre ateliers répartis à raison d’un par quartier. Ces activités sont rattachées à l’indicateur de création d’activités économiques. Il n’est pas fait mention de ces ateliers dans l’étude socio-économique. Nous n’avons pas pu identifier d’étude de marché spécifique concernant ces ateliers.

L’activité a démarré en juin 2015 avec des difficultés pour trouver des bénéficiaires Suite à un renfort de communication et de sensibilisation l’équipe projet a sélectionné 20 femmes parmi 40 postulants. Des formations en gestion puis en techniques sont dispensées et le matériel de transformation est livré entre les mois d’août et d’octobre 2015. En novembre 2015 puis en décembre 2015, les femmes de l’atelier de Ti-sous puis de la Grenade se démobilisent. Une consultante est alors engagée afin d’accompagner les ateliers dans le démarrage de leurs activités.

Il semblerait que les produits finis soient trop onéreux comparativement au pouvoir d’achat de la population des quartiers. En avril 2016, Il était envisagé de distribuer ces produits dans les réseaux de grande distribution de Port aux Princes.

Nous n’avons pas d’éléments concernant les chiffres d’affaires et les bénéfices de ces ateliers mais il semble que les revenus tirés de ces productions ne soient pas encore significatifs.

A la date de la visite terrain de l’évaluation, il n’a pas été démontré la pertinence, l’efficience, l’impact ni la pérennité de ces ateliers.

Indicateur projet de référence :

* Au moins 50% des projets proposés dans l'analyse économique sont mis en place à la fin du projet.
* A la fin du projet, au moins 15 activités économiques ont été créées et apportent des revenus réguliers aux bénéficiaires.

**Gestion et recyclage des déchets**

Les études de faisabilité, de benchmarcking et des enquêtes terrain sont mise en œuvre durant six mois, de novembre 2013 à avril 2014. Les activités sont officiellement lancées en avril 2014 soit un an après de début du projet.

Après un processus de sélection et de formation des candidats, les quatre premières micros entreprises de la phase pilote voient le jour en octobre 2014. Les premiers résultats sont encourageants en termes de réponse de la clientèle avec 370 clients.

* En février 2015, un second appel à manifestation d’intérêt est lancé pour l’appui à la création de six nouvelles micros entreprises de gestion et recyclage des déchets.
* En mars, trois nouvelles micro entreprises sont créées. Au total se sont 7 micro entreprises de gestion et recyclage des déchets : 2 Tisous, 2 la grenade, 2 sapotille, 1 aztek
* En avril 2015, les premières difficultés apparaissent. Les 4 premières micro entreprises rencontrent certaines difficultés de qualité de service et ont perdu une partie de leurs abonnés, faute de pouvoir assurer un service de qualité.
* En juin 2015, un troisième appel débouchera sur la création de 2 micro entreprises supplémentaires portant le total à 9 structures (2 à Ti-Sous, 2 à Sapotille, 1 à Aztèk et 4 à la Grenade).

Un diagnostic concernant le fonctionnement de ces entreprises est réalisé en novembre 2015 qui débouchera sur la décision de lancer une mission d’appuis qui sera réalisé par Entrepreneur du Monde entre janvier et juillet 2016.

Suite à l’analyse des business plans, Entrepreneur du Monde conclu : « De ce plan d’affaires prévisionnel nous concluons que l’activité de collecte des déchets n’est pas rentable si elle constitue l’activité principale de l’entrepreneur. Selon les axes de développement identifiés, elle n’occupe qu’1/3 environ du temps du travail total de l’entrepreneur. Elle pourrait à juste titre être considérée comme étant le volet social d’une entreprise de transport. …En termes de trésorerie, l’entrepreneur n’est pas en mesure d’assumer son activité au cours de la première année. Il faut désormais réfléchir à des solutions de financement du BFR. » [[33]](#footnote-33)

Il est probable que la multiplication d’entreprises du même secteur, sur un territoire limité, a créé une concurrence abaissant la rentabilité de l’activité.

Les diagnostics initiaux ont été lancé tardivement et leur durée ont entrainé la création des premières micros entreprise pilotes 19 mois après le début du projet. La phase de formation et de soutien a été semble-t-il efficace. Cependant, la multiplication des entreprises et le marché restreint tant par la faible valorisation des déchets (compost, plastique, métal…) que par le faible pouvoir d’achat des clients impact fortement la pérennité des entreprises.

La pertinence des activités menées est impactée par la faible capacité du bassin de la clientèle des quartiers, ne permettant pas le développement d’autant d’initiatives. Des impacts environnementaux et sur les risques sont existant mais ils sont faibles sur le plan économique. L’efficience pour ces activités reste elle aussi relativement faible.

Indicateur projet de référence :

* À la fin du projet, au moins 6 micro entreprises ont été formées et équipées pour assurer la pré collecte des déchets ménagers des quartiers de la zone d'intervention.

**Horticulture urbaine**

Le projet d’horticulture urbaine est basé sur une étude de faisabilité réalisée de septembre à novembre 2013 ce qui est relativement tôt au regard des autres études concernant le renforcement économique. Cependant, les premières activités débutent en avril 2014 soit un an après de début du projet au bénéfice de familles mais également de professionnel ayant des parcelles suffisamment grandes pour vendre leur production. Il est à noter que quatre pépinières privées ont été créés, permettant la vente d’arbustes, notamment des fruitiers.

Les difficultés rencontrées lors du premier cycle agricole sont principalement liées au manque d’intérêts des bénéficiaires, à l’accès à l’eau d’arrosage et à la sécurisation des parcelles au regard des inondations et des glissements de terrain. 144 personnes dont 40 professionnels bénéficiaient du soutien de CARE constitué de formations, de conseils et de donations d’intrants en aout 2015[[34]](#footnote-34). Ce chiffre reste stable pour le deuxième cycle malgré quelques familles démotivées remplacées par de nouvelles (environ une quinzaine de familles). Par ailleurs, deux centres de ressources sont mis en place permettant un appui technique de proximité et la fourniture d’intrants à des tarifs préférentiels.

Les premières récoltes ont été réalisées entre février et avril 2015 sur 2 460 m² soit environ 19 m² en moyenne par bénéficiaire. Les plus petites surfaces étant de 3 m², les plus grandes (celles des professionnels) de 69 m². Il n’a pas été possible d’avoir des informations sur les rendements mais il semble que la majorité des non professionnels auto consomment leur production.

Pour la deuxième récolte, entre février et avril 2016, le taux de réussite, c’est dire la réalisation du cycle complet, est de 87 % pour les familles et de 77 % pour les professionnels.

Cette activité a réussi à couvrir deux cycles complets au cours du projet et permet aujourd’hui aux bénéficiaires d’avoir les éléments de mesure de leur coût d’opportunité. Ce dernier semble favorable à ce type d’activité mais malgré l’installation d’impluviums qui pourraient améliorer la situation, des solutions de renforcement de l’accès à l’eau d’arrosage doivent encore être développées.

Ces activités sont pertinentes, efficientes, avec des impacts modestes mais réguliers et devraient bénéficier d’une bonne pérennité.

Indicateur projet de référence :

* A la fin du projet, au moins 100 familles et 40 professionnels de l'horticulture sont appuyés dans la production horticole
* Au moins 80% des professionnels commercialisent les fruits et légumes produits et augmentent leurs revenus
* Au moins 50% des projets proposés dans l'analyse économique sont mis en place à la fin du projet.

**VSLA**

C’est l’activité du secteur développement économique qui semble avoir un impact le plus important. La stratégie, le processus et les promoteurs sont efficaces et jouissent d’un recul et d’une bonne expérience. Ne nécessitant pas de diagnostic préalable, ces activités ont été lancées dès le début du projet. Elles ont donc bénéficié de la dynamique initiale et de l’ensemble de la durée du projet, permettant ainsi l’augmentation progressive du nombre d’AVEC sur les deux premières années pour atteindre d’objectif en juin 2015. L’année restante permettant de consolider les groupes d’épargne.

Il est cependant important de noter que si l’indicateur de ce résultat précisait que 50 associations devaient se créer et fonctionner, la caractérisation précise du fonctionnement n’a pas été précisée. Actuellement seule une partie des 50 associations ont réalisé un cycle complet et ont les capacités complètes permettant leur autonomie.

Une partie des groupes est inquiète pour leur avenir sans l’appui des Agents Villageois après la fin du projet. De fait, ceux qui n’ont pas finalisé ou débuté un cycle d’épargne reste fragiles. Une partie non négligeable des AVEC n’ont donc pas tous les éléments de connaissance, de pratique et de structuration pour assurer au mieux leur pérennité.

En revanche, ces activités sont pertinentes, très efficientes et devraient produire d’importants impacts à moyens termes sur l’économie locale.

Indicateur projet de référence :

* A la fin du projet, au moins 50 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit ont été créées et fonctionnent.

**Questions Evaluatives (Résultat 4) :**

**Pertinence**

Dans quelles mesures les activités de développement économiques ont contribué à l’amélioration des conditions de vie des habitants de la communauté ?

Le volet développement économique a contribué à l’amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des activités. C’est particulièrement vrai pour les activités VSLA permettant aux participants d’entrer dans des démarches d’épargnes et de crédits et pour l’appui au petit commerce (Ti machann) donnant aux bénéficiaires les bases de gestion nécessaires ainsi qu’un soutien ponctuel en intrants.

Cependant, des leviers de développement économiques locaux importants comme le marché et la proximité avec un axe routier majeur (route national n°2) n’ont pas été exploités, ce qui en réduit la pertinence. Par ailleurs, la durée des activités d’appui économiques, sur une période moyenne d’un an et demi, n’est pas suffisantes pour impacter significativement les conditions de vie des habitants des quartiers. Les liens avec le volet travaux, mobilisant une part importante du budget, n’ont pas suffisamment été exploités pour appuyer les activités économiques de la zone.

Pour finir, sans les données du endline survey, il n’est pas possible de mesurer de manières objectives ces améliorations.

**Efficacité**

Est-ce que les activités et services prévus ont été livrés et reçus par tous les bénéficiaires ?

A part les activités de production et de vente des matériaux de constructions, prévues initialement ont été retirées suite à une analyse et à l’avenant n°1. Les activités et services liées au renforcement économique et prévus dans le projet amandé ont été livrés et reçus par les bénéficiaires. Certains indicateurs sont dépassés (A3 : 6 micro entreprises de collecte des déchets pour 9 crées, A5 : 15 activités économiques créées, pour 39 créées).

Est-ce que les résultats attendus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du projet et en quoi ?

Du fait de l’inertie évidente entre la mise en œuvre des activités et les impacts économiques produits il est encore trop tôt pour identifier l’ampleur des contributions concrètes à l’objectif spécifique du projet. Cependant, l’augmentation de l’épargne et le développement du commerce de proximité dans les quartiers sont perceptibles et contribuent bien au développement économique.

Est-ce que les stratégies pour achever les résultats ont été effectives et fonctionnelles ?

Des évaluations internes ex post ont été menées sur certaines activités contribuant prendre des dispositions pour renforcer les soutiens pour les micros entreprises (avec Entrepreneur du Monde) et pour les ateliers de transformation de fruits. Des dispositions devraient permettre de renforcer l’achèvement des résultats.

Comment les effets non-prévus ont-ils été gérés par les organisations et/ou les membres du consortium ?

Il est encore trop tôt pour identifier des effets économiques non prévus. Cependant, il est possible que la pénétration du trafic routier dans les quartiers, que ce soit pour le trafic interne ou pour des transits de véhicules venant du sud et cherchant à éviter les bouchons crées par le marché Duvalier, ait des effets important d’échange économique locaux de biens et de services. Ces potentiels effets n’ont, à notre connaissance, pas été envisagés.

**Efficience**

Est-ce que les ressources budgétaires ont été utilisées de manière efficace pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs ? Est-ce que le projet a atteint les résultats escomptés au cours du projet avec un ratio réalisation/coût correct ?

Au regard de la faible part du budget mobilisé pour le volet renforcement économique, les activités réalisées et les résultats obtenus sont très efficient. Cela est en partie dû à l’expertise préexistante de CARE dans les mécanismes locaux d’épargne et de crédit. Cependant, les importants efforts tant financiers qu’humains, mobilisés au profit des micros entreprises de gestion des déchets au regard des incertitudes de rentabilité et donc de pérennité est un risque qui peut réduire l’efficience générale du volet.

La qualité de la gestion au jour le jour, par exemple (i) la gestion budgétaire, (ii) la gestion du personnel, de l’information, etc., (iii) (iv) les rapports de l’institution avec les autorités locales, les bénéficiaires et autres donateurs ; (v) le respect des délais. Qualité du suivi : Y avait-il un suivi des activités ? Quel est son degré de précision et de flexibilité ? Comment a-t-il été utilisé ? Était-il en adéquation avec le niveau de référence ?

La gestion au jour le jour bénéficiait d’un cadre de monitoring structuré (ex. fiches suivi) s’appuyant sur un organigramme cohérent et du personnel qualifié. Le suivi des impacts du projet, devant être apporté par CORDAID via le logiciel PROMET a fait défaut. Cela a sans doute limité la capacité d’évaluation en continu du projet au niveau des équipes opérationnelles, leur permettant de réajuster plus tôt certaines stratégies d’action. Des enquêtes de satisfaction ont été mise en œuvre mais le mécanisme de prise des doléances n’a pas bien fonctionné malgré des efforts de la part de l’équipe projet. Concernant les délais, le démarrage tardif de certaines activités (soutien au petit commerce, ateliers de transformation), impactera l’efficience à moyen terme, les résultats obtenus étant fragiles et peu éprouvés sur la durée.

Est-ce que le projet a utilisé toutes les synergies et les stratégies de réduction de coûts possibles et a mis en place une coordination appropriée ?

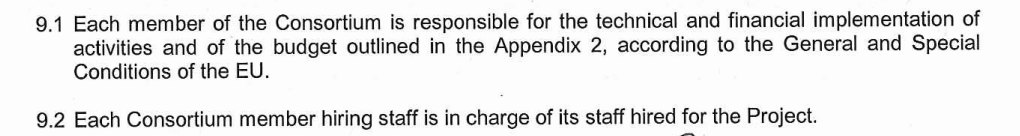
L’efficience aurait pu être améliorée en regroupant certaines formations génériques concernant le petit commerce et les ateliers de transformation. Cela aurait pu mettre plus en lien les producteurs et les potentiels distributeurs des produits. De même, ces formations auraient dû sans doute être ouvertes aux commerçants du marché Duvallier afin de renforcer ce pôle commercial et créer du lien entre les acteurs du secteur.

Dans quelle mesure le projet prend-il en compte les hypothèses et les risques ?

Les risques identifiés ne sont pas apparus et les hypothèses se sont révélées justes dans l’ensemble.

Est-ce que l’équilibre des responsabilités entre les différentes parties prenantes du projet était approprié ?

Toutes les activités de ce volet ont été construites, menées et suivi par CARE France. La mairie n’a pas été concernée de manière formelle par ce volet. Par ailleurs, dans le consortium initial comme dans son amendement du 4 février 2015 CARE Deutschland-Luxembourg devait être responsable de la mise en œuvre technique et financière de ce volet [[35]](#footnote-35). Le contrat de partenariat précisait :



Dans les faits, CARE Deutschland -Luxembourg n’est intervenu directement en aucune manière dans la mise en œuvre du volet renforcement économique dont il avait la responsabilité.

**Impacts**

Quels seront les effets multiplicateurs des différentes méthodologies élaborées et mises en œuvre ?

L’analyse des activités du volet développement économique permet d’identifier les potentiels effets multiplicateurs permettant d’amplifier les impacts des actions et d’en renforcer la pérennité. La probabilité que ces mécanismes se mettent en œuvre grâce notamment à la visibilité des bénéfices et la promotion faite par les acteurs se retrouve principalement au niveau des AVEC, de l’horticulture urbaine et du commerce de proximité.

Les AVEC jouissent actuellement d’une bonne réputation et d’un dispositif transparent. Les risques sont bien régulés et la promotion du mécanisme est soutenue par ses bénéficiaires grâce aux expériences réussies des premiers cycles d’épargne réalisés. Cela tend à rendre les AVEC attractifs et devrait voir d’autres bénéficiaires se manifester.

L’horticulture urbaine, malgré les difficultés d’accès à l’eau et de sécurisation des espaces devraient, après la deuxième récolte, trouver un nouveau souffle et entrer dans un cycle multiplicateur grâce aux bénéfices visibles de ceux qui la pratique.

Les formations dispensées aux petits commerçants, très bien perçues et apparemment assimilées devraient, sous forme de conseil et de mentoring bénéficier à tous ceux qui développent des activités de vente dans les quartiers.

Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué à des changements pertinents dans les conditions de vie du groupe cible ? Quelle a été la valeur ajoutée de la mobilisation sociale, des travaux d’infrastructures et des activités de développement économiques menées avec les bénéficiaires ?

Le projet et particulièrement de volet renforcement économique a contribué à faire évoluer, au sein des communautés défavorisées, les notions d’engagement sur la durée (de temps) et d’investissement individuel et collectif permettant d’obtenir des bénéfices visibles. Toutes les activités proposées nécessitaient des engagements importants des bénéficiaires sur plusieurs mois. Ces derniers étaient sélectionnés sur la base de leur motivation. Ces mesures ont permis de sécuriser la réussite des activités et produire des exemples à suivre pour d’autres personnes souhaitant s’engager dans des processus structurés de sortie de la pauvreté.

Dans quelles mesures les notions de genre et de vulnérabilité ont-elles été prises en compte par le projet ?

Les notions de genre et l’intégration des vulnérabilités et différences ont peu été intégré au volet renforcement économique. A part l’adaptions des horaires de formation afin de permettre aux femmes d’y participer et une certaine attention pour équilibrer les groupes entre hommes et femmes, les questions de vulnérabilité, d’accessibilité et de prise en compte de la différence n’ont pas vraiment été prise en compte.

**Viabilité & durabilité**

Faire une analyse des questions de viabilité – incluant la viabilité financière et économique – des activités proposées en particulier des AGR développées dans le cadre du projet.

La viabilité des différentes initiatives du projet concernant le renfoncement économique des quartiers est inégale. Cependant, il faut bien dissocier les initiatives ayant contribuées à créer des filières ou des AGR de celles ayant soutenues des activités économiques déjà existantes.

Il nous semble que les initiatives économiques qui bénéficient d’une grande viabilité sont naturellement celles qui ont aujourd’hui le plus d’impacts économiques perceptibles sur de nombreuse personnes (AVEC, petit commerce, horticulture urbaine). A contrario, celle étant les plus fragiles sont celle ayant des impacts économiques faibles et/ou sur un nombre restreint de personnes.

Quelle est la qualité des relations entre CARE Haïti et la communauté ?

D’après les visites, les rencontres et les interviews réalisées dans les quartiers, les relations entre CARE et la communauté sont franches et ouvertes. Les critiques d’une partie comme de l’autre sont verbalisées et entendues, permettant une régulation précoce des tensions potentielles. Malgré les difficultés engendrées par la baisse du budget, le niveau de confiance de la communauté envers CARE reste élevé.

**Recommandations spécifiques au résultat 4 : Le secteur économique des quartiers est renforcé par le développement d’initiatives locales.**

1. Mieux intégrer ces activités dans les autres activités du projet. Utiliser les activités d’infrastructures et de reconstruction pour soutenir le marché local et dynamiser l’économie.
2. Dans l’ensemble, développer des activités permettant de d’injecter du cash dans les quartiers au travers d’emplois, de services ou production localisé.
3. Mieux analyser les ressources et leviers économiques des quartiers afin de développer des activités plus adaptées.
4. Envisager de procéder à du cash transfert au lieu de donations en nature pour les porteurs d’activité économique.
5. Evaluer la pertinence et la faisabilité de certaines actions en étudiant des exemples dans d’autre projet avant de les lancer (atelier fruits).
6. Evaluer les capacités des marchés, construire les business plans et donner dès le départ des limites aux nombres d’initiatives économiques identiques promues.

**Aspects transversaux**

**Vulnérabilité**

La revue documentaire et les interviews réalisées au cours de la phase de collecte d’informations ne montrent pas qu’il y ait eu d’analyse de vulnérabilité ni dans la cadre de ce projet ni dans le cadre des projets des phases précédentes.

Une tentative très intéressante à été menée à l’initiative des cellules de gestion des risques pour faire un état des lieux des vulnérabilités (évaluation multicritères) sur les 4 quartiers. Malheureusement, les données collectées n’ont pas été compilées par CORDAID.

Dans le cadre de différentes activités, la sélection de bénéficiaires s’est faite sur une base floue. Aucun critère n’apparait clairement (ne sont pas documentés).

**Genre**

L’évaluation tend à mesurer la prise en compte des aspects de genre dans la définition et la mise en œuvre du projet (ce qui correspond à la dimension programmatique de la politique de prise en compte du genre de CARE international).

Les critères de référence de l’évaluation des aspects de genre sont les critères du IASC[[36]](#footnote-36). L’outil de notation du IASC est utilisé ci-après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Analyse des besoins**  **sensible au genre** | **Activités**  **sensible au genre** | **Résultats attendus**  **sensible au genre** | **Nombre de croix** | **Code Genre** |
| - | - | - | - | 0 |

**Note genre 0 : Aucun potentiel visible à contribuer à l’égalité des sexes.**

Les aspects de genre seront également mis en perspective à partir des critères programmatiques de CARE Haïti[[37]](#footnote-37). Cette politique définie des objectifs suivants :

**Implémentation directe :**

* **Bien comprendre les manifestations des relations de genre et concevoir le projet en conséquence**

Analyse des besoins spécifiques et intérêts stratégiques des femmes, hommes, filles et garçons. Cette dernière consiste à prendre en compte les différences en termes de statut, de rôles sociaux et d’intérêts entre les hommes et les femmes dans l’élaboration de l’intervention. Elle doit faciliter la compréhension des inégalités de genre, de leur manifestation dans le secteur et leurs impacts différenciés par sexe en vue de mieux cadrer l’intervention en définissant l’objectif d’égalité de genre du projet, les activités à mettre en œuvre, les indicateurs de mesure de rendement sur le genre et le budget nécessaire à leur réalisation.

* **Opérationnaliser les provisions de genre dans la mise en œuvre du projet/programme**
* **Suivre les effets du projet sur les relations de genre dans le contexte d’intervention**

Il est indispensable d’établir un système de suivi qui permet d’apprécier les résultats du projet par rapport à l’égalité de genre. Aussi, des indicateurs de mesure de rendement sur le genre et des indicateurs de mesure des effets de l’intervention sur les relations de genre doivent être systématiquement suivis. Ils doivent aussi être pris en compte dans la réalisation de la baseline et des targets clairs doivent être établis selon le même principe SMART des indicateurs.

* **Promouvoir l’autonomisation des femmes y compris l’engagement des hommes**
* **Documenter et mettre en œuvre les leçons apprises**

L’évaluation d’une intervention consiste à apprécier l’efficacité, l’efficience et l’effectivité de l’intervention. Cette évaluation doit permettre aussi de regarder la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de genre et d’avoir des recommandations qui permettent d’améliorer les prochaines actions en genre. Il faut aussi prévoir le niveau de satisfaction des hommes et des femmes et l’impact de l’intervention sur les relations genrées de façon plus générale.

Le document stratégique de CARE Haiti comporte une annexe « outil d’intégration genre dans les programmes/projets ».

La revue documentaire ne montre pas ou très peut d’information désagrégée par sexe. La description des activités ne mentionne pas d’approche spécifique intégrant les questions de genre. Nous notons par exemple que la dimension de genre n’est pas dans les termes de référence de la plateforme communautaire. Aucune donnée désagrégée par sexe ou par âge n’a été utilisé dans l’analyse socio-économique ce qui est une opportunité perdue sachant qu’une très large majorité des petits commerces sont gérés par des femmes.

La seule dimension qui a été prise en compte est en rapport avec la représentativité des femmes dans certaines activités comme par exemple les cellules de Gestion des Risques mais avec un résultat qui n’est pas probant puisqu’au total les cellules sont composées que de 20% de femmes.

Tableau 8 : désagrégation des cellules de gestion des risques par genre (Base de données cellules GCRRD).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Quartier | Homme | Femme | **TOTAL** | % de femme |
| Aztèk | 6 | 1 | **7** | 14,3% |
| Sapotille | 5 | 0 | **5** | 0,0% |
| La Grenade | 4 | 1 | **5** | 20,0% |
| Ti-sous 1 | 3 | 2 | **5** | 40,0% |
| Ti-sous 2 | 5 | 2 | **7** | 28,6% |
| **TOTAL** | **23** | **6** | **29** | **20,7%** |

Le projet Katye nou pi bèl prend très peu en compte les aspects liés au genre. Il ne semble pas qu’une analyse des besoins spécifiques ait été faite sur les quartiers du projet. L’évaluation de cet aspect est synthétisée dans le tableau 9, ci-dessous.

Tableau 9 : évaluation des aspects de genre en référence à la politique de CARE Haïti.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Comprendre les manifestations des relations de genre et concevoir le projet en conséquence** | **Opérationnaliser les provisions de genre dans la mise en œuvre du projet** | **Suivre les effets du projet sur les relations de genre** | **Promouvoir l’autonomisation des femmes** | **Documenter et mettre en œuvre les leçons apprises** |
| **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| * Pas d’étude disponible au niveau de CARE sur les aspects genre dans les quartiers d’intervention | * Pas d’action spécifique liée au genre * Tentative de représentativité équitable hommes/femmes dans les instances communautaires. Cette tentative n’a pas fonctionné. | * Aucun documents disponible | * A voir pour le résultat de développement économique | * Aucun documents disponible |

Source : Le Group’-ess, mai 2016.

**Suivi évaluation**

Les suivis-évaluations du projet devaient être réalisé selon 2 processus :

* 1 processus standard de suivi des indicateurs du cadre logique au sein de l’équipe de CARE ;
* 1 processus de suivi des impacts à travers un outil créé spécialement par CORDAID dans le cadre du projet, PROMET.

Nous notons 2 points critiques :

* PROMET n’a quasiment jamais fonctionné au niveau du projet et aucune donnée n’a pu être exploitée correctement (format de collecte complexe pour une exploitation manuelle ou l’intégration à un autre logiciel). Bien que ne voyant pas de résultat sur l’opérationnalisation de cet outil, aucune autre option n’à été recherché par les partenaires (CORDAID et CARE).
* CARE a recruté un officier M&E à partir du mois de mars 2014, soit 1 an après le début du projet et après la réalisation des principales enquêtes (baseline, évaluation socio-économique). La mise en place des outils basique de suivi des indicateurs a, selon cet officier, pris 6 mois.

Le suivi évaluation a consisté en 3 tâche majeurs, i) mettre à jour les indicateurs de résultats dans l’outil IPTT (indicators Progress Tracking Tool), réaliser des groupes de discussion avec les bénéficiaires des activités, iii) mettre en place et suivre le bureau de redevabilité (système de gestion des plaintes).

Il est intéressant de souligner la réalisation de groupe de discussion avec les bénéficiaires de chacune des activités du projet. Les compte-rendu apportent beaucoup d’informations qualitative qu’il est difficile de capturer au cours d’un projet.

Dans le cadre de la politique de redevabilité de CARE, un mécanisme de gestion des plaintes et de feedback a été mis en place et géré par l’officier de Suivi & évaluation.

**Objectifs du mécanisme de plaintes et de feedback**

Le présent document fournit aux employés de CARE un guide basique et méthodique sur le partage d’informations avec les communautés auxquelles ils apportent assistance soit par un travail de développement soit par une intervention humanitaire.

* Créer un espace pour la participation équitable et effective des populations et communautés concernées par les programmes
* Collecter des informations pertinentes pour fournir de meilleurs services aux populations ciblées

(…)

1. **Modèles / Moyens à utiliser** :
2. Boîte à idées (plaintes sollicitées / feedback sollicités)
3. Un bureau de plaintes (Hot desk)
4. Bureau de référencement (recevoir er recueillir des informations)
5. Une ligne d’assistance téléphonique gratuite
6. Des réunions périodiques de type « portes ouvertes » pour recueillir le feedback et enregistrer les plaintes éventuelles a la mise en place d’un comité chargé de l’engagement communautaire
7. Constitué des membres respectés de la communauté qui reçoivent des plaintes ou des préoccupations en notre nom et qui nous les communiquent.

**Conseils** - Exemples d’un système de traitement de plainte dans une communauté :

§ Un comité de plaintes local et sensible au genre qui est formé pour traiter des plaints de manière juste et efficace.

§ Des points focaux bien connus et de confiance tels des officiers de protection et des travailleurs de santé

§ Des lignes téléphoniques gratuites dans des lieux surs et accessibles à tous.

§ Des boîtes de suggestion / de plaints positionnées dans des lieux sûrs, confidentiels et accessibles.

Source : Mécanisme de Gestion du Feedback et des Plaintes, CARE Haïti, Draft, Janvier 2016.

Le mécanisme de gestion des plaintes et des feedbacks du projet Katye nou pi bel s’est mis en place autour d’un unique moyen de dépôt/collecte des plaintes, à travers d’une permanence hebdomadaire au sein des quartiers.

Cette solution est relativement limitée et ne garantie pas la confidentialité nécessaire à ce type de mécanisme pour qu’il fonctionne avec un maximum d’efficacité.

Le système a fonctionné entre décembre 2014 et février 2016. Sur cette période 130 doléances ont été enregistrées. Les principaux résultats sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 10 :principaux résultats du système de gestion des plaintes et des feedbacks.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sujet des plaintes** | **#** | **%** |  | **Quartiers** | **#** | **%** |
| Développement économique | 23 | 17,7% |  | Aztèk | 11 | 8,5% |
| Route | 72 | 55,4% |  | La Grenade | 19 | 14,6% |
| Kiosques | 5 | 3,8% |  | Sapotille | 49 | 37,7% |
| corridors | 8 | 6,2% |  | Ti-sous | 51 | 39,2% |
| Ravine | 2 | 1,5% |  |  |  |  |
| Gestion des déchets | 2 | 1,5% |  |  |  |  |
| Ti Projets | 2 | 1,5% |  |  |  |  |
| Autres | 16 | 12,3% |  |  |  |  |
| **Total** | **130** |  |  | **Total** | **130** |  |

Source : Le Group’-ess, d’après base de données mécanisme de redevabilité.

Il est positif que ce système ait été mis en place.

En revanche, il est regrettable qu’un seul canal de communication ait été choisi car i) il limite la confidentialité pour des sujets pouvant être sensibles et 2) limite la portée du système aux seules activités du projet. D’autre part, il n’existe pas de note d’analyse régulière du mécanisme et d’explication du contenue des doléances.

Nous ne disposons pas d’informations claire permettant de comprendre les raisons du canal unique de communication. La stratégie de CARE de janvier 2016 ne pose à priori pas de limite particulière et l’installation de boites à suggestion et de registres auprès de membres de la communauté (autorités morales par ex.) auraient offert plus d’opportunités permettant à la population de s’exprimer.

**Coordination**

Il est difficile d’analyser cet aspect en détail dans la mesure ou la rencontre des partenaires du projet a été limitée. Nous n’avons pas pu rencontrer le personnel de CORDAID et une seule rencontre a pu se tenir avec une personne ayant travaillé pour FAU.

A partir des différentes discussions et à partir de la revue documentaire, les points suivants se dégagent :

* La coordination a été un point faible du partenariat ;
* Les partenaires sont intervenus plus comme des prestataires de service que comme des partenaires (impression exprimée par FAU) ;
* L’absence de réunion de coordination conjointe avec des prises de décisions documentées tend à appuyer cette impression.
* Le rôle des steering committee (concernant les sièges des organisations) n’a pas été clarifié (comme cela a été sollicité par le management du projet) ne permettant pas d’apporter une structure au partenariat.
* Les engagements, rôles, activités et valeurs ajoutées de CARE Deutschland –Luxembourg et CARE Netherlands sont inexistants.

**Recommandations transversales**

1. Une véritable analyse des vulnérabilités aurait été une valeur ajoutée pour le projet et aurait permis la sélection des bénéficiaires des activités sur la base de critères précis et transparents
2. Intégrer les aspects de genre et d’âge dans le mode opératoire du projet aux différentes phases d’un projet (diagnostic, conception, mise en œuvre, suivi et évaluation) permettra une meilleur connaissance et compréhension des quartiers et de ses dynamiques et permettra de cibler de manière plus fine les bénéficiaires de potentiels futures activités.
3. Le dispositif de suivi-évaluation et de mesure des impacts doit être mis en place dès le démarrage du projet et doit contribuer à la mise en place des enquêtes de démarrage, à la définition des outils et méthodes de collectes des informations qualitatives et quantitatives ; par ailleurs, il est important de s’assurer très tôt que le dispositif est fonctionnel et exploitable.
4. Il est important qu’un système de gestion des plaintes et des feedbacks comporte plusieurs canaux de communication et que plusieurs d’entre eux permette une confidentialité des informations et de l’identité de la personne en cas de sujet sensible.
5. La coordination du consortium doit être plus lisible. Les partenaires devraient être investis sur les termes de référence plus clairs et sur la durée du projet. Il est dommageable de prendre des partenaires « administratif » n’ayant comme intérêt uniquement l’adjonction de leurs noms au consortium, n’apportant aucune valeur ajoutée bien que récipiendaire de frais administratifs.

**Recommandations générales**

1. Il est important d’anticiper le plus possible le démarrage des activités produisant des impacts moyens et long terme. Sur ce projet de trois ans, certaines activités, notamment concernant le renforcement économique ont été mise en œuvre la dernière année, ne laissant pas suffisamment de recul pour de pouvoir apporter des correctifs et assurer la pérennité.
2. Certains résultats n’ont bénéficié que de très peu de moyens. C’est le cas pour la gestion des risques et désastre et pour certaines activités économiques et de gouvernance. Il est important de conditionner la réalisation des activités au budget disponible et d’éventuellement prendre les décisions de pas réaliser ces activités en réduisant les résultats.
3. Le renforcement économique est un axe important dans le programme PARAQ. Les retombées économiques directes des travaux d’aménagement (environ 3 millions d’euros) sur les quartiers sont faibles. Le projet aurait dû renforcer et mieux monitorer les dispositions prises pour garantir l’injection de cash dans les quartiers que permettait le volet aménagement urbain.
4. Les stratégies de sortie ne sont pas suffisamment structurées. Elles n’ont pas d’apport substantiel sur la pérennité des actions du projet.

**Conclusion**

Le Projet Katye nou pi bèl, fortement touché par la baisse du taux de change, c’est recentré en cours d’exécution sur des activités d’aménagement urbain en réduisant son impact initialement prévu sur le relogement des populations et le renforcement économique des quartiers. Les activités de gouvernance et de gestion ont été maintenues quasiment au niveau initialement prévu et les activités de réduction des désastres ont vu leur budget augmenter. Ayant fait l’objet de plusieurs avenant, le projet reste est en phase avec les lignes directrices du Programme PARAQ.

L’activité principale qui consistait en la création (le percement) d’un axe de circulation majeur au sein des quartiers reste une réalisation importante dont la mise en œuvre a été conduite de manière concertée et coordonnée tant avec les communautés qu’avec les autorités locales et nationales.

L’action de CARE et de ses partenaires représente un investissement très important dans la commune de Carrefour [[38]](#footnote-38), il a donc suscité d’importantes attentes de la part des bénéficiaires directs et indirects dès son origine. Les enjeux électoraux municipaux, s’ils ont été bénéfiques aux activités en début de projet, représente actuellement des risques qui renforce la fragilité de certaines initiatives.

Les équipes projet ont su mener les activités en partenariat avec les communautés et leurs représentants, en partageant clairement avec elles les nombreuses problématiques qui sont apparues, en les responsabilisant dans les choix parfois difficiles à faire et en étant soucieux des risques hégémoniques quelles avaient.

**Des impacts visibles et durables du projet**

La création de la route, des corridors, des espaces publics sont les éléments forts du projet. Ils structurent durablement les quartiers et ont des impacts positifs qui perdureront dans les années à venir. Le processus participatif qui a mené leur création est un point fort pouvant participant à leur pérennité. Les points d’eau et les impluviums sont plus questionnables quant à leurs impacts.

**Une approche intégrée participative à pondérer**

L’approche intégrée participative, annoncée dans la proposition de projet est à pondérer. En effet, si la démarche participative est exemplaire, s’appuyant sur des relais locaux et les autorités, utilisant les vecteurs communautaires structurés, et conservant une constance au cours du projet, l’approche intégrée n’est pas entièrement satisfaisante. Le volet renforcement économique n’a pas suffisamment bénéficié des fonds importants mobilisés pour stimuler l’activité des quartiers, notamment ceux des travaux d’aménagement. Par ailleurs, une transversalité plus importante aurait permis de mieux exploiter les dynamiques de certaines activités pour en soutenir d’autres. Les besoins en termes, d’accès à l’énergie et de sécurité ont peu ou pas été pris en compte dans le projet.

**Un projet qui a su s’adapter et qui conserve sa pertinence**

Dans un contexte économique défavorable et des enjeux électoraux locaux fort, le projet su évoluer et s’adapter afin de conserver ses principaux atouts assurant sa pertinence. En outre, il conserve également sa cohérence sur la majeure partie de ses activités.

**La pérennité de la Plateforme Communautaire en question**

Si les réseaux communautaires (en partie existants avant le projet mais structurés grâce à son appui), premier niveau de coordination de la société civile de chaque quartier, sont renforcés, la structure de coordination et de gouvernance inter quartier ne présente pas toutes les composantes pouvant garantir sa pérennité. Ses fragilités tant structurelles que politique et organisationnelles pèseront fortement sur sa pérennité.

**La valeur ajoutée des activités de gestion des risques et désastres en question.**

Ces activités ne faisaient pas parties des lignes directrices du programme PARAQ, pourtant, et malgré une incohérence avec les stratégies nationales, elles ont été développées et soutenues en augmentant substantiellement leur budget. Les se terminent sans avoir construites de bases pérennes et laissent des frustrations tant pour les membres de la communauté engagés dans les comités que pour les équipes projets.

**Annexes**

Annexe 1 : Méthodologie de l’évaluation (proposition technique, Le Group’-ess, mars 2016).

* **L’évaluation :**

Les objectifs de l’évaluation finale sont :

* + D’apprécier la mise en œuvre des activités en termes de résultats qualitatifs et quantitatifs.
  + D’analyser le partenariat avec les bailleurs de fonds et la capacité institutionnelle des membres du consortium.
  + D’analyser le partenariat développé avec les acteurs publics (Mairie, ASEC, CASEC, MTPTC, etc.) et le niveau de participation et d’appropriation de la communauté du schéma d’aménagement, de gestion des risques et désastres et des infrastructures.
  + D’analyser la viabilité des infrastructures réalisées sur le terrain et des services fournis aux bénéficiaires par le projet.
  + D’apprécier la valeur ajoutée des activités économiques (AVEC, microentreprises de gestion de déchets, horticulture urbaine, etc.) dans l’amélioration des conditions de vie des bénéficiaires.

L’évaluation sera soumise aux critères standards de l’OCDE-DAC utilisés par l’Union Européenne (pertinence, efficacité, efficience, impacts et viabilité/durabilité) et prendra en compte les objectifs, les résultats et les indicateurs mentionnés dans le cadre logique du projet. Elle examinera les standards et la qualité des biens et des services produits par ce projet, selon l’opinion des bénéficiaires, des équipes techniques et de gestion de CARE et partenaires du consortium ainsi d’autres personnes ressources (autorités partenaires…).

Elle s’inscrira dans une démarche évaluative à la fois qualitative et quantitative complémentaire aux données et aux ressources documentaires notamment quantitatives existantes produites par CARE et ses partenaires de mise en œuvre. L’évaluation devra contribuer à la capitalisation et à l’apprentissage des équipes du projet de CARE, de ses partenaires de mise en œuvre et éventuellement des autorités partenaires.

**Note méthodologique**

* **Introduction**

Le Group’ (<http://legroup-ess.org/>) est une association loi 1901 réunissant une trentaine de consultants indépendants du secteur solidaire aux compétences et expériences variées. Tous sont des praticiens expérimentés du secteur de la solidarité nationale et internationale, des contextes d’urgence ou de développement. Ils mettent aujourd’hui leurs expériences et compétences au service des organisations pour des expertises telles que des diagnostics, évaluations, études d’impact, accompagnements d’équipes, formations…

Pour cette mission et vu l’importance du projet, de par le nombre partenaires, le nombre de bénéficiaires, sa couverture géographique et son caractère pluridisciplinaire, nous proposons une approche permettant l’élargissement la base des compétences évaluatives et un renforcement de la capacité d’analyse. Ainsi, deux profils complémentaires d’évaluateurs indépendants seront mobilisés sur le terrain. Leurs compétences et leurs expériences couvrent autant les domaines de l’évaluation que ceux de la conception et la coordination de projets d’urgence, de relèvement et de développement, de la réduction et la gestion des risques, de la construction, de l’eau l’hygiène et l’assainissement, de la socio économie, des AGR et du partenariat opérationnel et institutionnel.

Frédéric Meunier a réalisé plusieurs missions d’évaluation dans le pays et plus spécifiquement sur la zone de Port au Prince ces dernières années. Référent technique pour les programmes de réduction des risques des désastres pour Handicap International, il a également réalisé des études socioéconomiques pour ACF.

Régis Cabal a travaillé à plusieurs reprises en Haïti et sur des programmes de relèvement, d’appui institutionnel (DINEPA, Protection civile, MSPP) et de réponse d’urgence. Il était notamment présent lors du séisme de 2010, lui permettant de connaître la dynamique de reconstruction du pays. Il a des notions de Créole haïtien.

En fonction de leurs champs d’expertises respectif, les thématiques d’intervention seront affectées à l’un ou à l’autre sous la coordination du « team leader », référent de la mission que ce soit sur le terrain comme pour les livrables.

Par ailleurs, les consultants bénéficieront de l‘appui du réseau d’indépendant du Group’ rassemblant de nombreuses compétences complémentaires spécifiques pouvant être nécessaires comme, la santé, le genre, la collecte et le traitement de données, les SIG, ….

* **Approche méthodologique :**

Au-delà des analyses et des appréciations du projet que la mission d’évaluation finale doit apporter, nous souhaitons également que celle-ci participe au renforcement de la compréhension des acteurs du projet, consolidant leur expérience. Aussi, nous proposons une approche la plus pédagogique et participative possible avec les équipes en intégrant des temps d’échanges, d’analyses et de synthèses.

Des restitutions à chaud, uniquement entre les équipes opérationnelles sont proposées avant la rédaction du rapport provisoire afin d’affiner les recommandations par secteurs.

Par ailleurs, une note de tendance à destination du donneur d’ordre sera rédigée en milieu de mission de collecte de données sur la base des premiers retours des enquêtes et entretiens. Cette note doit permettre de partager les tendances des résultats provisoires et permettre de réorienter la méthodologie si besoin.

Plus spécifiquement, l’évaluation s’attachera à apprécier les aspects suivants :

1. Analyser la conception du projet, en étudiant le document de projet en lui-même, la cohérence et la pertinence des objectifs, des résultats, des activités et de la stratégie de mise en œuvre proposés ;
2. Analyser le niveau de réalisation des objectifs et des résultats escomptés. Cette évaluation analysera les activités mises en œuvre et celles qui n’ont pas pu être mises en œuvre, les raisons des succès et/ou des échecs et leur contribution à l’atteinte des résultats. Elle analysera également le système de suivi évaluation mis en place par le projet (collecte des données, indicateurs de performance définis et reporting) ;
3. Analyser les forces et les faiblesses dans la mise en œuvre du projet et réaliser en particulier une analyse fine du contexte, des modalités de mise en œuvre des activités et des contraintes ;
4. Analyser la gouvernance du projet, ainsi que les points forts et faibles du montage institutionnel ;
5. Analyser l’approche genre mise en œuvre sur le projet, les points forts et les points faibles ;
6. Apprécier les changements espérés et les impacts du projet et évaluer le niveau d’atteinte des impacts prévus ;
7. Analyser la pérennisation / durabilité des résultats atteints ;
8. Analyser la stratégie de communication envers la communauté et le niveau de participation communautaire – via la Plateforme communautaire et les réseaux d’organisations – dans les décisions stratégiques ;
9. Vérifier si les recommandations faites lors de l’évaluation à mi-parcours ont été prises en compte et/ou mises en œuvre ;

Pour se faire, un certain nombre de questions complémentaires sont proposé à celles mentionnées par CARE dans les Termes de Référence et sont présentées dans la matrice de l’évaluation en annexe. Elles seront proposées lors de la réunion de cadrage. D’autres aspects pourront également être ajoutés en accord avec l’équipe de pilotage de cette évaluation.

Aspects transversaux :

Pour les questions de genre, l’évaluation s’appuiera à minima sur les marqueurs de genre DAC/OCDE. L’approche du IASC plus complète pourra être utilisé en accord avec les représentants de CARE Haïti.

* **Revue documentaire et préparation**

La préparation de la mission permettra de réaliser une réunion de cadrage à distance, de finaliser et valider la matrice d’évaluation, les trames de d’entretien, le planning des rendez-vous, la logistique, les méthodologies proposées et les documents de références avec le donneur d’ordre. De plus, il sera élaboré une ligne de vie du projet, représentant dans le temps les grandes phases et les évènements majeurs. La consultance proposera alors un protocole finalisé intégrant les éléments retenus.

La revue documentaire sera effectuée sur la base des informations mises à disposition par les représentants de CARE et des partenaires du consortium qui devront notamment inclure (liste non exhaustive) :

* Documents d’évaluation et diagnostics produits dans le cadre des programmes de réponse d’urgence et de reconstruction sur les zones concernées par CARE et ses partenaires (ONG, institutions…).
* Documents stratégiques de CARE en Haïti.
* Documents normatifs (standards techniques, standards qualité) utilisés par les partenaires dans le cadre du projet pour les différentes composantes.
* Document de projet (proposal, …) et documents annexes (budget, chronogramme, …).
* Bases de données et document de Suivi & Evaluation, études spécifiques (genre, protection) rapports internes et externes.
* Compte rendu des travaux participatifs.
* Diagnostic urbains et étude d’identification des risques, études de faisabilité, …
* Documents de formation produits dans le cadre du projet ou de projet précédents.
* Analyse coût résultat pour chacune des composantes du projet.
* Documents cadre nationaux (cadre réglementaire, guide techniques …).
* Les rapports mensuels (narratifs), semestriel et annuel (narratifs et financiers) envoyés aux partenaires et à la DUE ;
* Les rapports de *field visit* des différents partenaires ;
* Les comptes rendus du *Steering Committee ;*
* Les correspondances entre les différentes parties prenantes (CARE Haïti, CARE européens, CORDAID, FAU, la Mairie de Carrefour et la DUE) ;
* Les documents liés à la *baseline survey* et aux enquêtes d’impact ;
* Le schéma d’aménagement ;
* Les documents de capitalisation ;
* L’évaluation intermédiaire du projet ;

**Livrable :** Le protocole de l’évaluation finale.

* **Mission terrain**

En accord avec le protocole d’évaluation, le travail sera réparti de manière sectorielle en fonction des résultats attendu du projet et des compétences de chacun des deux membres de l’équipe d’évaluation. Pour les aspects liés à la stratégie et aux domaines transversaux certaines rencontres seront menées conjointement. La mission terrain sera orientée vers la rencontre des acteurs et parties prenante du projet à travers des interviews et des groupes de discussion, notamment avec les communautés bénéficiaires du projet et les autorités locales.

La mission terrain inclura la conférence de capitalisation prévue les 6 et 7 avril 2016.

Au cours de cette phase, des points réguliers seront réalisés auprès du donneur d’ordre par les consultants.

Le résultat 1 sera analysé de manière conjointe par les évaluateurs ;

Les résultats 2 et 3 seront analysés par Régis Cabal.

Frédéric Meunier (Team Leader) sera en charge du résultat 4 ainsi que de la coordination de l’évaluation.

En fonction du protocole de l’évaluation, des ateliers d’analyse SWOT des résultats du projet et d’analyse des problèmes seront proposés par groupe d’acteurs. L’objectif sera de développer les compréhensions communes des forces et faiblesses de chaque résultat mais également d’approfondir la connaissance de l’évolution du contexte depuis la phase de diagnostic.

Une note de tendance sera produite à destination du donneur d’ordre et éventuellement des représentants des organisations partenaires du consortium afin de les informer des premiers éléments d’analyses.

**Livrables :** une note de tendance, les minutes des entretiens et les comptes rendu des ateliers.

* **Présentation des résultats préliminaires**

Il sera organisé une restitution préliminaire permettant de confronter l’analyse de la consultance avec les acteurs du projet afin de finaliser la concertation et des fixer les grandes lignes de l’évaluation. Une présentation sous format numérique projetable sera proposée. Cette étape sera le point central de la construction du rapport préliminaire.

**Livrable :** Le rapport provisoire

* **Rapport final**

Le rapport final de l’évaluation finale sera rédigé en intégrant les retours fournis par le donneur d’ordre et toutes les annexes. Il sera envoyé pour relecture finale avant diffusion aux membres du consortium par e-mail.

**Livrable :** Le rapport final et ses annexes

* **Profils et CV des intervenants :**

- **Frédéric MEUNIER**. Frédéric est engagé depuis plus de 15 ans dans le secteur de la solidarité internationale après une carrière de management de projets d’investissements pour le groupe Vivendi pendant plus de dix ans.

Frédéric à assurer des fonctions opérationnelles et managériales pour les ONG sur le terrain et le siège, sur des thématiques d’urgence et de reconstruction lui permettant d’avoir un regard transversal mais également technique. Il a également des compétences et des expériences dans

Ses domaines de compétences et ses expériences portent principalement sur le management de programmes et de projets nationaux et internationaux (post urgence, reconstruction, moyens d’existences / AGR, relèvement économique), la formation professionnelle et universitaire ainsi que l’expertise, l’évaluation, les études d’impact et l’accompagnement de structures, de dispositifs et de programmes/projets.

Consultant indépendant depuis plus de dix ans, il collabore régulièrement avec des associations de solidarité internationale françaises et européennes, l’Union Européenne, des fondations, des universités, écoles et instituts de recherche et de formation. Dans ce cadre il réalise de nombreuses enquêtes et diagnostic en France comme à l’étranger. Il est responsable du secteur Solidarité Internationale du Group’ et sera responsable de la mission d’évaluation finale.

- **Régis CABAL.** Ingénieur en hydrologie, Régis a travaillé plus de 5 ans comme ingénieur puis directeur général d’un organisme intercommunal en charge de la planification urbaine, de la gestion de l’environnement et de la gestion des risques naturels (gestion des bassins versant). Il est engagé à plein temps auprès des ONG internationales depuis 8 ans avec lesquelles il a réalisé plus de 20 missions (dont 2 en Haïti) notamment comme personnel support aux missions. Dans ce cadre, il a réalisé de nombreuses évaluation et audites techniques et a collaboré avec de nombreuses ONG internationales et nationales et de nombreux bailleurs de fonds internationaux.

Ses domaines de compétences portent sur le management de programmes, l’analyse contextuelle, la gestion des risques naturels, la planification urbaine et enfin l’eau, l’assainissement et l’hygiène (WASH). En outre Régis a développé des compétences en formation pour adultes dans ses domaines d’expertises.

Annexe 2 : Matrice d’évaluation (Le Group’-ess, mars 2016).

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Questions évaluatives** | **Données** | | **sources** |  |  |  | **Méthodes et outils** | | | | |
| Questions des TdR  Proposition de questions complémentaires | **Quantitatif** | **Qualitatif** | **1=Société Civile**  **2=Acteurs Publics**  **3=Equipes projet (consortium)**  **4=Partenaire Technique et Financier** | | | | **Interview** | **Groupes de**  **discussion** | **transect** | **photos** | **Revue**  **documentaire** |
| **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Pertinence** | 1. Dans quelles mesures la mise en œuvre du schéma d’aménagement a pris en compte les aspirations de la communauté et des autorités locales ? | X | X | X | X |  | X | X | X |  |  | X |
| Quel a été le cadre de consultation des populations et des autorités locales pour le diagnostique et pour la conception/validation du schéma d'aménagement? |  | X | X | X |  |  | X | X |  |  |  |
| Les bénéficiaires (directs et indirects) ont-ils le sentiment que le projet a répondu de manière adéquate à leurs problématiques et préoccupations? |  | X | X | X |  |  | X | X |  |  | X |
| 2. Dans quelles mesures les quartiers sont résilients par rapport aux risques et désastres tenant compte de la mise en place des équipes d'opération et de secours? | X | X | X | X |  |  | X | X | X | X |  |
| 3. Dans quelles mesures le volet Gouvernance, les travaux d’infrastructures et les activités de développement économiques ont contribué à l’amélioration des conditions de vie des habitants de la communauté ? | X | X | X | X |  |  | X | X | X | X | X |
| Dans quelle mesure les différents volets (gouvernance, travaux, développement économique) du projets sont-ils intégrés les uns aux autres? |  | X | X | X | X | X | X | X |  |  | X |
| 4. Quelle est la valeur ajoutée de la dimension participative (mise en place de la plateforme communautaire) et partenariale (relation avec les acteurs publics) du projet ? | X | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |
| Dans quelle mesure l'articulation des différentes instances à permis de maximiser cette valeur ajouté? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  |  |
| 5. Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué au renforcement des capacités des institutions locales ? |  | X | X | X |  |  | X | X |  |  | X |
| Dans quelle mesure le ciblage des niveaux décisionnels est il pertinent pour garantir la complémentarité des différents niveaux consultatifs et décisionnels? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Questions évaluatives** | **Données** | | **sources** | | | | **Méthodes et outils** | | | | |
| Questions des TdR  Proposition de questions complémentaires | **Quantitatif** | **Qualitatif** | **1=Société Civile**  **2=Acteurs Publics**  **3=Equipes projet (consortium)**  **4=Partenaire Technique et Financier** | | | | **Interview** | **Groupes de**  **discussion** | **transect** | **photos** | **Revue**  **documentaire** |
| **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Efficacité** | 6. Est-ce que les activités et services prévus ont été livrés et reçus par tous les bénéficiaires ? | X |  | X | X | X |  | X | X | X | X | X |
| 7. Est-ce que les résultats attendus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du projet et en quoi ? | X | X |  | X | X | X | X | X | X |  | X |
| 8. Est-ce que les stratégies pour achever les résultats ont été effectives et fonctionnelles ? |  | X |  | X | X | X | X | X |  |  | X |
| 9. Comment les résultats non prévus ont pu affecter les activités ? | X | X | X | X | X |  | X | X | X | X | X |
| Comment les effets non-prévus ont-ils été gérés par les organisations et/ou les membres du consortium? |  | X |  |  | X |  | X | X |  |  | X |
| 10. Est-ce que les insuffisances à ce niveau étaient dues à la non-prise en compte de problèmes tels que les blocages institutionnels au cours de la mise en œuvre du projet ? |  | X |  | X | X |  | X | X | X | X | X |
| Quelles ont été les causes des effets non attendus? |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Dans quelle mesure cela a-t-il affecté les résultats attendus ? Les objectifs du projet? | X | X |  | X | X |  | X | X | X |  | X |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Questions évaluatives** | **Données** | | | **sources** | | | | | | | | **Méthodes et outils** | | | | | | | | | |
| Questions des TdR  Proposition de questions complémentaires | **Quantitatif** | **Qualitatif** | | **1=Société Civile**  **2=Acteurs Publics**  **3=Equipes projet (consortium)**  **4=Partenaire Technique et Financier** | | | | | | | | **Interview** | | **Groupes de**  **discussion** | | **transect** | **photos** | | **Revue**  **documentaire** | | |
| **1** | | **2** | | **3** | | **4** | |
| **Efficience** | 11. Dans quelles mesures les activités sont cohérentes avec les objectifs généraux et spécifiques du projet ? |  | X | |  | |  | | X | | X | | X | | X | |  |  | | X | | |
| 12. Est-ce que les ressources budgétaires ont été utilisé de manière efficace pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs? | X | X | |  | | X | | X | |  | | X | | X | | X |  | | X | | |
| 13. Est-ce que le coût des infrastructures correspond à leur qualité ? | X | X | |  | | X | | X | | X | | X | |  | | X | X | | X | | |
| 14. La qualité de la gestion au jour le jour, par exemple (i) la gestion budgétaire, (ii) la gestion du personnel, de l’information, etc., (iii) si la gestion des risques était adéquate, (c’est-à-dire s’il a été fait preuve de flexibilité en réponse aux changements de circonstances et de contexte), (iv) les rapports de l’institution avec les autorités locales, les bénéficiaires et autres donateurs ; (v) le respect des délais | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Existe-t-il des procédures et outils de gestion de projet au sein de l'organisation ? Sont ils compris est utilisés par tous ? Les équipes du projet étaient-elles suffisamment sensibilisés aux objectifs et activités du projet et suffisamment formés à l'utilisation des procédures et outils existants? |  | X |  | |  | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| Dans quelle mesure les procédures et outils de gestion du projet ont contribué à la qualité du projet? |  | X |  | |  | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| Existe-t-il un plan de contingence au niveau organisationnel ? Est-il adapté et opérationnel pour permettre une gestion des risques identifies au niveau du projet? |  | X |  | |  | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 15. Est-ce que le projet a atteint les résultats escomptés au cours du projet avec un ratio réalisation/coût correct? | X | X |  | | X | | X | |  | | X | |  | |  | | |  | | X |
| 16. Est-ce que le projet a utilisé toutes les synergies et les stratégies de réduction de coûts possibles et a mis en place une coordination appropriée? |  | X |  | | X | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 17. Qualité du suivi : Y avait-il un suivi des activités ? Quel est son degré de précision et de flexibilité ? Comment a-t-il été utilisé ? Était-il en adéquation avec le niveau de référence? | X | X |  | |  | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| Dans quelle mesure ce système a-t-il été une plu value pour la conduite du projet? | X | X |  | |  | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 18. Dans quelle mesure le projet prend-il en compte les hypothèses et les risques ? |  | X |  | | X | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 19. Est-ce que l’équilibre des responsabilités entre les différentes parties prenantes du projet était approprié ? |  | X |  | | X | | X | | X | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 20. Quelles mesures d’accompagnement ont été prises par les partenaires, et avec quelles conséquences ? |  | X |  | | X | | X | |  | | X | | X | |  | | |  | | X |
| 21. Dans quelle mesure le projet contribue-t-il au renforcement des capacités des acteurs locaux, institutionnels et communautaires ? | X | X |  | | X | | X | | X | | X | | X | |  | | |  | | X |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Questions évaluatives** | **Données** | | **sources** |  |  |  | **Méthodes et outils** | | | | |
| Questions des TdR  Proposition de questions complémentaires | **Quantitatif** | **Qualitatif** | **1=Société Civile 2=Acteurs Publics 3=Equipes projet (consortium) 4=Partenaire Technique et Financier** | | | | **Interview** | **Groupes de**  **discussion** | **transect** | **photos** | **Revue**  **documentaire** |
| **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Impacts** | 22. Dans quelles mesures les objectifs du projet ont-ils été atteints et avec quel impact ? | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 23. Dans quelles mesures le projet a-t-il contribué à des changements pertinents dans les conditions de vie du groupe cible ? | X | X | X |  | X |  | X | X | X | X |  |
| 24. Quelle a été la valeur ajoutée de la mobilisation sociale, des travaux d’infrastructures et des activités de développement économiques menées avec les bénéficiaires ? |  | X | X | X | X |  | X | X | X | X |  |
| 25. Quels seront les effets multiplicateurs des différentes méthodologies élaborées et mises en œuvre ? |  | X |  | X | X |  | X | X |  |  | X |
| 26. Dans quelles mesures, les imprévus ont-ils eu une influence sur les objectifs et les impacts du projet ? | X | X |  | X | X |  | X | X |  | X | X |
| 27. Dans quelles mesures les notions de genre et de vulnérabilité ont-elles été prises en compte par le projet ? |  | X |  | X | X | X | X | X | X |  | X |
| Y a-t-il eu une analyse des vulnérabilités et des problématiques de genre en début de projet ? Quelle en a été la valeur ajouté pour la conception et la conduite du projet? | X | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |

|  | **Questions évaluatives** | **Données** | | **sources** | | | | **Méthodes et outils** | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Questions des TdR  Proposition de questions complémentaires | **Quantitatif** | **Qualitatif** | **1=Société Civile**  **2=Acteurs Publics**  **3=Equipes projet (consortium)**  **4=Partenaire Technique et Financier** | | | | **Interview** | **Groupes de**  **discussion** | **transect** | **photos** | **Revue**  **documentaire** |
| **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Viabilité**  **(Durabilité,**  **pérennité)** | 28. “Maîtrise” des objectifs et des réalisations |  | | | | | | | | |  |  |
| Dans quelle mesure les réalisations et l'atteinte des objectifs seront durables? |  | X |  | X | X | X | X | X |  |  | X |
| Dans quelle mesure le schéma d'aménagement et la réalisation des infrastructures s'intègrent dans l'environnement physique et prennent en compte les risques amont et aval? |  | X |  | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 29. Responsabilité et engagement des institutions partenaires |  | | | | | | | | |  |  |
| Dans quelle mesure les communautés et autorités locales se sentent responsables de la pérennités des actions du projet et se sentent engagées? |  | X | X | X |  |  | X | X | X |  | X |
| 30. Niveau d’appropriation du projet, de ses tenants et aboutissants par la communauté et les institutions locales, notamment la Mairie de Carrefour | | | | | | | | | | | |
| Dans quelle mesure la conduite du projet a contribué à l'appropriation de ses tenants et aboutissants par la communauté et les autorités locales? |  | X | X | X |  |  | X | X | X |  | X |
| 31. Quel est le niveau d’appropriation du schéma d’aménagement et de son opérationnalisation par les acteurs publics et privés ? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |
| Comment les acteurs du projets ont été impliqué dans les différentes phase et étapes décisionnelles du schéma d'aménagement, de sa mise en œuvre et de son suivi? | X | X | X | X | X |  | X | X |  | X | X |
| Quelles sont les éléments qui permettent de garantir le suivi et la pérennité des actions entreprises dans le cadre du schéma d'aménagement? | X | X | X | X | X |  | X | X |  | X | X |
| 32. Quel est le niveau d’appropriation de la communauté des infrastructures construites et/ou réhabilitées, et des autres activités du projet ? |  | X | X | X | X |  | X | X | X | X | X |
| 33. Niveau de soutien des organisations gouvernementales, publiques et de la société civile | | | | | | | | | | | |
| Dans quelle mesure les relations entre les organisations partie prenantes ont contribué à porter le projet ? Ce niveau de relation est-il une garantie de pérennisation et de suivi des activités du projets? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |
| 34. Capacité institutionnelle |  | | | | | | | | |  |  |
| Comment ont été évalué les capacité institutionnelles en début du projet ? | X | X |  | X | X |  | X | X |  |  | X |
| Dans quelle mesure ces capacités ont-elles été renforcée? | X | X |  | X | X |  | X | X |  |  | X |
| 35. Quelle est la qualité des relations entre CARE Haïti et la communauté ? |  | X | X | X | X |  | X |  |  |  | X |
| 36. Les questions transversales telles que l’égalité des sexes, l’impact environnemental et la bonne gouvernance | | | | | | | | | | | |
| Dans quelle mesure le niveau d'intégration de l'analyse multirisques est-il adéquate et permet-il de prévenir l'apparition de nouveaux risques ou effets inattendus et de protéger l'environnement? | X | X |  | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Quelles mesures ont été prises pour assurer l'intégration des aspects genre et en quoi sont-ils des garanties de durabilité des effets du projet? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |
| Dans quelle mesure les processus et outils mise en place avec les Organisations de la société civiles et les autorités permettent de garantir la bonne gestion des infrastructures et des services, la transparence et la redevabilité? |  | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |
| 37. Faire une analyse des questions de viabilité – incluant la viabilité financière et économique – des activités proposées en particulier des AGR développées dans le cadre du projet. | | | | | | | | | | | |
| Les infrastructures et services mise en place dans le cadre du projet sont il appropriés au regard des capacités techniques et financières des Organisations de la Société Civile et autorités locales en terme de gestion? | X | X | X | X | X |  | X | X |  |  | X |

Annexe 3 : Calendrier de la phase de collecte d’information en Haïti

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | **Frédéric Meunier** | **Régis Cabal** |
| **Avril 2016** | **Mardi 5** | Après midi | Arrivée | |
| **Mercredi 06** | Matin | Atelier capitalisation | |
| Après midi | Atelier capitalisation  Interview Joseph Francoeur | |
| **Jeudi 07** | Matin | Mairie de Carrefour  Présentation guide de vulgarisation du schéma d'aménagement | |
| Après midi | Visite des quartiers,  Focus group gouvernance inclusive | Visite des quartiers  Group de discussion Comité de Maintenance |
| Interview CARE France (Marina Ogier) | |
| **Vendredi 8** | Matin | Interview Care Haïti (Julie Razongles) | |
| Après midi | Prise de RDV et organisation | |
| **Samedi 9** | Matin | Groupe discussion communautaire (plateforme communautaire) | |
| Après midi | Entretien directeur et comité du marché & visite marché | |
| **Dimanche 10** | Matin | Rencontre équipe capitalisation | |
| Après midi | OFF | |
| **Lundi 11** | Matin | Focus Group VSLA.  Focus group horticulture urbaine.  Focus group petite commerçantes | visite quartiers et infrastuctures Aztèk, La Grenade, Sapotille, Ti-sous (corridors, route, kiosques, lavoir, drainage RN2 et carrefour Mariani (ravine aval) |
| Après midi | Focus group productrices | Groupe discussion GCRRD & entrepreneurs Gestion des déchets |
| **Mardi 12** | Matin | Entretien Marceau  Entretien CASEC  Entretien Maire. | Entretien CASEC  Entretien Maire. |
| Après midi | Entretien Maude Morin  Entretien Julie  Point de tendance (Julie et Sophie)  Entretien UE | Entretien Sophie  Point de tendance (Julie et Sophie)  Entretien UE |
| **Mercredi 13** | Matin | départ | Revue documentaire: Schéma d'aménagement +DRR |
| Après midi |  | Revue documentaire  Interview Julie R2 et R3 |
| **Jeudi 14** | Matin |  | Revue documentaire DRR  Entretien CORDAID - annulé |
| Après midi |  | Interview M&E Officer CARE  Entretien Manager infrastructures CARE |
| **Vendredi 15** | Matin |  | Revue documentaire  Préparation restitution à chaud |
| Après midi |  | Restitution à chaud |
| **Samedi 16** | Matin |  | Revue documentaire et Analyse |
| Après midi |  | Interview FAU |
| **Dimanche 17** | Matin |  | Départ |

Annexe 4 : Ligne de vie Résultat 1, Gouvernance.

| **Reporting**  **Et M&E** | **MoU** |  |  | **Katye nou pi bel Contat UE** | **Résultat 1 : Gouvernance** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Renforcement des capacités locales** | **Plateforme Communautaire** | **Schéma d'Aménagement** |
|
|  |
|  |  | nov | **2012** | Fin Projet NIP Ti Tisous |  |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |
|  |  | Jan | **2013** |  |  |  |  |
|  |  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |
|  | CARE CORDAID FAU | avr | Contrat 8/04/2013 |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |
|  |  | juil |  | Formation cartographie, lecture de cartes et d'images aèriennes |  | **28 Ateliers Participatif** environnement et aléas, Accès voirie et mobilité, Habitat et services urbains, Equipements urbains, Activités économiques |
| Mise en place des rapports mensuels |  | aou |  |  |  |
|  | CARE-MAIRIE de Carrefour | sept |  |  | Définition des modalités de la plateforme communautaire. Formation à la gestion de conflits. |
| Steering Committee |  | oct | Co-Fin AFD 400 000 € |  |  |
|  |  |  | Equipe FAU Complète |
|  |  | nov |  |  |  | Non validation du plan |
|  |  | dec |  |  |  |  |
|  | Fin partenariat FAU | Jan | **2014** |  |  | Election 1er groupe plateforme |  |
|  |  | fév |  |  |  | Validation SdA |
| Recrutement M&E officer |  | mar | Début Baisse Euro |  | Formation en leadership |  |
| Steering Committee + Rapport annuel n°1 |  | avr |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | mai |  | Diagnostic capacités Mairie de Carrefour |  |  |
| Mise en place de la mesure d'impact |  | juin |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | aou |  |  | Formation Elaboration et gestion de projets |  |
|  |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  |  |
| Enregistrement  des données impact  PROMET |  | oct |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Identification problème technique / PROMET |  | nov |  |  |  |  |
| fin partiel des problèmes technique / PROMET |  | dec | Avenant 1 |  |  |  |
|  |  | Jan | **2015** |  |  | renouvellement plateforme Formation Gestion démocratique des organisations |  |
| Rapport DUE n° 2 |  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar | Fin de baisse Euro | Formation pratiques démocratiques |  |  |
| Audit interne CARE  Partners meeting (Skype  Steering committee ?) |  | avr |  | Formation rôles responsabilités des collectivités territoriales |  |  |
|  |  |  |  |
| Rencontre partenaires programme PARAQ |  | mai |  |  |  |  |
| Audit financier externe |  | juin | Co-Fi CARE-US 100 000 € |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | juil |  | Formations genre et outils de gestion |  |  |
|  |  | aou |  | Formation en cartographie |  |  |
| Rapport DUE n°3  Difficultés / PROMET |  | sept | Avenant 2 |  |  |  |
| Poursuite du Pb  PROMET |  | oct | Avenant 3 |  |  |  |
| Retrait CORDAID | nov |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | dec |  |  |  |  |
| Poursuite du Pb  PROMET |  | Jan | **2016** |  |  | renouvellement plateforme |  |
|  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar |  | Fin de l'accompagnement gouvernance |  |  |
|  |  | avr | No Cost  Extension  6 mois |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |
|  |  | aou |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  |
|  |  | oct | **Fin du Contrat** |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Annexe 5 : Ligne de vie Résultat 2, Gestion des risques.

| **Repporting Monitoring & Evaluations** | **MoU** |  |  | **Résultat 2: Gestion des Risques et Désastres** | | | | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CMDRR** | | **Cellules GCRRD** | **Ouvrages Mitigation** | | | | | | | |
| **Corridors** | | **Projets communautaires** | **Route Ti-Sous** | | **Route Sapotille** | | **Ravine Ti-Sous** |
|  |  | nov | **2012** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Jan | **2013** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | fév |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | CARE CORDAID FAU | avr |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Mise en place des rapports mensuels |  | aou |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | CARE-MAIRIE de Carrefour | sept |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Steering Committee |  | oct |  |  |  |  |  |  | Etude faisabilité Route |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | nov | Formation CMDRR | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Fin partenariat FAU | Jan | **2014** |  | Officer DRR-CORDAID Recruté |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | fév | EPRD Sapotille |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Recrutement M&E officer |  | mar |  | AO |  |  |  |  |  |  |
| Steering Committee + Rapport annuel n°1 |  | avr |  |  | Travaux (Sauf Aztèk) |  |  | Négociations propriétaires pour libération des emprises |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | mai | 2nd Formation CMDRR | DRR Officer CARE |  |  |  |  |  |  |  |
| Mise en place de la mesure d'impact |  | juin |  |  |  | 2nd AO |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | Travaux |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | aou |  |  |  |  |  |  |  | Etude Technique + APD |
|  | EPRD Aztèk | |  |  |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  | Etude Technique et APD |  |
| Enregistrement des données impact / PROMET |  | oct |  |  | AO travaux |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Identification problème technique / PROMET |  | nov | EPRD La Grenade | |  |  |  |  |
| fin partiel des problèmes technique / PROMET |  | dec |  |  |  |  |
|  |  | Jan | **2015** |  |  |  |  |  | Travaux |  |
| Rapport DUE n° 2 |  | fév | EPRD Bas Ti Sous | |  |  |  | Négociations propiétaires | Abandon projet |
|  |  | mar |  |  |  |  |
| Audit interne CARE Partners meeting (by Skype, Steering committee ?) |  | avr |  |  |  | AO |  |
|  |  | |  |  |  |  |
| Rencontre des partenaires du programme PARAQ |  | mai |  |  |  |  |  |  |
| Audit financier externe |  | juin |  |  |  |  |  |  |
|  |  | EPRD Haut Ti Sous |  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | juil | Camp d'été DPC |  |  |  |  |
|  |  | aou |  | Tentative redéfinition Stratégie GRD |  |  | Drainage Marseille |  |  |
| Rapport DUE n°3 Nouvelles difficultés / PROMET |  | sept |  |  |  |  |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | oct |  |  |  |  |  | Travaux |  |
| Retrait CORDAID | nov | Retrait CORDAID Abandon activité GCRRD | |  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | dec |  |  |  |  |  |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | Jan | **2016** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | fév |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | avr |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | aou |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | oct |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Annexe 6 : ligne de vie Résultat 3, Infrastructures

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Repporting Monitoring & Evaluations** | **MoU** |  |  | **Résultat 3: Infrastructures et logements** | | | |
| **Accès à l'eau** | | **Logements** | **Espaces publics** |
|
|  |  | nov | **####** |  |  |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |  |
|  |  | Jan | **2013** |  |  |  |  |
|  |  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |
|  | CARE CORDAID FAU | avr |  | |  |  |
|  |  | mai |  | |  |  |
|  |  | juin |  | |  |  |
|  |  | juil |  | |  |  |
| Mise en place des rapports mensuels |  | aou |  | |  |  |
|  | CARE-MAIRIE de Carrefour | sept |  | |  |  |
| Steering Committee |  | oct |  |  | Stratégie Activités logement |  |
|  |  |  |  |
|  |  | nov | Finalisation dossiers technique | Négociation DINEPA |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |
|  | Fin partenariat FAU | Jan | **2014** |  |  |  |
|  |  | fév |  | Réflexion formation Boss | Validation SdA |
| Recrutement M&E officer |  | mar |  |  |
| Steering Committee + Rapport annuel n°1 |  | avr |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | mai | Procédure négociée Attribution Marché | MOU DINEPA |  |
| Mise en place de la mesure d'impact |  | juin | Travaux | Ingéniérie Sociale | Signature Contrat Build Change |  |
|  |  |  |
|  |  | juil |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | aou | Mise en place Centre Formation |  |
|  |  |
|  |  | sept | AO Cabinet Architecte |
| Enregistrement des données impact / PROMET |  | oct | Formations Boss |  |
|  |  |  |
| Identification problème technique / PROMET |  | nov | APS |
| fin partiel des problèmes technique / PROMET |  | dec | APD |
|  |  | Jan | **2015** | Réception Définitive | |  | AO Constructions |
| Rapport DUE n° 2 |  | fév | Abandon Activité Kiosques | | Révision de l'activité à la baisse | sélection Entreprise |
|  |  | mar |  | | Suspension activité | Travaux |
| Audit interne CARE Partners meeting (by Skype, Steering committee ?) |  | avr |  | |  |
|  |  | |  |
| Rencontre des partenaires du programme PARAQ |  | mai |  | |  |
| Audit financier externe |  | juin |  | |  |
|  |  |  | |  |
| pas de rapport mensuel |  | juil |  | |  |
|  |  | aou |  | |  |  |
| Rapport DUE n°3 Nouvelles difficultés / PROMET |  | sept | Impluviums Sélection Familles | |  | Réception Inaugurations |
| Poursuite du pb / PROMET |  | oct | Installation Impluviums | |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET | Retrait CORDAID | nov |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | dec |  | |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | Jan | **2016** |  |  |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |
|  |  | avr |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |
|  |  | aou |  |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  |  |
|  |  | oct |  | |  |  |
|  |  |  | |  |  |

Annexe 7 : Ligne de vie Résultat 4, développement économique.

| **Reporting Monitoring & Evaluations** | **MoU** |  |  | **Résultat 4: Développement économique** | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Diag.** | **Projet VSLA / AVEC** | **Soutien petits commerçants** | **Transformation fruits** | **Horticulture urbaine** | **Gestion Déchets** |
|
|  |
|  |  | nov | **###** |  |  |  |  |  |  |
|  |  | dec |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Jan | **2013** |  |  |  |  |  |  |
|  |  | fév |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |  |  |
|  | CARE CORDAID FAU | avr |  | Lancement du projet |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |  |  |
| Mise en place des rapports mensuels |  | aou |  |  |  |  |  |  |
|  | CARE-MAIRIE de Carrefour | sept |  | 7 AVEC |  |  | Etude faisabilité |  |
| Steering Committee |  | oct |  | 10 AVEC |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  | nov |  |  |  |  | Analyse faisabilité et références |
|  |  | dec |  |  |  |  | Recrutement technicien |
|  | Fin partenariat FAU | Jan | **2014** | Debut du diagnostic Socio-économique | 11 AVEC |  |  |  |
|  |  | fév | 16 AVEC |  |  | identification des bénéficiaires | Enquête terrain |
| Recrutement M&E officer |  | mar |  |  |  | Préparation |
| Steering Committee + Rapport annuel n°1 |  | avr | 20 AVEC |  |  | Lancement | Lancement |
| pas de rapport mensuel |  | mai |  |  |  |  |  |
| Mise en place de la mesure d'impact |  | juin | 24 AVEC |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  | juil | Embauche d'un officer de développement économique |  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | aou |  |  |  |  | Selection et formations des entrepreneurs |
|  |  |  |  |  |
|  |  | sept | fin du diagnostic renforcement économique |  |  |  |  |  |
| Enregistrement des données impact / PROMET |  | oct | 33 AVEC |  |  |  | Début des 4 premières micro entreprises |
|  |  |  |  |
| Identification problème technique / PROMET |  | nov | 39 AVEC |  |  |  |  |
| fin partiel des problèmes technique / PROMET |  | dec |  |  |  | 1ers résultats |  |
|  |  | Jan | **2015** | Identification des IMF |  |  |  |  |
| Rapport DUE n° 2 |  | fév | Lancement stratégie renf dev eco | 43 AVEC |  |  |  | Second appel pour six entreprises de plus |
|  |  | mar | Révision à la baisse de la stratégie |  |  |  |  |  |
| Audit interne CARE Partners meeting (by Skype, Steering committee ?) |  | avr |  | 50 AVEC |  |  | Centre ressources horticoles | 1ères difficultés pour les 4 premières entreprises |
|  |  |  |  |
| Rencontre des partenaires du programme PARAQ |  | mai |  |  | Début soutien petits commerçants |  |  |  |
| Audit financier externe |  | juin |  |  | Formation gestions  Financière & gestion  des stocks  (108 marchands) | Lancement appelà manifestation  d'intérêt |  | 3iéme appel à intérêt |
|  |  |  |  |  |
| pas de rapport mensuel |  | juil |  |  |  | Peu de retour  début de sensibilisation |  |  |
|  |  | aou |  |  | Retard de fourniture  des dotations | Formation de 15 femmes pour 3 ateliers | Démotivation horticulture | 2 nouvelles entreprises crées |
| Rapport DUE n°3 Nouvelles difficultés / PROMET |  | sept |  |  | Distribution des kits  à 108 marchands |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | oct |  |  |  |  |  |
| Retrait  CORDAID | nov |  |  |  | Démobilisation  Transformation de  fruits Ti-Sous |  | Diagnostic fonctionnement des entreprises |
| pas de rapport mensuel |  | dec | Fin contrat  Off Dev Eco |  | Enquête de satisfaction | Démobilisation atelier  La Grenade  mais mise en place |  |  |
| Poursuite du pb / PROMET |  | Jan | **2016** |  |  |  | Recrutement  Consultante  (accompagnement) |  | Mission d'appui aux entreprises de gestion des déchets (Entrepeneur du Monde) |
|  | fév |  |  |  |  |
|  |  | mar |  |  |  |  |  |
|  |  | avr |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | mai |  |  |  |  |  |
|  |  | juin |  |  |  |  |  |
|  |  | juil |  |  |  |  |  |
|  |  | aou |  |  |  |  |  |  |
|  |  | sept |  |  |  |  |  |  |
|  |  | oct |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

Annexe 8 : Curriculum de formation de la Protection Civile Haïtienne :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Préparation** | **Alerte** | **Réponse** | **Réhabilitation** | **Reconstruction** |
| * Abris Provisoires | * Activation du système d’Alerte par le secrétariat Général | * Sécurité | * Restauration des services essentiels | * Attention portée à la coordination des organismes de coopération internationale et/ou des organismes financiers pour tenir compte des situations de risque |
| * Gestion des ressources Financières | * Santé : * Assainissement * Contrôle des vecteurs * Surveillance épidémiologique | * Etablissement du plan de reconstruction (incluant amélioration des conditions de la zone affectée et réduction de la vulnérabilité) |
| * Logistique | * Evacuation |
| * Alerte Précoce | * Recherche et sauvetage |
| * Information & diffusion | * Urgences médicales |
| * Planification | * Gestion des ressources logistiques * Stockage * Distribution * Transport |
| * Formation/éducation | * Contrôle |
| * Exercices | * Evaluation des dégâts et des besoins |

Source : d’après PNGRD, Gouvernement Haïtien, 2001.

Annexe 9 : Recommandations de la consultance CMDRR lors de la mission de suivi, avril-Mai 2014.

**3.2 Mise en œuvre du projet**

L’objectif d’une évaluation participative des risques est d’identifier les risques. Dans un contexte urbain, il est recommandé de mettre en œuvre une approche multipartenaire qui permettra d’élaborer une vision commune des risques par les différents acteurs impliqués dans le quartier. Le plan d’action, qui est le fruit d’une réflexion commune de comment réduire les risques, intègrera des actions à court termes, visibles qui motivera la population ainsi que des actions à long qui supportera la résilience de la population.

1. Le quartier de Sapotille a été identifié comme le quartier initiant le processus. Une présentation du projet et une discussion sur la planification des activités devra être réalisé au plus tôt.

2. Concevoir une présentation ludique pour la présentation du projet. La création de dessins comme outils pédagogique pour présenter le projet peut être développé.

3. Réfléchir sur la création d’un modèle de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du projet qui soit adapté à chaque quartier. Dans le modèle de mobilisation communautaire, il est important de prendre en compte l’approche multipartenaires : Organisations internationales ou locales, secteurs privée, gouvernement centralisé ou décentralisé. L’identification des risques se fait avec l’implication de la population mais aussi l’implication des représentants du gouvernement ASEC/ CASEC, des ministères décentralisés, des organisations locales à base communautaires et du secteur privé.

4. Suite à la mobilisation communautaire un groupe consultatif est créé avec une représentation des différents partenaires. Il serait peut -être important de définir les rôles et les responsabilités des participants au groupe consultatif. (Communauté, gouvernement, organisations locales, autres)

5. La plateforme déjà créé par le projet pourra servir d’interface entre les quartiers et les institutions à impliquer au processus. Les termes de référence de la plateforme sont peut-être à revoir pour intégrer cette idée.

6. Identification des blocs dans les différents quartiers afin d’aider le processus de représentation du quartier lié à la constitution du groupe consultatif de travail pour le processus de GCRRD. Il est possible de s’inspirer du projet de CORDAID à ti-sous qui a permis de formaliser des blocs dans le quartier.

7. Continuer l’identification/ cartographie des organisations à base communautaires ainsi que des autres acteurs impliqués dans les quartiers du projet afin de les impliquer au processus de l’évaluation participative.

8. Analyser les politiques du gouvernement afin d’en avoir une meilleure compréhension pour faire le lien avec le projet et notamment la GCRRD et les ministères décentralisés.

9. Analyser le secteur privé afin de l’intégrer dans la cartographie des partenaires.

10. Adapter le processus à la réalité de terrain. La Participation des quartiers pourrait s’avérer différente selon les quartiers. CORDAID a initié à Ti-sous une approche communautaire qui pourrait servir de modèle ou bien inspirer les autres quartiers.

11. Il serait intéressant de mettre en place une plateforme d’échanges d’expériences entre les membres de Ti- source ayant participé au processus participatif de CORDAID et les autres quartiers

12. Mettre en place des ateliers sur la GCRRD qui serviront d’échanges d’expériences entre les différents quartiers impliqués dans le projet.

13. Si possible continuer les échanges d’expériences entre CARE et d’autres organisations impliquées dans un processus similaire. Le contact de Claudy Jean Louis de la Croix Rouge Américaine a été fourni au chef de projet (Julie) afin d’échanger sur les comités IEC formé par la Croix rouge.

14. Le plan d’action, produit du processus de l’évaluation des risques, devra intégrer des actions à court termes et des actions à long terme. Les actions de court terme sont visibles et permettent de fédérer la population autour d’un projet dont les résultats peuvent être immédiats (plan de contingence, réhabilitation d’escaliers etc.). Le plan d’action est aussi à connecter avec le plan d’urbanisation élaboré par la FAU afin que la population puisse garder une vision claire des objectives de chacun.

15. Le plan d’action est considéré comme un outil, un levier qui est connecté à la mobilisation des ressources. Il est important de réfléchir aux financements des actions pendant l’élaboration du plan d’action et à la connexion avec d’autres partenaires.

Source : Consultancy Report, Gabrielle Savi, CMDRR Training, December 2013.

Annexe 10 : Coût des corridors rapportés au mètre linéaire et à la population bénéficiaire

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | **Budget TOTAL** | | **Contrib. Communaut.** | | **Contribution CARE** | | **Coût / Hab.** | | **Coût/m** | |
| **Phase I** | **No.** | **Projet** | **Long. (m)** | **Nbr**  **Habitant** | **HTG** | **USD** | **HTG** | **USD** | **HTG** | **USD** | **HTG** | **UDS** | **HTG** | **USD** |
| AZ-002 | Corridor *Calebasse* | 77 | 75 | 264 466 | 5 289 | 77 896 | 1 558 | 186 570 | 3 731 | 3 526 | 71 | 3 435 | 69 |
| LG-002 | Amont corridor *Jeanty* | ?? | ?? | 160 645 | 3 213 | 56 675 | 1 134 | 103 970 | 2 079 |  |  |  |  |
| LG-005 | Corridor *Acade* | 40 | 315 | 261 851 | 5 237 | 87 701 | 1 754 | 174 150 | 3 483 | 831 | 17 | 6 546 | 131 |
| SP-001 | Corridor *Job* | 36 | 115 | 489 482 | 9 790 | 165 800 | 3 316 | 323 682 | 6 474 | 4 256 | 85 | 13 597 | 272 |
| TS-001 | Electrification corridor *Destin* | N/A |  | 93 310 | 1 866 | 24 550 | 491 | 68 760 | 1 375 |  |  |  |  |
| TS-002 | Canal morne *Benfica* | ?? | ?? | 404 869 | 8 097 | 104 359 | 2 087 | 300 510 | 6 010 |  |  |  |  |
| **Sous Total Phase 1** | |  |  | **1 674 623** | **33 492** | **516 981** | **10 340** | **1 157 642** | **23 153** | **2 871** | **57** | **7 859** | **157** |
| **Phase II** | AZ-007 | Impasse *Toto* | 148 | 185 | 440 145 | 8 803 | 110 650 | 2 213 | 329 495 | 6 590 | 2 379 | 48 | 2 974 | 59 |
| LG-007 | Corridor *Acade* | ?? | ?? | 522 759 | 10 455 | 131 514 | 2 630 | 391 245 | 7 825 |  |  |  |  |
| LG-008 | Corridor *Pasteur Brilet* | 55 | 240 | 379 751 | 7 595 | 96 501 | 1 930 | 283 250 | 5 665 | 1 582 | 32 | 6 905 | 138 |
| SP-004 | Prolongement Corridor *Job* | 70 | 235 | 459 115 | 9 182 | 118 250 | 2 365 | 340 865 | 6 817 | 1 954 | 39 | 6 559 | 131 |
| SP-008 | Espace public (amont corridor *Paradis)* | N/A |  | 191 931 | 3 839 | 48 931 | 979 | 143 000 | 2 860 |  |  |  |  |
| **Sous Total Phase 2** | |  |  | **1 993 701** | **39 874** | **505 846** | **10 117** | **1 487 855** | **29 757** | **2 197** | **44** | **6 074** | **121** |
|  | **Grand Total** | |  |  | **3 668 324** | **73 366** | **1 022 827** | **20 457** | **2 645 497** | **52 910** | **2 421** | **48** | **6 669** | **133** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Corridors entreprises** | Ti Sous | Destin (9G) | 105 | 145 | 1 568 911 | 31 378 |  |  | 1 568 911 | 31 378 | 10 820 | 216 | 14 942 | 299 |
| Sapotille | Paradis | 150 | 245 | 2 463 043 | 49 261 |  |  | 2 463 043 | 49 261 | 10 053 | 201 | 16 420 | 328 |
| Astèk | Marseille | 355 | 365 | 6 197 235 | 123 945 |  |  | 6 197 235 | 123 945 | 16 979 | 340 | 17 457 | 349 |
| La  Grenade | Jeanty | 65 | 105 | 1 558 351 | 31 167 |  |  | 1 558 351 | 31 167 | 14 841 | 297 | 23 975 | 479 |
| Rosemond | 58 | 195 | 1 320 388 | 26 408 |  |  | 1 320 388 | 26 408 | 6 771 | 135 | 22 765 | 455 |
| **Total Corridors Entreprises** | |  |  | **13 107 927** | **262 159** |  |  | **13 107 927** | **262 159** | **11 893** | **238** | **19 112** | **382** |

Source : Tableau de suivi des projets communautaires, 2015 – complété dans le cadre de l’évaluation, avril 2016.

Annexe 11 : Extrait de l’appel à projet PARAQ, Phase 2.

## 1.2 Objectifs du programme et priorités

L'**objectif général** est de contribuer efficacement au relogement des populations déplacées suite au séisme

L'**objectif spécifique** est d'améliorer le cadre et les conditions de vie dans les quartiers les plus défavorisés pour permettre le retour en sécurité des populations des quartiers endommagés par le séisme du 12 janvier 2010.

Le programme priorise les résultats suivants:

1. Schémas d’aménagement urbains et plans d'urbanismes approuvés (s'ils n'ont pas été déjà approuvés) et mis en œuvre;
2. Cadre de vie des populations sécurisé dans un environnement urbain viabilisé ;
3. Conditions de vie améliorées durablement: croissances des investissements, des activités génératrices de revenues et d'emplois …;
4. Des logements endommagés ou détruits par le séisme réparés/reconstruits aux normes et règles du MTPTC;
5. Les acteurs de la construction acquièrent un savoir-faire dans la construction de logements plus robustes et sûrs ;
6. Secteur de la construction renforcé (filière matériaux, emploi maçons, …)
7. Activités encadrées par le MTPTC/autorités locales avec une supervision et un contrôle-qualité continus;
8. Des personnes déplacées relogées dans des conditions décentes ;
9. Les structures communautaires sont durablement renforcées et un dialogue est établi entre les communautés, les collectivités locales et les institutions de l’Etat;
10. Des analyses préalables, leçons apprises et recommandations techniques sont capitalisées et mises à disposition des acteurs publics en charge de la reconstruction et des bailleurs/ONG/opérateurs pour les projets. Ceci durant toute la durée des projets (et non pas seulement à la fin des projets) en participant activement aux activités de coordination, d’échange, de sensibilisation, d’évaluation continue, etc.
11. La population est informée sur l'importance de la construction parasismique ;

"Programme d'appui à la reconstruction et à l'aménagement de quartiers pour faciliter le retour des populations sinistrées – Phase II" - Lignes directrices à l’intention des demandeurs - EuropeAid/ 133-124/N/ACT/HT

Annexe 12 : Suivi de la mise en œuvre des activités du résultat 3 (Source : Compilation des rapports annuels à la DUE, CARE)

| **Indicateurs de résultat** | **Activités associées** | **Rapport #1** | **Rapport #2** | **Rapport #3** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| A la fin de projet au moins 50% des bénéficiaires directs sélectionnés sont des femmes plus vulnérables | R3. A1 Sélection des bénéficiaires par les la plateformes communautaires et les acteurs du projet. | Cet indicateur sera mesuré qu’en fin de projet | **Activité 1 supprimée** | |
| A la fin du projet, au moins 250 ouvriers du bâtiment ont bénéficié d'une formation professionnelle | R3. A2 Formation sur la construction sûre et de qualité en prenant en compte l'aspect du genre | **10% -** Nous souhaitons intégrer les bos mason déjà formés au réseau Build Change, ce qui permettraient à la fois d’accéder à des formations et à de nouvelles opportunités d’emplois. | ***100% -*** *La formation des bos a été externalisée et confiée à Build Change. Entre juin et décembre 2014, 250 bos ont été formés et 192 ont réussi l’examen final et sont donc certifiés.* | |
| A la fin du projet, 400 familles ont amélioré leurs conditions de logement, via la (re)construction ou le renforcement de maisons | R3. A3 Auto réhabilitation des logements endommagés par le séisme de façon sûre et de qualité en accompagnant techniquement les bénéficiaires  R3. A4 Densifier les quartiers en (re)construisant des logements combinant les abris transitoires avec des logements reconstruits en structures permanentes et adaptés aux conditions environnementales. |  | **12% -** 19 familles du camp Moula à Ti-Sous ont été relogées et 16 maisons ont été renforcées (match du projet From camps to secure homes, financé par ARC / American Red Cross).  ***NOTE :*** *Les restrictions budgétaires nous obligent à revoir les indicateurs à la baisse[[39]](#footnote-39).*  **Activité 4 Supprimée** | A ce jour 1 des 9 propriétaires dont les maisons sont impactées à plus de 50% par les travaux de réhabilitation de la route a bénéficié d’un accompagnement particulier de la part de CARE. |
| A la fin du projet, au moins 1 station complète de distribution d'eau est construite et 6 points d'eau sont aménagées et respectent l’environnement tout prenant compte les besoins spécifiques liés au genre. | R3. A5 Réalisation d'ouvrages publics d'amélioration de captage, adduction et distribution d'eau | **25% -** Un protocole d’accord est sur le point d’être signé avec la DINEPA qui se chargera de l’ingénierie sociale et des travaux de raccordement au réseau des 4 kiosques de Ti-Sous. L’appel d’offres pour les travaux devrait être lancé d’ici le mois de mai. | **70%** - 4 kiosques d’eau[[40]](#footnote-40) ont été (re)construits ou réhabilités à Ti-Sous et le comité de l’eau mis en place. Les kiosques ont été officiellement inaugurés le 17 décembre 2014 et sont opérationnels.  *L’étude architecturale (design et conception) de l’aménagement du lavoir communautaire de Ti-Sous est terminée et les travaux débuteront mi-mars 2015.* | **100% -** L’aménagement du lavoir communautaire de Ti-Sous est terminé et l’espace sera inauguré en septembre 2015. |
| A la fin du projet, au moins 100 solutions sanitaires ont été auto-construites par les bénéficiaires en respectant les besoins spécifiques liés au genre et 3 systèmes sanitaires de copropriété sont construits. | R3. A6 Accompagnement technique et sensibilisation communautaire pour l'auto construction de systèmes d'eau et d'assainissement pour les bénéficiaires. |  | **16% -** Les solutions sanitaires sont liées au logement. Cette activité est donc suspendue.  *16 solutions sanitaires ont été renforcées, en lien avec le relogement des familles du camp Moula.*  ***NOTE :*** *Les restrictions budgétaires nous obligent à revoir les indicateurs à la baisse*.  **Activité 6 Supprimée** | **100% -** 16 solutions sanitaires ont été renforcées, en lien avec le relogement des familles du camp Moula. |
| A la fin du projet, au moins 5 espaces publics (parc, terrain de sport ou de jeux...) ont été planifiés et construits de façon participative | R3. A7 Récupération et transformation d'espaces en lieux publics entretenus par les la plateformes communautaires. | **10% -** Le schéma d’aménagement prévoit la réhabilitation d’au moins 5 espaces publics | **20% -** Un cabinet d’architectes a été recruté sur appel d’offres pour le design et la conception de 3 espaces publics. Malheureusement, le terrain d’Aztèk s’est révélé être un espace privé ; l’étude s’est donc consacrée sur le lavoir communautaire de Ti-Sous et le terrain de La Grenade. Les travaux d’aménagement devraient débuter mi-mars.  *De plus, 7 projets d’infrastructures communautaires sont sur le point de démarrer* | **40% -** Les travaux d’aménagement et/ou de réhabilitation du lavoir communautaire de Ti-Sous et du terrain de foot de La Grenade sont terminés.  De plus, la 2nde phase des projets d’infrastructures à maitrise d’ouvrage communautaires a démarré et compte l’aménagement d‘un nouvel espace public. |

Source : Compilation des rapports annuels à la DUE, Le group’-ess, avril 2016.

Annexe 13 : La Notation « genre » du IASC

**La notation genre du IASC**

La Notation Genre est un outil qui permet d’évaluer un projet humanitaire sur une échelle de 2 à 0 afin de refléter leur potentiel à répondre aux besoins différenciés des femmes, des filles, des garçons et des hommes de tous âges et à contribuer au renforcement de l’égalité des sexes. La Notation Genre est requise pour tous les CAPs (procédures d’appels consolidés) et autres appels de fonds et mécanismes de financement humanitaire. Les chefs de Secteurs doivent encourager leurs partenaires à utiliser la Notation Genre pour que les projets bénéficient à TOUS les membres des populations affectées afin d’avoir un accès égal aux services et / ou des actions spécifiques permettant d’améliorer l’égalité des sexes, s’appuyant sur une analyse sensible au genre et à l’âge. L'efficacité de l'action humanitaire en dépend. La Notation Genre est identifiée sur le Système de Projets en Ligne (*OPS* en anglais) et le Système de Suivi Financier (*FTS* en anglais) informe la décision des donateurs quant au financement de projets de qualité, sensibles au genre et à l’âge. Conceptualiser et mettre en œuvre des projets qui sont notés 2a ou 2b permet d’améliorer l’efficacité des projets, tout comme leur potentiel de financement.

**L’ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA FICHE DE PROJET**

|  |  |
| --- | --- |
| **La notation du genre du IASC** | |
| **Note Genre 2A – Approche intégrée du genre**  **Potentiel à contribuer de façon significative à l’égalité des sexes.** **Une analyse sensible au genre et à l’âge** est incluse dans l’analyse des besoins, elle est reflétée **dans une ou plusieurs activités et dans un u plusieurs des résultats du projet.** | **Note genre 2B – actions ciblées**  **L’objectif principal du projet est d’améliorer l’égalité des sexes.**  **L’analyse de genre dans l’évaluation des besoins justifie le projet, dans lequel toutes les activités et tous les résultats visent à améliorer l’égalité des sexes.**  *Les projets aux actions ciblées répondent à des besoins spécifiques des femmes, des filles, des garçons ou des hommes étant désavantagés ou discriminés. Toutes* ***les actions spécifiques*** *sont le résultat d’une analyse sensible au genre et à l’âge.* |
| **Note genre 1**  **Potentiel `à contribuer de façon limitée à l’égalité des sexes.**  Le genre est uniquement considéré dans un ou deux éléments du projet : soit dans l’analyse des besoins, et/ou dans les activités ou dans les résultats attendus\*. Le projet **ne possède pas** d’analyse sensible au genre et à l’âge dans les trois parties : l’analyse des besoins qui prends en compte le genre et l’âge devrait mener à des activités et des résultats attendus qui sont adaptés aux besoins différenciés.  \* Lorsque le genre n’est considéré que dans les résultats, le projet est considéré comme insensible au genre et obtient la note 0 : | |
| **Note genre 0**  **Aucun potentiel visible à contribuer à l’égalité des sexes.**  **La dimension Genre et âge ne sont pas reflétés dans la fiche de projet** *ou apparaissent seulement dans les résultats attendus. Il est possible que le projet ne réponde pas aux besoins de certains membres de la population affectée ou même qu’il lui nuise. Ce type de projet est insensible au genre.* | |
| **Note genre N/A – Non applicable**  Le projet **ne comporte pas de contact direct** avec la population concernée, et **n’affecte pas directement ni ne détermine la sélection ou l’utilisation** des ressources, des biens et services auxquels accède la population. | |
| **Note Genre – Non spécifiée**  Le projet est en cours de développement et en conséquence, la note Genre est temporairement non spécifiée. | |

La note Genre permet aux équipes de vérification des projets de les noter selon la note 0, 1, 2a ou 2b afin de refléter leur potentiel à répondre aux besoins des différents membres de la population et/ou cibler des groupes pour répondre à leurs besoins spécifiques. La Note Genre est basée sur trois éléments :

**Une analyse des besoins → Des activités → Des résultats attendus**

**Formulaire d’évaluation**

Afin de noter les projets de façon correcte et uniforme, les équipes d’évaluation des projets des différents secteurs sont invitées à utiliser le formulaire ci après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Analyse des besoins**  **sensible au genre** | **Activités**  **sensible au genre** | **Résultats attendus**  **sensible au genre** | **Nombre de croix** | **Code Genre** |
| X | X | X | 3 | 2a ou 2b |
| X | X | - | 2 | 1 |
| - | X | X | 2 | 1 |
| X | - | X | 2 | 1 |
| X | - | - | 1 | 1 |
| - | X | - | 1 | 1 |
| - | - | X | 1 | 0 |
| - | - | - | 0 | 0 |

**ADAPTer et AGIR Collectivement, un outil pour une programmation sensible à l’égalité des sexes.**

Le cadre ADAPTer et AGIR COLLECTIVEMENT (ADAPT & ACT-C) est un outil pour guider l’élaboration et l’évaluation des projets de façon à intégrer utilement la dimension genre. Même si l’ordre des lettres peut varier, il existe quelques neuf étapes qui devraient être considérées lors de l’élaboration d’un projet afin qu’il réponde réellement aux besoins et aux préoccupations des filles et des femmes, des garçons et des hommes.

|  |  |
| --- | --- |
| **Cadre pour une programmation sensible à l’égalité des sexes** | |
| **A** | **Analyser l’impact de la crise humanitaire sur les femmes, les filles, les garçons et les hommes** et ses conséquences quand à la division des tâches, la répartition du travail et l’accès à l’assistance humanitaire et la protection |
| **D** | **Développer des services pour répondre également aux besoins différencié des femmes, des filles, des garçons et des hommes**. Les acteurs humanitaires devraient reconsidérer leur approche de travail afin de s’assurer que les besoins spécifiques des femmes et des filles, des garçons et des hommes soient pris en compte. |
| **A** | **S’assurer que les femmes, et les filles, les garçons et les hommes aient un Accès égal aux services**. Un suivi continu permettant de vérifier qui est engagé dans le projet aidera à assurer un accès équitable aux services offerts par le projet. |
| **P** | **S’assurer de la représentation et de la Participation égale des femmes et des hommes** dans l’élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des projets : les bénéficiaires féminins et masculins peuvent prendre part aux décisions. |
| **T** | **Transmettre les connaissances et le savoir-faire de façon égale aux hommes et aux femmes, aux filles et aux garçons** en leur offrant les mêmes chances de bénéficier des opportunités de formations et d’accroissement des compétences offertes par le projet. |

**&**

|  |  |
| --- | --- |
| **A** | **Mettre en place des Actions spécifiques afin de réduire les risques de violence basées sur le genre (VBG),** dont l’exploitation et les abus sexuels. « Le Guide du IASC sur les VBG dans les situations d’Urgence » devrait être utilisé pour guider la planification et la coordination. |
| **G** | **Gérer la collecte et l’analyse des donnés désagrégées par sexe et par âge** de façon à identifier plus précisément le profil des femmes, des filles, des garçon et des hommes afin de tenir compte de leurs réalités spécifiques, des risques auxquels ils font face et de la pertinence de la réponse par rapport à leur besoins. |
| **I** | **Sur la base d’une analyse sensible au genre, Instaurer des mesures ciblant spécifiquement les filles ou les garçons, les femmes ou les hommes.** Quand un groupe fait face à des risques, par exemple, les violences sexuelles à cause du rôle de collecter du bois de chauffage, l’eau ou les animaux aux pâturages, des mesures spécifiques doivent être mises en place pour protéger ce groupe contre les risques qu’il encourt |
| **R** | **Renforcer la coordination et l’intégration du genre dans toutes les sphères du travail humanitaire.** Mettre en place des réseaux afin d’assurer la coordination et l’intégration d’une analyse de genre dans tous les secteurs de l’action humanitaire. |

**« Different Needs, Equal Opportunities : Increasing Effectiveness of Humanitarian Action for women, girls, boys and men », visitez le site** [**www.iasc-elearning.org**](http://www.iasc-elearning.org)

1. Ti-Sous, La Grenade et Sapotille (qui comprend la zone d’Aztèk, vécue et perçue comme un quartier à part entière). [↑](#footnote-ref-1)
2. La méthodologie complète est rappelée dans la proposition d’évaluation, annexée à ce rapport (annexe 1) [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir Matrice d’évaluation en annexe 2. [↑](#footnote-ref-3)
4. En référence aux besoins humanitaires spécifiés dans les normes SPHERE [↑](#footnote-ref-4)
5. PIM (Plan d’Investissement Municipal) 2011 - 2016, Mairie de Carrefour / USAID 2010 [↑](#footnote-ref-5)
6. Estimation 2009, sur le site de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) [↑](#footnote-ref-6)
7. Entretien avec Jude Edouard Pierre le 12/04/2016, Maire élu de Carrefour. [↑](#footnote-ref-7)
8. Estimation 2015, sur le site de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) [↑](#footnote-ref-8)
9. Entretien avec Juste SERGOT du 12/04/2016 [↑](#footnote-ref-9)
10. Programme d'appui à la reconstruction et à l'aménagement de quartiers pour faciliter le retour des populations sinistrées – Phase II" - Lignes directrices à l’intention des demandeurs, EuropeAid/ 133-124/N/ACT/HT [↑](#footnote-ref-10)
11. Budget projet avenant n°2 [↑](#footnote-ref-11)
12. Plan de désengagement communautaire. CARE [↑](#footnote-ref-12)
13. Entretien avec Jude Edouard Pierre le 12/04/2016, Maire élu de Carrefour. [↑](#footnote-ref-13)
14. Rapport sur les études de capitalisation du PARAQ, Jacques-Emmanuel REMY, TRASTEC mars 2016, P. 36 [↑](#footnote-ref-14)
15. Propriétaire de l’ouvrage, pour le compte de qui les travaux sont exécutés. [↑](#footnote-ref-15)
16. Entretien avec Maude Morin du 12/04/2016 [↑](#footnote-ref-16)
17. Version provisoire, Rapport sur les études de capitalisation du PARAQ, Jacques-Emmanuel REMY, TRASTEC mars 2016, P. 36 [↑](#footnote-ref-17)
18. Entretien avec le CASEC du 14/04/2016. [↑](#footnote-ref-18)
19. Participatory Hygiene and Sanitation Transformation (Transformation participative de l’hygiène et de l’assainissement) [↑](#footnote-ref-19)
20. Hors coûts de libération des emprises estimés à 295 000 euros [↑](#footnote-ref-20)
21. Hors projets communautaires [↑](#footnote-ref-21)
22. "Programme d'appui à la reconstruction et à l'aménagement de quartiers pour faciliter le retour des populations sinistrées – Phase II" - Lignes directrices à l’intention des demandeurs [↑](#footnote-ref-22)
23. Le détail de la stratégie est présenté en annexe XX [↑](#footnote-ref-23)
24. Schéma d’Aménagement des quartiers Ti-Sous, Sapotille, La Grenade, Aztèk, FAU-CARE-Mairie de Carrefour, Janvier 2014 [↑](#footnote-ref-24)
25. Compte rendu de groupe de rencontré avec le comité de gestion des kiosques de Ti-Sous, 3 juin 2015, M&E-CARE. [↑](#footnote-ref-25)
26. Compte rendu du focus groupe réalisé avec les bénéficiaires d’impluviums à Aztèk, janvier 2015, M&E-CARE. [↑](#footnote-ref-26)
27. Terrain est le terme employé par les habitants des quartiers pour désigner les espaces vides de constructions qui font office de terrain de football (source, diagnostic participatif La Grenade, Sapotille, Aztèk, FAU, 2013). [↑](#footnote-ref-27)
28. Lignes Directrices Aménagement et Reconstruction - PARAQ, EuropeAid/ 133-124/N/ACT/HT [↑](#footnote-ref-28)
29. Annoncée dans le premier rapport annuel. [↑](#footnote-ref-29)
30. Conclusion n°10, P.31 [↑](#footnote-ref-30)
31. Diagnostic socio-économique des 4 quartiers d’intervention du projet CARE, Décembre 2014 [↑](#footnote-ref-31)
32. Diagnostic socio-économique des 4 quartiers d’intervention du projet CARE, Décembre 2014 et baseline survey [↑](#footnote-ref-32)
33. Rapport Entrepreneur du Monde, 2016 [↑](#footnote-ref-33)
34. Fiche de suivi horticulture urbaine [↑](#footnote-ref-34)
35. Appendix 2 - CDEL budget [↑](#footnote-ref-35)
36. La proposition méthodologique prévoyait l’utilisation des critères du DAC-OCDE concernant le genre. Ces derniers étant peu détaillés, nous proposons l’utilisation du marqueur du IASC utilisé par la commission européenne pour l’attribution et l’évaluation des projets. [↑](#footnote-ref-36)
37. Stratégie d’intégration du genre transformatif, vers une égalité de genre, CARE Haïti. [↑](#footnote-ref-37)
38. Environ 100 % du budget annuel de la commune (2milion d’euro ; Maire de carrefour, entretien du 12/04/2016). [↑](#footnote-ref-38)
39. Les restrictions budgétaires nous obligent à suspendre les activités du volet Logement. Les nouvelles constructions se feront pour les propriétaires dont les maisons sont impactées à plus de 50% par les travaux d’Infrastructures, et notamment la réhabilitation de la route. [↑](#footnote-ref-39)
40. Là encore, les restrictions budgétaires et les contraintes techniques liées à l’approvisionnement en eau de la DINEPA nous obligent à revoir les indicateurs : seuls 4 kiosques d’eau seront donc construits. [↑](#footnote-ref-40)